

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
21 février 2023
Français
Original : anglais

**Lettre datée du 21 février 2023, adressée à la Présidente
du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur le Yémen**

Les membres du Groupe d'experts sur le Yémen ont l'honneur de vous faire tenir ci-joint le rapport final qu'ils ont établi en application du paragraphe 16 de la résolution [2624 \(2022\)](#).

Ce rapport a été soumis le 30 décembre 2022 au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [2140 \(2014\)](#), qui l'a examiné le 20 février 2023.

Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et du rapport à l'attention des membres du Conseil de sécurité et de le faire distribuer comme document du Conseil.

Coordonnateur
du Groupe d'experts sur le Yémen
(*Signé*) Debi Prasad **Dash**

(*Signé*) Cornelius **Nagbe**
Expert

(*Signé*) Lydelle **Joubert**
Experte

(*Signé*) Wolf-Christian **Paes**
Expert



Rapport final du Groupe d'experts sur le Yémen créé en application de la résolution 2140 (2014) du Conseil de sécurité

Résumé

Le Yémen traverse une crise politique et économique inextricable. D'un point de vue militaire, la première phase de la période considérée, de décembre 2021 à mars 2022, a été marquée par une recrudescence d'attaques perpétrées par les houthistes, tant dans le pays que contre l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, qui ont été la cible de missiles balistiques, de missiles de croisière et de drones kamikazes dotés d'explosifs. Le 17 janvier, des attaques sans précédent menées par les houthistes contre Abou Dhabi ont fait des victimes civiles. Le 28 février, le Conseil de sécurité a adopté une résolution dans laquelle il a condamné avec la plus grande énergie les attaques terroristes odieuses qui avaient été perpétrées contre l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. Les houthistes ont revendiqué la responsabilité de ces attaques, qui ont entraîné des ripostes militaires de la Coalition en appui à la légitimité au Yémen, au moyen d'une série d'attaques sur des cibles houthistes, qui ont également fait des victimes civiles.

Tandis que la trêve facilitée par l'ONU entrait en vigueur le 2 avril, la deuxième phase de six mois a connu un calme relatif. La reprise des importations de pétrole par le port de Hodeïda et des vols commerciaux limités depuis Sanaa qui ont permis le transport de plus de 42 500 passagers a concouru à améliorer la situation humanitaire de la population vivant dans les zones contrôlées par les houthistes. Mettant à profit cette atmosphère relativement pacifique, le Gouvernement yéménite a pris plusieurs mesures pour promouvoir des réformes économiques, notamment celles visant à augmenter les exportations de pétrole brut. En septembre, les houthistes ont organisé de vastes défilés militaires à Hodeïda et à Sanaa pour présenter de nouveaux missiles, des drones, des mines marines et d'autres armes. La trêve a toutefois été de courte durée. Du fait des exigences déraisonnables des houthistes concernant le versement de salaires aux membres de leur personnel militaire, associées à leur refus de lever le siège imposé à Taëz, la trêve n'a pas été prorogée après le 2 octobre.

Enhardis par la volonté apparente de la communauté internationale de céder à leurs exigences, même si l'objectif principal était de maintenir la trêve, les houthistes ont changé de stratégie. Dans la troisième phase consécutive à la trêve, ils ont non seulement continué d'exiger le versement des salaires, mais cherché également à priver le Gouvernement yéménite des recettes tirées de l'exportation de pétrole brut. Leur stratégie a été de s'en prendre à ses moyens économiques, ce qui a entraîné une instabilité économique dans les zones qu'il contrôlait. L'interdiction des billets de banque émis par la Banque centrale du Yémen siégeant à Aden, l'adoption de politiques clivantes concernant les secteurs bancaire et économique, le fait de s'en prendre aux avoirs de sociétés de télécommunications établies à Aden, les menaces et les attaques contre les ports, les terminaux pétroliers et les navires participant à l'exportation de pétrole et l'approbation d'une nouvelle loi portant interdiction de tous types d'intérêt dans les opérations bancaires et commerciales ont figuré parmi les mesures prises par les houthistes à cet égard. Le pays traite avec deux types de billets de banque, des taux de change doubles, des restrictions à la circulation des marchandises sur le plan intérieur, la double taxation et l'acquisition de rentes sous forme de perception illégale de taxes et de redevances. Ces obstacles économiques, venant s'ajouter aux attaques militaires lancées par les houthistes, mettent gravement en péril la paix, la sécurité et la stabilité du Yémen.

Des affrontements entre les forces progouvernementales et les houthistes ont été signalés à Beïda, Chaboua, Dalea, Hodeïda, Jaouf, Mareb, Saada, et Taëz. Les forces progouvernementales ont lancé en 2022 des opérations antiterroristes à Abiyan et Chaboua contre Al-Qaida dans la péninsule arabique (AQPA). Le navire *Safer* continue par ailleurs de faire peser une menace sur le Yémen et la région, sur les plans environnemental et humanitaire. L'Organisation des Nations Unies a pris plusieurs mesures portant sur la mise en place d'un plan de sauvetage, mais des questions relatives à la propriété du produit de la vente du *Safer* et du pétrole qui y est stocké n'ont toujours pas été réglées.

Le mode de fourniture d'armes aux houthistes n'a relativement pas changé au cours de la période considérée : la majorité des armes, des munitions et des articles connexes ont été passés clandestinement à l'aide de voiliers traditionnels (boutres) et de navires plus petits en mer Arabique. Le Groupe d'experts a enquêté sur sept nouveaux cas de contrebande maritime, dont certains ayant trait au trafic d'engrais et d'autres substances chimiques pouvant servir de précurseurs dans la fabrication d'explosifs et d'oxydant dans la production de propergol solide. Contrairement aux armes et aux munitions, qui sont normalement transportées vers les plages dans les zones contrôlées théoriquement par le Gouvernement dans le sud-est du Yémen, les produits chimiques ont été passés clandestinement par Djibouti vers des ports contrôlés par les houthistes en mer Rouge. Le Groupe d'experts a enquêté également sur la contrebande de conteneurs de lancement de missiles antichars guidés, qui étaient dissimulés dans un camion commercial, à travers la frontière terrestre avec Oman. Il a recensé un réseau d'individus affiliés aux houthistes au Yémen et à Oman, qui recrutaient des membres d'équipage, facilitaient leurs déplacements sur l'ensemble du territoire tenu par le Gouvernement et leur procuraient des véhicules et des navires. Il a pris note des allégations portées par plusieurs États Membres selon lesquelles les boutres avaient chargé leurs marchandises dans des ports iraniens. Il a eu accès aux coordonnées du système mondial de navigation par satellite des appareils de navigation, ainsi qu'à ceux d'un drone trouvé à bord de l'un des navires, indiquant des lieux en République islamique d'Iran ou à proximité. S'il n'a pu confirmer tous les détails des allégations de manière indépendante, il a noté que le récit des membres d'équipage de certains boutres qui avaient été retenus semblait appuyer cette version. Il a réaffirmé également sa position de longue date, à savoir que quelques-unes des armes saisies, telles que les missiles antichars guidés saisis à la frontière omanaise, avaient des caractéristiques techniques et des marquages conformes à celles fabriquées en République islamique d'Iran, tandis que d'autres, comme les fusils d'assaut et les munitions confisquées en décembre 2021, avaient en toute probabilité été fournies par d'autres États Membres à des entités en République islamique d'Iran.

Sur le front politique intérieur, immédiatement après le début de la trêve, le Gouvernement yéménite a adopté un nouveau mécanisme de gouvernance collective sous forme de Conseil de direction présidentiel. Même s'il n'est pas réellement homogène, il semble être plus inclusif et plus représentatif. Ses membres ont toutefois divers intérêts et aspirations politiques et certains, avec l'appui financier et autre de leurs bienfaiteurs, disposent de leurs propres forces armées et exercent un contrôle de fait sur leurs territoires. L'autre obstacle est l'intégration de ces forces armées sous un commandement unifié, pour lequel un comité conjoint militaire et de sécurité a été constitué. La cohésion du Conseil de direction présidentiel demeure précaire. Ces derniers mois, des heurts ont opposé certains des groupes armés. Si rien n'est fait pour empêcher les houthistes de mener ces attaques, le Conseil ne pourra pas perdurer comme front national et risque d'être sérieusement remis en cause à l'avenir.

Pour ce qui est des sanctions financières, des personnes visées par les sanctions, celles qui agissent pour leur compte ou sur leurs instructions et des entités qu'elles possèdent ou contrôlent, continuent de recevoir, de posséder ou de contrôler,

directement ou indirectement, des fonds, autres avoirs financiers et ressources économiques, en violation du régime des sanctions institué par la résolution 2140 (2014) du Conseil de sécurité. Les houthistes continuent de contrôler les sources légales et illégales de revenus, à savoir les douanes, les impôts, la zakat, les recettes non fiscales et les redevances illicites. Ils ont prélevé l'impôt dit *khoms* (un cinquième) concernant bon nombre d'activités économiques, notamment dans les secteurs des minerais, des hydrocarbures, de l'eau et de la pêche, et ceux qui bénéficient de cette nouvelle taxe sont la famille Houthi et plusieurs de leurs fidèles. L'immobilier est un autre secteur qui permet aux houthistes d'engranger des revenus considérables. Ils ont confisqué de force de vastes terrains et des immeubles durant la période considérée. Ils se servent également de diverses sociétés de télécommunications pour adresser des millions de messages sollicitant une aide et des contributions financières à leur effort de guerre. À la suite de l'accord en vue de la trêve, les importations de pétrole par le port de Hodeïda ont considérablement augmenté. Du 1^{er} avril au 30 novembre, 69 navires sont arrivés au port, transportant 1 810 498 tonnes de dérivés du pétrole, contre 535 069 tonnes de dérivés du pétrole, importés de janvier à décembre 2021 à bord de 30 navires. Les houthistes ont donc accumulé des recettes douanières se chiffrant à environ 271,935 milliards de rials yéménites durant la période d'avril à novembre 2022. En violation de l'Accord de Stockholm, ils ne les mettent pas à profit pour verser les salaires des fonctionnaires dans les services publics. Tout en touchant ces recettes fiscales, ils continuent de percevoir des commissions illégales au moyen de leur réseau de revendeurs. Ils créent parfois des pénuries artificielles de carburant afin de donner à leurs marchands l'occasion de vendre du pétrole au marché noir et d'encaisser des commissions illégales sur ces ventes. Les délais de dédouanement des cargaisons de navires ont également été considérablement réduits. Le Mécanisme de vérification et d'inspection des Nations Unies a constaté que le délai minimum en novembre 2022 était d'une heure, la moyenne étant de trois heures. Le délai moyen dans la zone d'attente de la Coalition en novembre était de 5,3 jours, contre des moyennes maximales de 50,3 jours, pendant quelques mois, durant la période précédant la trêve.

Les parties au conflit et les houthistes en particulier ont continué de commettre des violations graves du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme et de lancer notamment des attaques militaires indiscriminées ou dirigées contre des civils et des infrastructures civiles. Les houthistes ont également continué de soumettre les civils à des détentions arbitraires, à des actes de torture, à des disparitions forcées et à d'autres violations graves, en l'absence de tout mécanisme d'établissement des responsabilités, d'aide aux personnes rescapées et de dédommagement aux familles des victimes. Ils ont, qui plus est, poursuivi leur campagne d'endoctrinement d'enfants et continué de recruter et d'utiliser des enfants parmi leurs forces, notamment comme combattants, ce qui est contraire aux obligations juridiques prises et au plan d'action signé avec l'ONU en avril 2022, visant à prévenir et à faire cesser le recrutement d'enfants et d'autres violations graves contre les enfants.

La violence contre les membres du personnel humanitaire, les restrictions aux déplacements et aux opérations des agents humanitaires et les ingérences dans les activités humanitaires de la part des houthistes et des groupes progouvernementaux ont continué de ralentir l'acheminement et la distribution de l'aide humanitaire à des millions de civils qui ont un besoin urgent d'assistance ou de protection. L'emploi généralisé et indiscriminé de mines terrestres et d'engins non explosés, principalement sur les lignes de front, a continué de faire un grand nombre de victimes civiles, principalement des femmes et des enfants, de restreindre l'accès humanitaire et d'entraver les opérations d'aide.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	6
II. Faits nouveaux ayant entravé la paix, la sécurité et la stabilité	7
III. Activités de groupes armés menaçant la paix, la sécurité et la stabilité	9
A. Attaques des houthistes contre l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis	9
B. Attaques des houthistes contre le Gouvernement	12
C. Attaques des houthistes contre le secteur pétrolier	12
D. Opérations contre Al-Qaida dans la péninsule arabique	13
E. L'unité flottante de stockage et de déchargement <i>Safer</i>	13
IV. Sécurité maritime	14
V. Armes et application de l'embargo ciblé sur les armes	18
A. Contrebande d'armes de poing et de munitions par voie maritime	19
B. Contrebande par voie maritime d'engrais et d'autres produits chimiques	22
C. Contrebande de composants de missiles par voie maritime	25
D. Contrebande de missiles antichars guidés via Oman	27
E. Drone s'étant écrasé à Oman	29
VI. Questions économiques et financières	30
A. Questions économiques	30
B. Avoirs financiers de personnes désignées et leurs réseaux	33
C. Suivi des mesures d'interdiction de voyager et de gel des avoirs	37
VII. Actes contraires au droit international humanitaire et au droit international des droits de l'homme	37
A. Violations et atteintes attribuées aux houthistes	38
B. Violations attribuées à la Coalition	40
C. Violations attribuées au Gouvernement yéménite et aux groupes affiliés	41
D. Victimes civiles de mines antipersonnel et d'engins non explosés	42
VIII. Entrave à l'acheminement et à la distribution de l'assistance humanitaire	43
IX. Recommandations	44
Annexes*	47

* Les annexes sont distribuées uniquement dans la langue de l'original et n'ont pas été revues par les services d'édition.

I. Introduction

1. Le présent rapport, soumis au Conseil de sécurité en application du paragraphe 16 de la résolution [2624 \(2022\)](#), couvre la période du 6 décembre 2021 au 30 novembre 2022¹ et comprend des conclusions actualisées à partir des enquêtes qui avaient été citées dans le rapport final du Groupe d'experts sur le Yémen daté du 26 janvier 2022, figurant dans le document [S/2022/50](#).
2. Le Groupe d'experts s'est conformé au paragraphe 22 de la résolution [2624 \(2022\)](#) concernant les meilleures pratiques et méthodes recommandées par le Groupe de travail informel du Conseil de sécurité sur les questions générales relatives aux sanctions (voir [S/2006/997](#)). Il a mis l'accent en particulier sur le respect des normes relatives à la transparence, à l'objectivité et aux sources, preuves documentaires et allégations corroborées par des sources indépendantes et vérifiables, et le fait de donner un droit de réponse aux interlocuteurs². Conformément aux dispositions du paragraphe 17 de la résolution [2624 \(2022\)](#), le Groupe d'experts a maintenu une coopération avec l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions et le Groupe d'experts sur la Somalie.
3. Trois membres du Groupe d'experts, à savoir les experts en armements, en questions financières et en droit international humanitaire, ont été nommés par le Secrétaire général le 17 mai 2022 (voir [S/2022/411](#)). Les contrats des deux experts en armements et en questions financières ont débuté le 23 mai et celui de l'expert en droit international humanitaire le 1^{er} juin. L'experte en groupes armés a été nommée par le Secrétaire général le 5 octobre 2022 (voir [S/2022/773](#)) et son contrat a débuté le 12 octobre. L'experte en affaires régionales du Groupe d'experts avait démissionné le 31 juillet 2021, durant la précédente période considérée et, malgré les efforts du Secrétariat, aucun successeur ne lui avait été désigné à la date de l'établissement du présent rapport. En raison du retard pris dans la nomination des experts, le Groupe d'experts n'a pas pu, faute de temps, couvrir tous les aspects de son mandat de façon plus détaillée.
4. Durant la période considérée, le Groupe d'experts s'est rendu en Arabie saoudite, à Bahreïn, à Djibouti, en Égypte, aux Émirats arabes unis, au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et au Yémen (à Moukalla, Gheida, Nichtoun, Aden et au poste frontière de Chahn)³. Il a également été invité à se rendre en République islamique d'Iran et à Oman mais n'a pu le faire durant les périodes proposées pour des raisons indépendantes de sa volonté. Il s'est cependant rendu à Oman en janvier 2023. Il a mené des inspections d'armes, de pièces de missile et d'articles connexes ainsi que de débris de missiles et de drones en Arabie saoudite, aux Émirats arabes unis, au Royaume-Uni et au Yémen. Il s'est entretenu avec le Premier Ministre du Yémen et d'autres ministres et responsables du Gouvernement.
5. Le Groupe d'experts a adressé 95 lettres officielles, dont 77 à 24 États Membres et 18 lettres à 10 organisations, entités et sociétés ; il attendait encore 37 réponses au 9 décembre 2022 (voir annexe 3).

¹ Dans le rapport final du Groupe d'experts daté du 26 janvier 2022 ([S/2022/50](#)), il avait été tenu compte des faits nouveaux survenus jusqu'au 5 décembre 2021. Dans le présent rapport, il a été tenu compte des faits nouveaux survenus sur le terrain jusqu'au 30 novembre 2022 et des réponses aux questions du Groupe d'experts jusqu'au 9 décembre 2022.

² On trouvera un complément d'informations sur la méthode de travail du Groupe d'experts et le droit de réponse à l'annexe 1.

³ Les principaux lieux au Yémen sont épelés selon les transcriptions utilisées par le Système d'information géographique des Nations Unies sur la carte figurant à l'annexe 2.

II. Faits nouveaux ayant entravé la paix, la sécurité et la stabilité

6. Les faits militaires nouveaux qui se sont produits durant la période considérée peuvent globalement être divisés en trois phases. Le premier trimestre de 2022 a connu une recrudescence d'attaques menées à travers la frontière par les forces houthistes, auxquelles la Coalition en appui à la légitimité au Yémen a riposté sur le plan militaire. La deuxième phase a été une trêve précaire de six mois, facilitée par l'ONU, qui a pris fin le 2 octobre. Durant la phase consécutive à la trêve, la paix a été rompue une fois de plus et les négociations visant à proroger la trêve ont été ardues, principalement du fait des demandes déraisonnables faites par les houthistes au sujet du versement des soldes des membres du personnel militaire et de sécurité et de leur refus de lever le siège imposé à Taëz.

7. Au premier trimestre de 2022, les forces houthistes ont poursuivi leurs attaques aériennes contre des cibles situées en Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis, à l'aide de missiles balistiques, de missiles de croisière et de drones kamikazes munis d'explosifs. Le 17 janvier, des attaques sans précédent menées contre un dépôt de carburant à Abou Dhabi et un terminal de passagers non encore utilisé à l'aéroport international d'Abou Dhabi ont fait trois morts et huit blessés parmi les civils (voir par. 17). Le 28 février, le Conseil de sécurité a adopté la résolution [2624 \(2022\)](#) dans laquelle il a condamné avec la plus grande énergie les attaques terroristes odieuses qui avaient été perpétrées contre l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. La Coalition avait pour sa part riposté à l'aide d'une série d'attaques aériennes menées contre des cibles dans les zones contrôlées par les houthistes les 20 et 21 janvier 2022 (voir par. 103).

8. La trêve a eu notamment pour résultats positifs la reprise des importations de pétrole et de dérivés du pétrole par le port de Hodeïda, ce qui a permis de satisfaire les besoins des habitants dans les zones contrôlées par les houthistes, et la reprise d'un nombre limité de vols commerciaux à partir de Sanaa. Un premier obstacle concernant la délivrance de passeports aux passagers a été aplani lorsque le Gouvernement a accepté que des personnes effectuant des voyages à l'étranger utilisent des passeports émis par les houthistes. Cela a grandement soulagé celles qui souhaitaient s'y rendre à des fins humanitaires. Du 16 mai au 30 novembre, plusieurs vols se sont déroulés entre Sanaa et Amman, 21 879 passagers se rendant de Sanaa à Amman et 20 652 passagers d'Amman à Sanaa. Un seul vol aller-retour a été effectué entre Sanaa et Le Caire le 1^{er} juin.

9. Ce sont principalement le Gouvernement yéménite et la Coalition qui ont fait des concessions en vue de la trêve, les deux principales exigences des houthistes ayant été satisfaites. Même en l'absence d'affrontements militaires importants ou de revirements majeurs sur le terrain par les parties au conflit, les forces houthistes ne se sont pas retirées vers les positions convenues au titre de l'Accord de Stockholm. Elles n'ont pas accepté non plus la réouverture des routes entre la ville assiégée de Taëz et les autres provinces, ou le versement des salaires des fonctionnaires à partir des recettes tirées des importations de pétrole par le port de Hodeïda.

10. Les exigences des houthistes relatives au versement des salaires, comme condition préalable à toute nouvelle prorogation de la trêve, découlaient du fait qu'avant la guerre, les recettes pétrolières du Gouvernement représentaient 70 % du budget de l'État. Le Gouvernement a cependant fait valoir que si les recettes pétrolières en 2014 avaient dépassé les 5 milliards de dollars, elles étaient passées à moins de 1 milliard de dollars au moment de l'établissement du présent rapport, en raison de la guerre. Il a indiqué au Groupe d'experts qu'il avait du mal à verser les salaires des fonctionnaires, en raison de la pénurie de ressources, et qu'il fallait régler

cette question dans le cadre du traitement global des recettes publiques, notamment celles provenant du port de Hodeïda, et des autres recettes fiscales prélevées par les houthistes. Il a prié instamment la communauté internationale de jouer un rôle précis afin de financer le déficit, sur le plan des traitements à verser aux fonctionnaires, dans toutes les régions du Yémen, et de remédier à la division monétaire imposée par les houthistes.

11. Les parties au conflit ont également mis stratégiquement la trêve à profit pour se regrouper et pour réapprovisionner leurs forces, en prévision d'un nouveau cycle d'hostilités. Le 1^{er} octobre, les houthistes ont menacé d'émettre une directive à l'intention des compagnies pétrolières à compter du lendemain à 18 heures, visant à interdire toute entrée dans les ports contrôlés par le Gouvernement à des fins d'exportation de pétrole. Ils ont également émis des avertissements à l'intention des pétroliers (voir par. 24) et mené bon nombre d'attaques aux drones contre les ports, les terminaux pétroliers et les navires-citernes (voir par. 23). Ils ont également intensifié les opérations militaires sur divers fronts, tout particulièrement ceux d'Abiyan, Beïda, Dalea, Hodeïda, Jaouf, Lahj, Mareb et Taëz. Les forces gouvernementales ont riposté, face à ces attaques, dont beaucoup ont fait des victimes civiles et endommagé des infrastructures civiles, en violation du droit international humanitaire. En réponse aux attaques contre les installations pétrolières, le Conseil de défense nationale du Gouvernement yéménite a publié la décision n° 1 de 2022 datée du 22 octobre 2022 portant désignation des houthistes comme organisation terroriste (voir annexe 4). Le Gouvernement a également exhorté la communauté internationale à désigner les houthistes comme organisation terroriste et prié instamment l'ONU de suspendre les travaux menés dans le cadre de l'Accord de Stockholm. Il a informé le Groupe d'experts qu'il était déterminé à réduire autant que faire se peut l'effet commercial et humanitaire de la désignation des houthistes comme organisation terroriste, tout en envisageant l'adoption de mesures de suivi, telles que le gel des avoirs de certaines personnes et entités.

12. Sur le front politique interne, un changement de modèle a été opéré. Quelques jours après le début de la trêve, le Gouvernement a adopté un nouveau mécanisme de gouvernance collective. Le Président du Yémen, Abdrabbuh Mansur Hadi, a été remplacé par un Conseil de direction présidentiel qui, tout en n'étant pas réellement homogène, semble plus inclusif et plus représentatif, du fait qu'il comprend des dirigeants issus du nord, du sud et de groupes faisant partie des forces militaires et des responsables aux niveaux local ou provincial. Ses membres ont diverses ambitions politiques et certains ont leurs propres forces armées et exercent un contrôle de fait sur les territoires. Il reste à savoir s'ils peuvent mettre de côté leurs divergences et travailler ensemble au sein d'un organe de gouvernance collectif et représentatif, afin d'aider à faire avancer les intérêts du Yémen et d'instaurer une paix véritable et durable dans le pays. Ces derniers mois, quelques conflits ont déjà surgi au niveau local. L'intégration des différentes forces armées sous un commandement unifié demeure problématique. Un comité conjoint militaire et de sécurité a été constitué afin de restructurer les forces armées et de sécurité, au titre de l'article 5 de la déclaration sur le transfert du pouvoir. Les houthistes ont adopté une posture agressive, contestant ouvertement la communauté internationale, proférant à nouveau des menaces et menant des attaques, à partir d'une position de force. S'ils ne sont pas empêchés de commettre leurs attaques, le maintien du Conseil de direction présidentiel comme front national unifié et homogène risque d'être sérieusement remis en cause à l'avenir.

III. Activités de groupes armés menaçant la paix, la sécurité et la stabilité

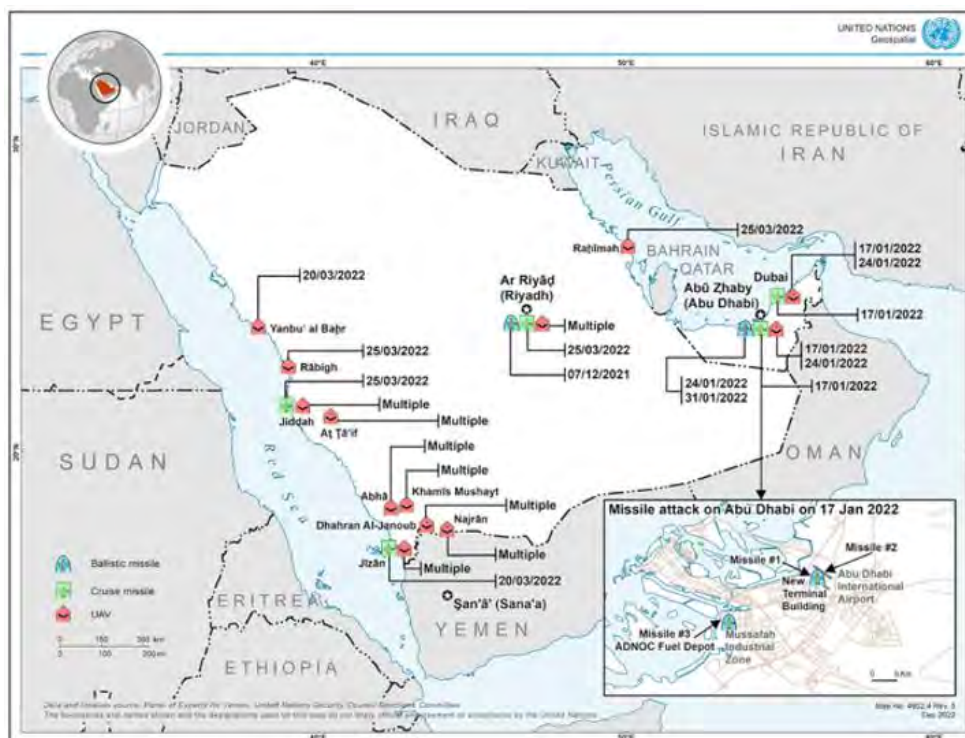
13. Conformément aux dispositions du paragraphe 17 de la résolution 2140 (2014) du Conseil de sécurité, réaffirmées dans la résolution 2216 (2015), le Groupe d'experts a continué d'enquêter sur des personnes et des entités associées à des groupes armés, se livrant ou apportant un appui à des actes qui compromettent la paix, la stabilité ou la sécurité du Yémen.

A. Attaques des houthistes contre l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis

14. Le Groupe d'experts a continué de surveiller les attaques aériennes contre l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. Un grand nombre d'attaques ont été signalées au premier trimestre de 2022 mais ont presque cessé complètement avec le début de la trêve⁴ et n'ont pas repris une fois qu'elle est arrivée à échéance en octobre 2022. La carte 1 donne un aperçu de ces attaques.

Carte 1

Attaques aux missiles et aux drones contre l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis depuis décembre 2021



Source : Le Groupe d'experts.

15. Le 7 décembre 2021, les forces houthistes ont lancé l'opération du « 7 décembre » qui, selon un porte-parole des houthistes, Yahya Sare'e, comprenait plusieurs attaques contre des cibles militaires à Riyad, Djedda, Jazan, Najran et Assir

⁴ Le Groupe d'experts a pris note des informations faisant état d'une seule attaque à l'aide d'un missile lancé par les houthistes le 30 juin contre la base aérienne saoudienne de Khamis Mcheit, qui n'a cependant jamais été confirmée par la Coalition. Voir <https://crisis24.garda.com/alerts/2022/06/saudi-arabia-air-defense-forces-intercept-al-houthi-launched-missile-targeting-khamis-mushait-june-30>.

au moyen de missiles balistiques et de drones⁵, dont certains ont été interceptés par les forces saoudiennes. Les forces de la Coalition ont riposté le même jour par des « pilonnages de précision » contre des cibles situées dans les provinces de Sanaa, Mareb et Jaouf⁶.

16. Le 1^{er} janvier 2022, les Brigades des Amaliqa ont lancé, sous l'autorité du Gouvernement, l'opération « Cyclone méridional » dans la province de Chaboua, reprenant le contrôle du centre des districts d'Assseïlan et de Beïhan. Dans une déclaration faite le 10 janvier 2022, un porte-parole des Brigades des Amaliqa a annoncé que ces dernières avaient évincé les forces houthistes d'Aïn durant la troisième phase de l'opération et pris le contrôle de Chaboua. Il a également remercié de son soutien la Coalition menée par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis⁷.

17. L'appui des Émirats arabes unis à l'opération « Cyclone méridional » a déclenché le lancement par les houthistes de l'opération « Cyclone du Yémen »⁸ au moyen d'une série d'attaques contre des cibles situées en Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis. Sur le plan politique, l'évolution la plus importante a été une série d'attaques le 17 janvier contre des cibles situées dans les deux pays : à 9 h 49 (heure locale), un missile de croisière a touché le nouveau terminal des passagers de l'aéroport international d'Abou Dhabi, qui n'avait pas encore été utilisé et, deux minutes plus tard, un deuxième missile de croisière a frappé le même bâtiment. Ces attaques ont fait deux blessés parmi les travailleurs civils. À 10 heures (heure locale), un troisième missile de croisière a explosé au dépôt de carburant d'Abu Dhabi National Oil Company dans la zone industrielle de Moussafah d'Abou Dhabi, faisant trois morts et six blessés parmi les travailleurs civils (voir fig. I). Une deuxième série d'attaques s'est produite le même jour entre 11 h 24 et 17 h 34 (heure locale), soit 10 attaques de drones en tout, visant bon nombre de cibles en Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis. Sept ont été interceptés par la défense aérienne, deux ont touché l'aéroport de Najran, endommageant un hangar, tandis que le dixième s'écrasait dans le désert. La troisième série comprenait trois missiles balistiques tirés à 20 h 56 (heure locale), qui ont tous été interceptés. Le Groupe d'experts a inspecté les débris des missiles et des drones en mars 2022 (voir annexe 5) et noté que les missiles de croisière avaient des caractéristiques conformes à celles du missile Quds-2, les drones à celles du Sammad-3 et les missiles balistiques à celles du missile Zulfiqar, des systèmes d'armes dont on sait qu'ils sont tous employés par les houthistes. Un porte-parole a revendiqué la responsabilité des attaques en leur nom, menaçant notamment d'étendre les attaques aux « sociétés étrangères ainsi qu'aux habitants et aux résidents des Émirats arabes unis »⁹. Le Groupe d'experts note que la distance entre les zones contrôlées par les houthistes et Abou Dhabi est de 1 400 kilomètres environ, soit plus que la portée connue du missile Quds-2 (et à l'extrême limite de la portée des drones et des missiles balistiques), ce qui augmente la possibilité qu'au moins certains des missiles aient été lancés à partir du territoire contrôlé théoriquement par le Gouvernement.

Figure I

Attaque du 17 janvier 2022 contre l'installation d'Abu Dhabi National Oil Company

⁵ Voir https://twitter.com/Yahya_Saree/status/1468134936561561604.

⁶ Voir www.thenationalnews.com/gulf-news/saudi-arabia/2021/12/07/photos-show-charred-wreckage-of-drone-after-missile-shot-down-over-riyadh/.

⁷ Voir www.alwatan.net/news/181735.

⁸ Voir https://twitter.com/Yahya_Saree/status/1483174258150977542.

⁹ Voir https://twitter.com/Yahya_Saree/status/1483170723938115591?ext=HH%20wWjoC52cn6o5UpAAAA.



Source : Confidentielle.

18. Des attaques supplémentaires ont été lancées le 24 janvier, lorsque les défenses aériennes ont intercepté deux missiles balistiques visant Abou Dhabi, tandis qu'un nombre indéterminé de drones auraient visé Doubaï. Un porte-parole des houthistes a déclaré que les missiles avaient pour cible la base aérienne de Dhafra¹⁰. L'attaque n'a pas fait de victime et les installations civiles n'ont pas été touchées. La troisième attaque contre les Émirats arabes unis s'est produite le 31 janvier, lorsque la défense aérienne a intercepté au moins un missile balistique. Les houthistes ont déclaré que les cibles étaient Abou Dhabi et Doubaï¹¹. De plus, le 2 février à l'aube, la défense aérienne a intercepté trois drones qui avaient pénétré dans l'espace émirien, animés « d'intentions hostiles »¹². Alwiyat el-Waad el-Haqq (Brigades de la Vraie promesse)¹³, une milice iraquienne obscure¹⁴, ont revendiqué la responsabilité de l'attaque¹⁵. Les drones avaient des caractéristiques techniques conformes à celles du Sammad, employé par les houthistes depuis 2019 (voir annexe 5). Si l'attaque en soi n'a pas fait de dégâts, elle montre que les houthistes et Alwiyat el-Waad el-Haqq ont employé des systèmes d'armes fondés sur la même conception et indique pour la deuxième fois le degré de coopération politique et militaire établi entre les houthistes et un groupe armé en Iraq.

19. Du 10 au 26 mars 2022, les houthistes ont lancé l'opération « Rompre le siège » en trois phases¹⁶ contre l'Arabie saoudite, en riposte à ce qu'ils ont qualifié de siège injuste imposé à leur peuple et à la prévention des importations de dérivés du pétrole. La raffinerie de pétrole de Saudi Aramco à Riyad et des cibles à Abha, Dhahran-Sud, Jazan, Khamis Mcheït et Samita auraient également été attaquées.

20. Comme les précédentes années, la plupart des cibles des houthistes étaient des installations civiles proches de la frontière yéménite, qu'ils ont attaquées à l'aide de

¹⁰ Voir <https://twitter.com/AlmaiadeenNews/status/1485514027451224065>.

¹¹ Voir www.aljazeera.com/news/2022/1/31/uae-intercepts-houthi-missile-as-israeli-president-visits.

¹² Voir https://twitter.com/modgovae/status/1488959624913072132?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Etweetembed%7Ctwterm%5E1488959624913072132%7Ctwgr%5E%7Ctwcon%5Es1_&ref_url=https%3A%2F%2Fwww.aljazeera.com%2Fnews%2F2022%2F2%2F2Fuae-destroys-three-drones-with-hostile-intent-ministry.

¹³ Voir <https://twitter.com/HamdiAMalik/status/1488908963068272642>.

¹⁴ Voir www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/profile-alwiyat-al-waad-al-haq.

¹⁵ Voir <https://t.me/sabreenS1/17955>.

¹⁶ Voir https://twitter.com/Yahya_Saree/status/1502365588110327820 ; https://twitter.com/Yahya_Saree/status/1505508989924225025 et https://twitter.com/Yahya_Saree/status/1505637253653139466.

drones Qasef-2 et de roquettes d'artillerie de type Badr. À titre d'exemple, un drone a explosé au-dessus de l'aéroport international d'Abha, faisant 12 blessés parmi les civils le 10 février 2022¹⁷. Les houthistes ont cependant continué de s'en prendre à des cibles en profondeur en territoire saoudien, comme l'attaque du 25 mars 2022¹⁸. Ce modus operandi, à savoir des attaques fréquentes, parfois quotidiennes, contre des cibles situées près de la frontière yéménite à l'aide d'un seul drone ou d'une seule roquette, est associé à de rares attaques « massives » contre des cibles multiples à l'aide de systèmes d'armes plus avancés. Cela indique probablement les limites de la filière d'approvisionnement des houthistes en armes telles que le missile de croisière Quds-2, sans doute le système d'arme le plus efficace dont ils disposent et qu'ils doivent infiltrer sous forme de composants depuis l'étranger (voir par. 51).

B. Attaques des houthistes contre le Gouvernement

21. Au début de janvier 2022, les Brigades des Amaliqa, alignées sur les Émirats arabes unis, ont évincé les forces houthistes de Chaboua, annulant les gains obtenus par ces derniers, et avancé dans le sud de Mareb. En mai 2022, les tensions étaient encore vives à Mareb et à Taëz et, en août, les houthistes ont cherché à prendre le contrôle de la dernière route contrôlée par le Gouvernement, menant à la ville de Taëz¹⁹.

22. Durant la trêve, des heurts se sont produits par intermittence dans les provinces de Beïda, Dalea, Hodeïda et Mareb. Aucune offensive militaire majeure n'a été lancée sur les lignes de front, une fois la trêve rompue, mais d'intenses affrontements se sont déroulés sur les fronts de Hodeïda, Lahj et Taëz. Plusieurs bataillons des Amaliqa ont été déployés à la frontière entre Mareb et Chaboua alors que les houthistes dépêchaient des forces supplémentaires dans le sud de Mareb et dans le nord-est de Beïda. En novembre, des affrontements ont également été signalés à Abiyan, Beïda, Chaboua, Dalea et Mareb²⁰.

C. Attaques des houthistes contre le secteur pétrolier

23. Le 2 octobre 2022, le Ministre des transports désigné par les houthistes a émis une circulaire, sommant les pétroliers de ne pas transporter du pétrole depuis les ports ou les terminaux se trouvant sous le contrôle du Gouvernement (voir annexe 6). Depuis, les houthistes ont mené des attaques contre des pétroliers à Doubba (Hadramout) et à Balhaf et Qanaa (Chaboua).

24. Avant les attaques, les houthistes avaient adressé, à partir des adresses électroniques ycg@yemen.net.ye et operations@maa.gov.ye, des messages de menaces aux États du pavillon, aux sociétés de transport maritime et aux capitaines de navire, les mettant en garde contre toute poursuite des opérations de transport de pétrole provenant des « champs, terminaux et ports » yéménites. Des menaces semblables ont été faites, à l'aide des noms d'utilisateur dans Twitter [@Yahya_Saree](#) et [@army21ye](#) (voir annexe 6). Cet acte a augmenté le risque d'une riposte militaire de la part de la Coalition et constitue une menace contre les transports maritimes internationaux et la liberté de navigation.

¹⁷ Voir <https://www.reuters.com/world/middle-east/saudi-led-coalition-says-destroyed-drone-launched-towards-abha-airport-4-injured-2022-02-10/>.

¹⁸ Voir <https://www.washingtonpost.com/world/2022/03/25/houthis-escalate-attacks-saudi-arabia-strike-oil-facility/>.

¹⁹ Voir <https://sanaacenter.org/>.

²⁰ Voir <https://sanaacenter.org/the-yemen-review/november-2022/19203>.

D. Opérations contre Al-Qaida dans la péninsule arabique

25. Al-Qaida dans la péninsule arabique mobilise des recettes au moyen d'enlèvements contre rançon, de pillages, de vols qualifiés et d'envois de fonds de l'étranger²¹. Le 10 février, cinq membres du personnel des Nations Unies ont été enlevés dans la province d'Abiyan, alors qu'ils retournaient à Aden. Quatre d'entre eux sont yéménites et le cinquième bangladais.

26. Al-Qaida dans la péninsule arabique est également suspecté de l'enlèvement, le 6 mars, de deux membres étrangers du personnel de Médecins sans frontières près de la frontière entre Mareb et le Hadramout, même s'il n'a pas revendiqué cet acte. Médecins sans frontières a d'abord suspendu ses travaux dans l'un de ses cinq centres, mais ses activités ont pâti durant six mois supplémentaires et la liberté de circulation de ses membres expatriés continue d'être entravée du fait qu'ils ne peuvent toujours pas emprunter la route où l'incident s'est produit²². Au début du mois de juin, des militants d'Al-Qaida dans la péninsule arabique ont enlevé et exécuté à Abiyan un logisticien des Forces de la Ceinture de sécurité²³ et le groupe est suspecté d'avoir mené des attaques aux engins explosifs improvisés à Abiyan et à Dalea, notamment contre un chef des Forces dans la ville de Zinjibar le 15 mars²⁴.

27. Al-Qaida dans la péninsule arabique conserve des bastions dans les provinces d'Abiyan et de Chaboua. Le 22 août 2022, une opération antiterroriste dite « Flèches de l'Est » a été déclenchée contre le groupe à Abiyan et Chaboua. Des représentants du Conseil de transition du Sud ont déclaré au Groupe d'experts que l'opération menée par le Conseil et les forces de sécurité gouvernementales était destinée à évincer le bastion traditionnel d'Al-Qaida dans la péninsule arabique dans la vallée d'Amran (voir annexe 7). Selon une déclaration du Président du Conseil, Aidarous Zoubaidi, l'opération visait également « à protéger les routes reliant les provinces du sud, à enrayer la contrebande d'armes le long du littoral dans la province d'Abiyan vers les zones contrôlées par les houthistes et à combattre Al-Qaida »²⁵.

28. Al-Qaida dans la péninsule arabique a affirmé avoir mené une contre-opération intitulée « Flèches de la vérité » à Chaboua et Abiyan les 11 et 12 septembre au moyen de bombes d'accotement, de raids sur les casernes et d'attaques à l'aide de motocyclettes (voir annexe 7).

E. L'unité flottante de stockage et de déchargement *Safer*

29. L'état de décomposition avancée de l'unité flottante de stockage et de déchargement *Safer* risque d'entraîner une grande marée noire, faisant courir un grave danger, sur les plans environnemental et humanitaire, au Yémen et à la région. Le coût d'un nettoyage après une éventuelle marée noire est estimé à 20 milliards de dollars.

30. Le *Safer*, amarré à Hodeïda en mer Rouge, contiendrait quelque 1,14 million de barils de pétrole brut léger. Construit en 1976, il a été transformé en 1987 en unité flottante de stockage et de déchargement pour l'exportation de pétrole brut. Relié par un pipeline de 430 kilomètres de long au champ pétrolifère de Mareb, il faisait office

²¹ Voir <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N22/394/29/PDF/N2239429.pdf?OpenElement>.

²² Entretiens du Groupe d'experts avec Médecins sans frontières en décembre 2022.

²³ Entretiens du Groupe d'experts avec le haut commandant des Forces de la Ceinture de sécurité à Aden en novembre 2022.

²⁴ Ibid.

²⁵ Voir <https://al-ain.com/article/1661194108>.

de terminal marin de Ras Issa. En 2015, les houthistes ont pris le contrôle de l'unité, qui n'est plus en service depuis²⁶.

31. En septembre 2021, l'ONU a donné pour instruction au Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire pour le Yémen d'établir un plan, en consultation avec toutes les parties prenantes concernées, pour atténuer la menace d'une catastrophe environnementale. Le Gouvernement et les houthistes ont estimé qu'il était impératif de régler la question du *Safer*. Le 5 juillet 2022, le Ministère du pétrole et des minéraux du Gouvernement a avalisé la première phase du plan d'urgence des Nations Unies consistant à transférer le pétrole du *Safer* vers un autre navire et, le 4 septembre, a entériné la deuxième, à savoir le remplacement à long terme et en toute sécurité du navire²⁷.

32. Le 5 mars, les houthistes ont signé un mémorandum d'accord avec l'ONU, portant création d'un cadre de coopération. Le 18 novembre, les houthistes ont abouti à un accord avec l'ONU pour trouver un navire équivalent en vue du transfert du pétrole brut du *Safer*²⁸.

33. Le coût total de l'opération est estimé à 113 millions de dollars, dont 82 millions en contributions annoncées²⁹. La signature d'un contrat avec la société de sauvetage et l'achèvement du plan des opérations devraient se concrétiser en décembre 2022. Le Programme des Nations Unies pour le développement a engagé les services d'un courtier maritime en vue de l'acquisition d'un navire approprié. Après l'achat d'un superpétrolier qui subira des modifications mineures en cale sèche, l'opération de sauvetage débutera³⁰. Les questions liées à la propriété du produit de la vente de l'unité flottante *Safer* et du pétrole qui y est stocké n'ont cependant toujours pas été réglées.

IV. Sécurité maritime

34. Au cours de la période considérée, six incidents graves concernant la sécurité maritime impliquant des navires marchands se sont produits au large du Yémen. Les divers lieux où ils sont survenus sont indiqués sur la carte 2.

Carte 2

Atteintes à la sécurité maritime commises en 2022

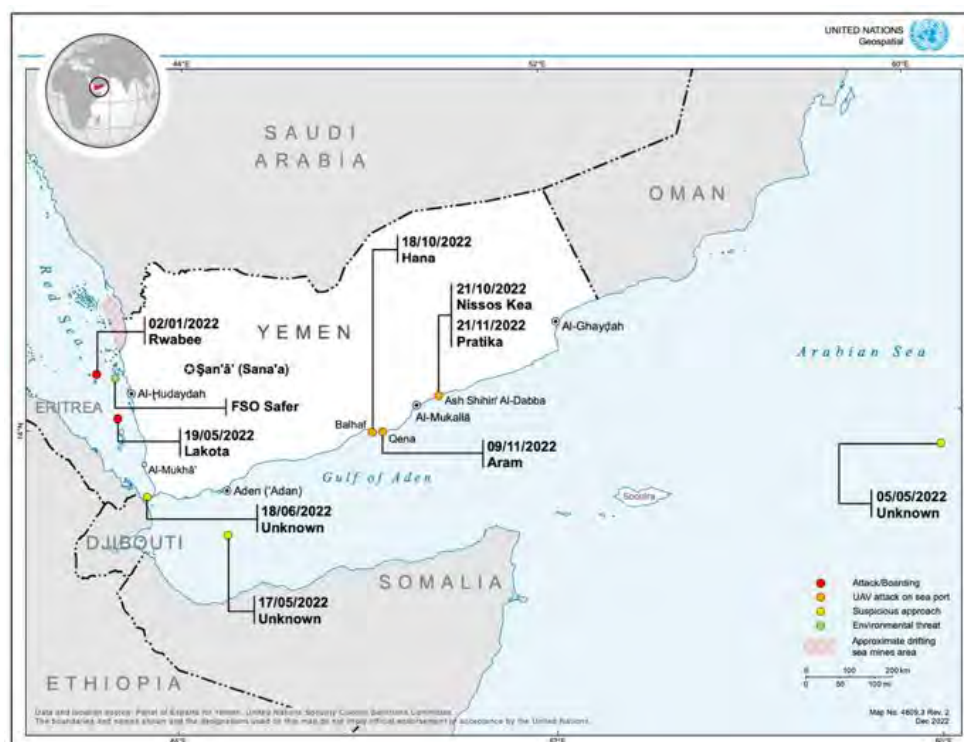
²⁶ Voir www.shipspotting.com/photos/3262533.

²⁷ Entretiens du Groupe d'experts avec le Ministère du pétrole et des minéraux du Gouvernement yéménite en novembre 2022.

²⁸ Voir <https://www.masirahtv.net/post/223589>.

²⁹ Documents communiqués par le Programme des Nations Unies pour le développement.

³⁰ Entretiens avec le Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire pour le Yémen.



Source : Le Groupe d'experts.

35. Le 2 janvier 2022 à 23 h 57 (heure locale), l'engin de débarquement des Émirats arabes unis *Rwabee* (numéro Organisation maritime internationale (OMI) d'identification du navire : 9834351) a été attaqué par les houthistes à quelque 23 milles marins à l'ouest du terminal maritime de Ras Issa, à l'intérieur des eaux territoriales yéménites. Le navire a été détourné vers Hodeïda, où il a été retenu, tout comme son équipage. Selon la Coalition, le *Rwabee* transportait du matériel démantelé d'un hôpital militaire de campagne de Socotra vers le port de Jazan (Arabie saoudite) lorsqu'il a été attaqué au cours d'un « acte de piraterie »³¹. Le 14 janvier, le Conseil de sécurité a débattu de l'incident et publié une déclaration à la presse, exigeant que « le navire et son équipage soient immédiatement libérés »³², ce que les houthistes ont rejeté sur le champ, déclarant que le navire transportait du matériel militaire pour le compte de la Coalition³³. Le 4 janvier, ils avaient déjà diffusé des images montrant, selon eux, la cargaison des navires (voir annexe 8), qui, outre des véhicules militaires et deux bateaux pneumatiques à coque rigide, comprenait également bon nombre de fusils d'assaut, de chargeurs, de casques et d'autres pièces détachées³⁴. Le Groupe d'experts a obtenu le manifeste de cargaison du *Rwabee* (voir fig. 8.5 à l'annexe 8) qui décrivait les véhicules et les navires mais pas les armes, d'où la possibilité qu'elles y aient été placées délibérément par les houthistes. L'équipage du *Rwabee* a été libéré à la fin du mois d'avril³⁵, alors que le navire et sa cargaison étaient encore retenus au moment de l'établissement du présent rapport.

36. Le 19 mai à 10 h 46 (heure locale), le yacht de course *Lakota* a signalé une « attaque » menée à l'aide de deux skiffs, dont chacun transportait quatre individus

³¹ Voir www.spa.gov.sa/viewfullstory.php?lang=en&newsid=2317819.

³² Voir <https://press.un.org/fr/2022/sc14765.doc.htm>.

³³ Voir www.aljazeera.com/news/2022/1/16/houthis-reject-un-call-to-free-uae-flagged-ship.

³⁴ Voir https://twitter.com/Fath_ol_Mobin/status/1478115007325949968.

³⁵ Voir www.arabnews.com/node/2070416/middle-east.

armés de fusils d'assaut, voire d'un lance-grenades, durant un trajet effectué dans une direction nord, à proximité des îles Hanich, à l'intérieur des eaux territoriales yéménites. Selon le capitaine du *Lakota*, les assaillants ont tiré plusieurs coups de feu et un individu armé est ensuite monté à bord, demandant à l'équipage du navire d'activer le système d'identification automatique (AIS) et d'afficher le pavillon du navire (voir fig. II). À la suite de l'abordage, le *Lakota* a pu poursuivre son trajet. Contrairement à d'autres attaques détaillées dans le présent rapport, les houthistes n'ont pas revendiqué la responsabilité de l'incident. Le Groupe d'experts note cependant que ce n'est pas la première fois qu'un navire civil est attaqué par une partie non identifiée dans ce secteur de la mer Rouge. Le 3 juin 2018, le navire ravitailleur de plateforme *Vos Theia* (numéro OMI : 9585743) qui, à l'époque, avait été affrété pour le compte du Programme alimentaire mondial (PAM) avait été attaqué par trois skiffs transportant des hommes armés dans ces mêmes eaux (S/2019/83, par. 43).

Figure II

Individus armés à bord du *Lakota*

Source : Confidentielle.

37. Dans la phase consécutive à la trêve, les houthistes se sont mis à lancer des attaques aériennes sur les installations maritimes pétrolières dans les provinces de Chaboua et du Hadramout, cherchant à décourager les exploitants de pétroliers de charger du pétrole brut dans les ports contrôlés par le Gouvernement. La première de ces attaques s'est produite le 18 octobre contre le transporteur de brut *Hana* (numéro OMI : 9162916), qui chargeait du pétrole au terminal de Bir Ali³⁶. Le Groupe d'experts croit comprendre qu'un drone a volé à proximité du navire, avant de s'écraser à terre. Préalablement à l'incident, le capitaine du *Hana* et un agent local de la compagnie maritime avaient reçu des avertissements par écrit des houthistes qui leur intimaient de ne pas entrer dans le port. La deuxième attaque est intervenue trois

³⁶ Voir <https://debriefer.net/news-31369.html>.

jours plus tard, lorsque trois drones ont attaqué le transporteur de brut *Nissos Kea* (numéro OMI : 9920758) à 19 h 30 (heure locale), alors qu'il chargeait du pétrole à partir d'un seul point d'amarrage à Doubba, près du port de Chehr. Le premier drone a frappé la bouée d'ancrage et explosé, tandis qu'un deuxième drone survolait le navire 15 minutes plus tard et amerrissait à quelque 28 mètres du pétrolier, provoquant une seconde explosion. Le troisième drone s'est écrasé à terre. Le pétrolier n'a pas subi de dégâts et a immédiatement pris le large. Un porte-parole des houthistes a revendiqué la responsabilité de l'attaque³⁷. La troisième s'est produite au port de Qanaa le 9 novembre 2022, au moment de l'explosion d'un drone à 9 h 20 (heure locale) sur le pont du pétrolier-chimiquier *Aram* (numéro OMI : 9211664), qui déchargeait une cargaison de diesel. Deux membres indiens de l'équipage ont été blessés par des fragments de l'attaque qui a également occasionné des dégâts légers au navire. Enfin, le 21 novembre à 17 h 30 (heure locale), le transporteur de pétrole brut *Pratika* (numéro OMI : 9288875) a été attaqué à Doubba. Des séquences de télévision en circuit fermé montrent comment un missile a touché la bouée d'amarrage unique, suscitant des dommages considérables (voir fig. III). Le Groupe d'experts s'est entretenu avec des gérants du terminal pétrolier et a examiné les images des débris du missile, récupérés au fond de la mer, qui indiquent l'emploi d'un missile de croisière d'attaque au sol de type Quds au cours de l'attaque (voir annexe 9). Malgré les différents systèmes d'armes, les quatre attaques ont un *modus operandi* commun : elles ont été menées à l'aide d'armes guidées par le système mondial de navigation par satellite, qui ont explosé à l'impact. Les pièces examinées par le Groupe d'experts laissent entendre que les coordonnées des cibles utilisées, au moins dans deux cas, étaient celles de bouées d'amarrage unique, disponibles dans le domaine public.

Figure III

Séquence de télévision en circuit fermé montrant l'impact du missile de croisière sur la bouée le 21 novembre 2022



Source : Confidentielle.

38. Le 1^{er} septembre 2022, durant la trêve, les houthistes ont organisé un vaste défilé militaire à Hodeïda, ostensiblement pour marquer la cérémonie de remise de diplômes

³⁷ Voir https://twitter.com/Yahya_Saree/status/1583553292504018945.

des nouveaux combattants³⁸. Ils ont saisi cette occasion pour présenter quatre types différents de missiles de croisière antinavires, outre des drones et d'autres systèmes d'armes. Cette activité et un défilé encore plus vaste, tenu à Sanaa le 21 septembre, visaient à montrer la force militaire des houthistes et leur capacité de menacer la liberté de navigation. Quelques-uns des systèmes d'armes, tels que le P-15 Termit, fabriqué depuis les années 1950 en Union des Républiques socialistes soviétiques et en Fédération de Russie, pourraient ne pas être opérationnels. Le défilé comprenait également des missiles de croisière antinavires modernes Mandeb-1 et Mandeb-2 d'une portée maximale de 300 kilomètres qui, malgré les affirmations des houthistes relatives à une « production à 100 % yéménite », ont des caractéristiques externes analogues à celles des missiles de croisière antinavires fabriqués en République islamique d'Iran (voir annexe 10)³⁹. Avant l'attaque du 21 novembre décrite ci-avant, la dernière attaque de missile réussie contre un navire marchand, attribuée aux houthistes, avait été menée le 10 mai 2018 (voir S/2019/83, par. 80 à 82). Selon une source anonyme de la marine des États-Unis cependant, les houthistes ont lancé au moins un missile en mer le 5 mars 2022⁴⁰, tandis qu'un deuxième tir de missile s'est déroulé le 17 novembre 2022, selon un porte-parole du Gouvernement⁴¹. Bien que le Groupe d'experts ne puisse pas confirmer ces tirs de manière indépendante, les éléments de preuve disponibles laissent entendre une résurgence de la menace d'attaques aux missiles par les houthistes, susceptible d'entraver la liberté de navigation en mer Rouge et dans le golfe d'Aden.

V. Armes et application de l'embargo ciblé sur les armes

39. Le Groupe d'experts enquête sur neuf cas de violations possibles de l'embargo ciblé sur les armes, dont sept concernant des saisies d'armes, de munitions, de composants de missile et de produits chimiques, à bord de boutres et de navires plus petits. Le huitième a trait à la saisie de missiles antichars guidés dissimulés dans un camion transportant du fret commercial, et le neuvième à la chute d'un drone dans le désert d'Oman, peut-être à bord d'un vol de convoi au Yémen. La carte 3 donne une vue d'ensemble des dates et des lieux approximatifs des incidents.

Carte 3

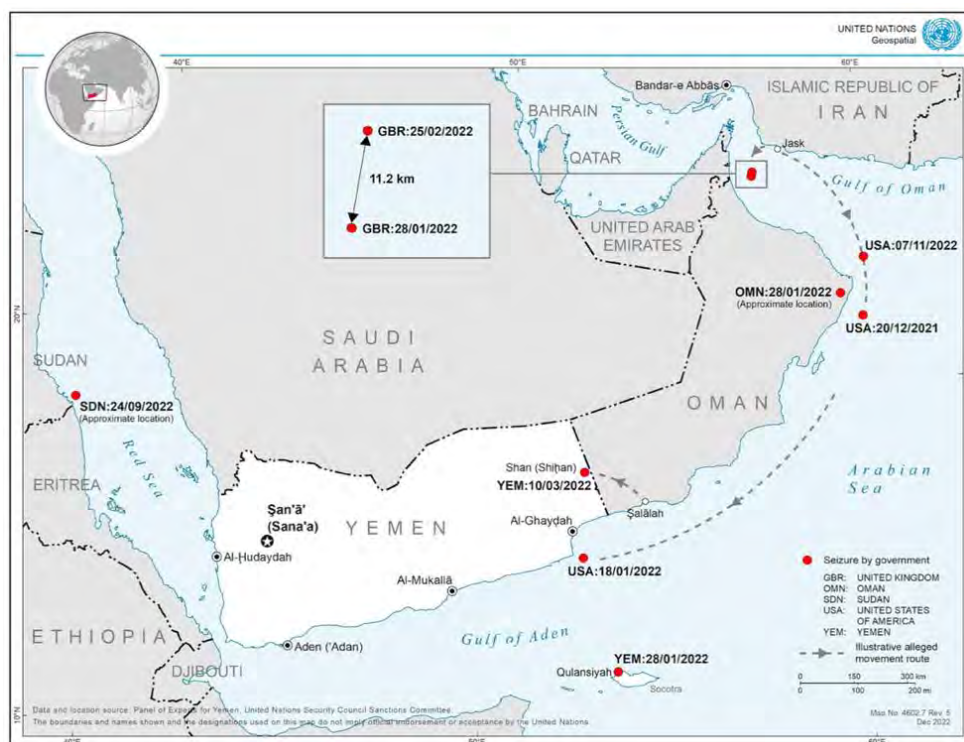
Saisies des armes et d'articles connexes depuis décembre 2021

³⁸ Le Groupe d'experts note que le défilé a été organisé en violation de l'Accord sur la ville de Hodeïda et les ports de Hodeïda, de Salif et de Ras Issa de décembre 2018, au terme duquel les parties s'étaient attachées à « faire disparaître de la ville toutes les manifestations de la présence militaire ». Voir <https://osesgy.unmissions.org/hudaydah-agreement> et https://twitter.com/un_Hudaydah/status/1565366955560865792.

³⁹ Le Groupe d'experts note que les composants d'un missile de croisière antinavire ayant des caractéristiques similaires ont été saisis par la marine des États-Unis le 25 novembre 2019 à bord d'un boutre apatride dans le golfe d'Oman (voir S/2020/326, par. 52 et annexe 20, fig. 20.9).

⁴⁰ Voir www.washingtontimes.com/news/2022/mar/7/us-navy-says-yemen-rebels-fired-missile-into-busy-/.

⁴¹ Voir <https://almasdaronline.com/articles/263896>.



Source : Confidentielle.

A. Contrebande d'armes de poing et de munitions par voie maritime

40. Le 20 décembre 2021 à 7 h 49 (heure locale), un boutre apatride transportant une quantité importante d'armes et de munitions (voir fig. IV) a été intercepté par les États-Unis d'Amérique en mer Arabique. Selon le Gouvernement des États-Unis, les images satellites montrent que le boutre était parti d'un petit port proche de Bandar-e Jask (République islamique d'Iran) le 17 décembre à 16 h 41 (heure locale), et les points de repère extraits d'un appareil de navigation récupéré du boutre semblent confirmer cette trajectoire (voir annexe 11, fig. 11.6). S'écartant du protocole antérieur⁴², la marine des États-Unis a coulé le boutre et remis les cinq membres d'équipage à la garde côtière yéménite. D'après les documents trouvés à bord, le boutre s'appelait *Al-Ghazal 1* (voir annexe 11, fig. 11.7).

Figure IV

***Al-Ghazal 1* après l'interception, les sacs de toile verts contenant des fusils d'assaut étant clairement visibles sur le pont**

⁴² Comme la plupart des forces maritimes internationales en mer Arabique, la marine des États-Unis appliquait une politique consistant, dans les cas d'interception de navires transportant des articles interdits, à saisir la cargaison et à laisser repartir le navire et son équipage. Cette politique visant à éluder toute responsabilité juridique dans les poursuites engagées contre les membres de l'équipage a gravement entravé les enquêtes sur les affaires de contrebande.



Source : Confidentielle.

41. Le Groupe d'experts a interrogé les membres d'équipage du boutre retenus, qui ont déclaré avoir été recrutés par Ahmed Halas Mohamed Bishara, un chef de haut rang de l'opération de contrebande maritime des houthistes (voir annexe 12). Le Groupe d'experts avait indiqué précédemment que Halas s'était rendu en République islamique d'Iran par Oman en septembre 2015 et en était retourné deux mois plus tard accompagné de trois individus suspectés d'avoir trempé dans de la contrebande maritime, dont l'un avait été arrêté par la garde côtière yéménite en mer Rouge le 7 mai 2022 (S/2021/79, annexe 17). Halas avait fourni au capitaine du *Al-Ghazal 1* un nouveau passeport yéménite et offert à chacun des membres de l'équipage 30 000 rials saoudiens (environ 8 000 dollars) pour mener la mission. Il avait également communiqué au capitaine les coordonnées d'un dénommé « Bakr », qui coordonnait l'opération de contrebande à Mahra. L'équipage s'était ensuite rendu par voie terrestre à Gheïda, où il avait rencontré « Bakr » qui leur avait remis un téléphone satellite Thuraya et facilité leur transfert au district de Hauf à la frontière omanaise. Là, les membres de l'équipage étaient montés à bord du *Al-Ghazal 1* le 24 novembre 2021. Ils ont déclaré avoir navigué à bord du boutre vide pendant six jours, de Hauf à Bandar Abbas (République islamique d'Iran). Ils ont ensuite été transférés dans un « lieu sûr », où ils sont restés pendant 15 jours, avant de repartir avec une cargaison de 350 sacs de toile verts et 500 caisses depuis un petit port, situé à proximité de Bandar-e Jask. D'après le capitaine du boutre, ils ont obtenu les coordonnées du système mondial de navigation par satellite d'une position dans le golfe d'Aden, proche de la côte yéménite, où ils devaient retrouver de petits navires en vue du transbordement de la cargaison. Le Groupe d'experts note que ce modus operandi correspond aux méthodes de contrebande d'armes et de munitions par voie maritime,

observées précédemment (S/2021/79, par. 72 à 76 et S/2022/50, par. 62 à 67). La République islamique d'Iran a informé le Groupe d'experts qu'elle réfutait tout lien entre « ses autorités et les navires et le matériel en question ».

42. En raison de problèmes de logistique, le Groupe d'experts n'a pas pu se joindre à l'inspection de la cargaison saisie en mars 2022. Les armes et les munitions ont toutefois été inspectées par le Groupe d'experts sur la Somalie, qui a bien voulu que ses constatations soient communiquées dans le présent rapport : les sacs de toile verts contenaient 1 406 fusils d'assaut de type 56-1 et de calibre 7,62 x 39 mm, ayant des marquages et des caractéristiques techniques conformes à ceux fabriqués par l'usine 26 (« Jianshe Machine Tool Factory ») à Chongqing (Chine). D'après les marquages observés sur les 16-CN et 17-CN, les armes ont probablement été fabriquées en 2016 et 2017. Le Groupe d'experts note que des fusils d'assaut ayant des caractéristiques techniques et des marquages semblables ont été consignés maintes fois depuis 2018 au cours de saisies (S/2022/50, tableau 1). Les 500 caisses de métal contenaient chacune 440 cartouches de calibre 7,62 x 54 mm, soit un total de 220 000 cartouches ; 494 des caisses (boîtes de munitions) avaient des marquages conformes aux cartouches fabriquées par l'usine d'État 71 en Chine (voir annexe 10, fig. 10.12). Les marques de culot sur les cartouches indiquent également qu'elles avaient été produites par l'usine d'État 71 en Chine, la date de fabrication étant probablement 1973 (voir annexe 11, fig. 11.14). Le Groupe d'experts note que des munitions aux marquages semblables avaient été saisies par la marine royale australienne à bord d'un boutre iranien dans le golfe d'Oman le 25 juin 2019 et que l'équipage, dans ce cas, avait déclaré avoir obtenu les munitions de la « marine Sepah », à savoir la section navale du Corps des gardiens de la révolution islamique, au port de Bandar Abbas (S/2021/79, par. 75 et annexe 16). Les six boîtes en métal restantes, contenant un total de 2 640 cartouches, avaient des marquages conformes aux munitions produites par le fabricant de matériel militaire bulgare de « l'usine-10 » (voir annexe 11, fig. 11.15), opérant à présent sous le nom d'« Arsenal »⁴³. Les images obtenues par le Groupe d'experts sur la Somalie montrent deux numéros de lot différents (15-86 et 16-86). Le Groupe d'experts note que le calibre des cartouches pourrait correspondre à celles du type de mitrailleuse légère PK, dont l'emploi a été observé chez les forces houthistes et qui ont été maintes fois été confisquées à bord de boutres en mer Arabique depuis 2020 (S/2022/50, tableau 1). Le Gouvernement chinois a informé le Groupe d'experts que les marquages enregistrés n'étaient pas conformes à ceux observés sur les armes et munitions fabriquées en Chine et étaient donc en toute probabilité des « copies ». Le Gouvernement bulgare a entre-temps confirmé que les marquages cadraient avec ceux des munitions fabriquées par « l'usine-10 » en 1986. La société n'a cependant pas conservé d'archives de cette période.

43. Le Groupe d'experts enquête sur deux autres cas de saisies d'armes légères et de petit calibre, faites le 28 janvier à Socotra (voir annexe 13) et le 24 septembre en mer Rouge (voir annexe 14). Dans les deux cas, il attend des réponses du Gouvernement yéménite et du Soudan, respectivement. L'analyse des informations disponibles publiquement indique toutefois que dans les deux cas, les armes étaient destinées au marché noir plutôt qu'aux houthistes.

B. Contrebande par voie maritime d'engrais et d'autres produits chimiques

44. Le 18 janvier 2022, les États-Unis ont intercepté un boutre apatride dans le golfe d'Oman et saisi 40 tonnes d'engrais d'urée (voir annexe 15). Il s'agissait du même

⁴³ Voir www.arsenal-bg.com.

navire qui avait été saisi le 11 février 2021 avec une cargaison d'armes légères et de petit calibre au large des côtes somaliennes (S/2022/50, par. 62 et 63, et annexe 19). La marine des États-Unis a remis le navire, sa cargaison et les cinq membres d'équipage yéménites à la garde côtière yéménite. D'après les documents trouvés à bord, dont un faux certificat d'enregistrement du navire au Sri Lanka, le boutre est dénommé *Al-Etiihad*.

45. En mars 2022, le Groupe d'experts a pu inspecter le boutre dans le port de Nichtoun. L'engrais avait déjà été détruit. Il a néanmoins obtenu des images des sacs, certaines étiquettes portant la mention « Handan Petrochemical Company » et d'autres indiquant que l'engrais avait été fabriqué au Turkménistan. Il a interrogé les membres de l'équipage d'*Al-Etiihad*, qui ont dit avoir été recrutés à Hodeïda par Ahmed Halas, lequel avait également recruté l'équipage d'*Al-Ghazal 1* (voir par. 41). Halas leur a remis de nouveaux passeports, un téléphone satellite Thuraya et des dispositifs de navigation du système mondial de navigation par satellite, ainsi qu'un numéro de téléphone omanais pour « Bakr ». L'équipage a déclaré avoir quitté Hodeïda à bord d'un petit bateau en septembre 2021, pour se rendre à Obock (Djibouti). Là, il a été accueilli par un dénommé « Shina », qui lui a dit de prendre le boutre *Al-Etiihad* et de se rendre à Sohar (Oman) pour y recueillir un chargement d'engrais.

46. Le Groupe d'experts a interrogé séparément le capitaine du boutre et les autres membres de l'équipage. Même si leurs déclarations concordaient sur le point de départ d'Obock, le capitaine a déclaré qu'ils s'étaient rendus à Sohar où ils avaient contacté « Bakr », passé une vingtaine de jours dans un « lieu sûr » et étaient retournés d'un « plus grand port » aux Émirats arabes unis, qu'il n'était pas en mesure d'identifier. Les membres de l'équipage ont maintenu qu'ils s'étaient rendus dans un « port inconnu » dans une grande ville où les gens ne parlaient pas arabe. Le Groupe d'experts note que certaines parties du modus operandi (se rendre dans un port, rester dans un « lieu sûr » et repartir d'un autre port) cadrent avec l'information fournie par l'équipage, intercepté le 20 décembre 2021 avec une cargaison d'armes (voir par. 41), ainsi qu'avec les renseignements tirés d'entretiens avec les membres présumés d'un réseau de contrebande houthiste, détenus par la garde côtière yéménite le 7 mai 2020 en mer Rouge (S/2021/79, par. 76 et annexe 17). Selon les autorités omanaises, rien n'indique que le boutre ou les membres d'équipage soient entrés par un port situé dans le pays.

47. L'équipage a déclaré avoir effectué un trajet en septembre et en octobre 2021 entre un « port indéterminé » et Djibouti en vue du transport d'engrais. Une fois l'équipage de retour à Obock, « Shina » aurait organisé le transbordement de la cargaison vers un autre boutre. Le Groupe d'experts ne connaît pas la destination ultime de l'engrais mais d'après les schémas observés précédemment, il devrait s'agir de Hodeïda ou de Salif⁴⁴. Concernant le deuxième trajet, l'équipage a déclaré s'être rendu dans le même « port indéterminé » qu'auparavant, mais après un séjour dans un « lieu sûr », il a effectué un trajet de deux heures par la route, avant de repartir par un autre port. Une fois qu'il est remonté à bord de l'*Al-Etiihad*, le boutre était déjà pleinement chargé et approvisionné en nourriture, en eau et en diesel. Il est parti pour Djibouti vers le 14 janvier 2022 et a été intercepté par la marine des États-Unis, quatre jours plus tard. Selon des copies trouvées sur le navire, les documents indiquant que la cargaison d'urée avait été chargée à Doubaï le 24 décembre 2021 (voir annexe 15, fig. 15.9 à 15.11) étaient contrefaits, selon les autorités émiriennes. Le Groupe d'experts note que le *Bari-2*, un boutre intercepté par l'Arabie saoudite le 24 juin

⁴⁴ Le Groupe d'experts note que, contrairement aux gros navires de plus de 100 tonnes, les boutres faisant escale dans les ports contrôlés par les houthistes ne subissent pas d'inspections obligatoires de la part du Mécanisme de vérification et d'inspection des Nations Unies.

2020, transportant une vaste cargaison d'armes au large des côtes somaliennes, était également muni de documents portuaires émiriens contrefaits et d'une fausse immatriculation de navire au Sri Lanka (S/2021/79, par. 74 et annexe 15).

48. Le 7 novembre 2022 à 23 heures (heure locale), les États-Unis ont intercepté un autre boutre apatride dans le golfe d'Oman. L'équipage était composé de quatre Yéménites, qui ont été remis par la suite à la garde côtière yéménite et, d'après les documents trouvés à bord, le boutre transportait une cargaison de 170 tonnes d'engrais d'urée, emballé dans des sacs de 50 kilogrammes. D'après les images obtenues par le Groupe d'experts, les sacs étaient identiques à ceux transportés par l'*Al-Etihad*, mais les résultats d'une analyse en laboratoire effectuée par la suite ont montré qu'un tiers environ des sacs (65 tonnes) contenaient du perchlorate d'ammonium, dont la composition (sous forme de poudre plutôt que de granulés) et l'emballage intérieur n'étaient pas ceux de l'urée (voir fig. V). D'après un rapport provenant d'une autre source, les membres de l'équipage ont déclaré avoir été recrutés en septembre 2022 à Mokha. Ils ont ensuite traversé Aden et Mahra en bus pour se rendre à Salala (Oman) avant de prendre un vol pour Mascate. Ils ont indiqué également qu'ils s'étaient rendus de Mascate à Téhéran, où ils étaient arrivés le 4 octobre, et avaient passé neuf jours dans un appartement, situé à quelque 90 minutes de l'aéroport, avant de se rendre à Bandar Abbas, où ils avaient passé deux semaines « en lieu sûr ». Ils avaient ensuite été transférés dans un « port militaire », étaient montés à bord du boutre et s'étaient rendus dans un port commercial plus important, où ils avaient transporté les sacs d'engrais directement des remorques au boutre. Ils avaient quitté le port le lendemain, probablement le 4 novembre 2022, munis d'un téléphone satellite Thuraya et d'un dispositif de navigation. Le Groupe d'experts ne peut pas confirmer ces informations de manière indépendante. Il a toutefois obtenu des copies des passeports des membres de l'équipage, indiquant qu'ils étaient entrés à Oman le 2 octobre 2022 et en étaient repartis deux jours plus tard (voir annexe 16, fig. 16.4). Il a également obtenu la copie d'une carte d'embarquement, émise au nom d'un des membres de l'équipage, pour un vol Téhéran-Bandar Abbas le 13 octobre 2022 (voir annexe 16, fig. 16.5). D'après les États-Unis, les coordonnées récupérées d'un dispositif du système mondial de navigation par satellite trouvé à bord du boutre (voir annexe 16, fig. 16.3) montrent que le navire était parti d'un port situé au sud de Bandar Abbas. Le Groupe d'experts a contacté Oman et la République islamique d'Iran pour demander des informations sur les déplacements de l'équipage et attend toujours des réponses.

Figure V

Poudre de perchlorate d'ammonium (image du bas) trouvée dans les sacs portant la mention « engrais d'urée » (image du haut)



Source : Confidentielle.

49. Le Groupe d'experts enquête sur les liens existant entre la contrebande d'engrais d'urée, le perchlorate d'ammonium et le réseau d'individus qui ont transféré clandestinement des armes aux houthistes. L'importation au Yémen d'engrais d'urée à forte teneur en azote est illégale, probablement car il sert de précurseur dans la fabrication d'engins explosifs improvisés. Du 17 au 26 octobre 2022, une organisation non gouvernementale humanitaire de déminage a retiré des engins explosifs improvisés de quatre champs de mines des houthistes dans les provinces de Hodeïda et de Taëz et a analysé les explosifs employés. Les résultats ont révélé la présence de sels de nitrate et de chlorates ou de bromates, mais pas celle avérée d'urée (voir annexe 17). Le Groupe d'experts ne sait pas si d'autres groupes au Yémen tels qu'Al-Qaida dans la péninsule arabique emploient du nitrate d'urée pour la fabrication d'explosifs. Contrairement à l'urée, le perchlorate d'ammonium a clairement une application militaire pour les houthistes comme oxydant dans la fabrication de propergol solide, destiné aux fusées et aux missiles du groupe. Les engrais saisis étant rarement testés en laboratoire, il est possible que des saisies d'engrais antérieures, dont celle décrite au paragraphe 44 ou celle effectuée le 25 juin 2019 (S/2021/79, par. 75 et annexe 16) aient contenu également des produits chimiques autres que l'urée.

C. Contrebande de composants de missiles par voie maritime

50. Au petit matin du 28 janvier 2022, le Royaume-Uni a intercepté dans le golfe d'Oman (voir fig. VI) un skiff apatride transportant un chargement de composants de missiles. Un second skiff a été intercepté le 25 février, toujours au petit matin et virtuellement à la même position (voir carte 3). Les deux skiffs se déplaçaient à très grande vitesse, semble-t-il, depuis le littoral iranien, en direction d'Oman. Le Groupe d'experts a été informé que les deux skiffs avaient un équipage de trois membres, qui ont déclaré être iraniens.

Figure VI

Saisie d'un skiff apatride par la marine royale britannique le 28 janvier 2022



Source : Confidentielle.

51. Les skiffs transportaient des composants de missiles de croisière et de missiles sol-air et autre matériel, emballés dans du plastique. Le premier skiff avait 10 ballots à bord et le second 32. Le Groupe d'experts a pu mener deux inspections des articles saisis (voir annexe 18). La cargaison contenait les composants, notamment des micro-turboréacteurs, de cinq missiles de croisière d'attaque au sol de type Quds, utilisés par les houthistes depuis 2019 (S/2020/326, par. 58 à 60 et annexe 16)⁴⁵. Elle comprenait également des composants de 10 missiles sol-air « 358 » ou munitions rôdeuses, qui auraient été déployés par les houthistes au Yémen (voir S/2022/50, par. 61). Le Groupe d'experts note que des composants des deux systèmes d'armes avaient déjà été saisis par la marine des États-Unis dans le golfe d'Aden le 25 novembre 2019 et le 9 février 2020 (S/2021/79, par. 73 et annexe 13 et S/2020/326, par. 52 et annexe 20).

52. La cargaison saisie le 25 février 2022 comptait également un drone Matrice 300 RTK, fabriqué par DJI Enterprise en Chine (voir fig. VII)⁴⁶. Il s'agit d'un quadricoptère disponible dans le commerce qui, d'après le fabricant, a une autonomie de vol de 55 minutes et est équipé d'une caméra à haute résolution. Le Groupe

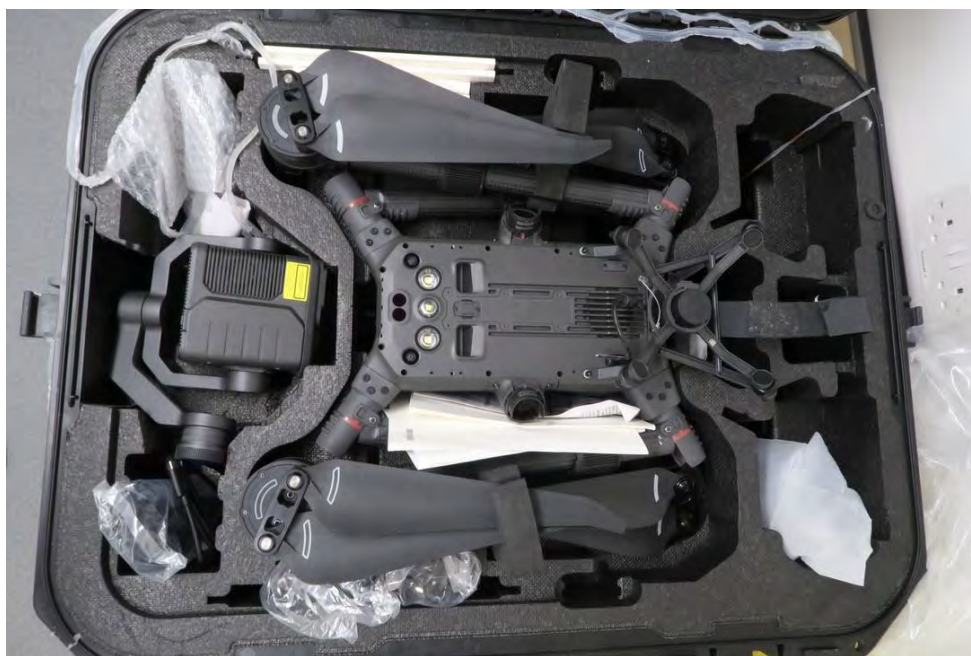
⁴⁵ Sur le plan international, ce type de missile est qualifié de missile de croisière d'attaque au sol « 351 », d'après la désignation figurant sur ses composants.

⁴⁶ Voir <https://enterprise.dji.com>.

d'experts a confirmé le numéro de série du drone (voir annexe 18, fig. 18.21), écrit à la Chine pour demander des informations sur la chaîne de possession et attend toujours une réponse. Selon le Royaume-Uni, le journal de bord récupéré auprès de contrôleurs intelligents indique que le drone a effectué le 8 novembre 2021 plusieurs vols courts, peut-être dans le cadre d'essais ou d'un entraînement. Le Groupe d'experts a obtenu les coordonnées de ces vols (voir annexe 18, fig. 18.24) et noté qu'ils correspondaient à des lieux se trouvant à proximité du parc forestier Chitgar, à l'ouest de Téhéran, dont un groupe de bâtiments qui seraient, d'après des sources en accès libre, ceux de la « garnison Dastvareh » (voir annexe 18, carte 18.1)⁴⁷. Le complexe abriterait la force aérospatiale du Corps des gardiens de la révolution islamique et le commandement des drones⁴⁸. Le Groupe d'experts ne peut pas vérifier de manière indépendante si les coordonnées ont été réellement récupérées des contrôleurs de vol ou si les bâtiments abritent une installation du Corps des gardiens. Il a contacté la République islamique d'Iran pour demander des informations au sujet des composants de missiles saisis et des coordonnées qui auraient été récupérées des contrôleurs de vol. La République islamique d'Iran a informé le Groupe d'experts qu'elle réfutait tout lien entre « ses autorités et les navires et le matériel en question ».

Figure VII

Drone Matrice 300 RTK saisi le 25 février 2022



Source : Le Groupe d'experts.

53. Le Groupe d'experts enquête sur le rôle qu'auraient joué des personnes ou des entités à Oman ou en République islamique d'Iran⁴⁹ dans le transfert de pièces de missiles et veut établir si ceux-ci étaient destinés aux houthistes, comme l'affirme le

⁴⁷ Voir www.openstreetmap.org/search?query=teheran#map=14/35.7432/51.2257.

⁴⁸ Voir www.ncrius.org/iran-the-role-of-drones-in-the-quds-forces-incitement-of-regional-war-and-terrorism.html.

⁴⁹ Le Groupe d'experts a obtenu des informations selon lesquelles les skiffs se dirigeaient vers certains points de la côte omanaise en vue d'être transportés par la suite par voie terrestre vers le Yémen. La portée et la navigabilité limitée des skiffs ne leur permettent pas d'effectuer des trajets plus longs.

Royaume-Uni⁵⁰, ce qui constituerait une violation de l’embargo ciblé sur les armes. Les houthistes avaient affirmé que les missiles Quds étaient produits localement et qu’ils étaient le seul groupe armé à en avoir admis l’emploi lors d’attaques contre l’Arabie saoudite et les Émirats arabes unis⁵¹. La saisie de composants du Quds par la marine royale britannique vient étayer l’évaluation du Groupe d’experts selon laquelle des missiles continuent de passer clandestinement de l’étranger sous forme de pièces détachées et sont assemblés de façon définitive dans des zones contrôlées par les houthistes. La présence de missiles « 358 » a également été confirmée en Iraq⁵² mais compte tenu du lieu où l’interception s’est déroulée et de la trajectoire des skiffs, il semble pratiquement certain que les composants saisis par la marine royale britannique étaient destinés aux forces houthistes.

D. Contrebande de missiles antichars guidés via Oman

54. Le 10 mars 2022, les autorités yéménites ont saisi un chargement de 52 conteneurs de lancement de missiles antichars guidés 9M133 Kornet au point de passage frontalier de Chahn (voir annexe 19). Les conteneurs étaient dissimulés à l’intérieur de quatre groupes électrogènes de grande taille (109 cm x 187 cm x 116 cm), qui avaient été spécialement construits aux fins de la contrebande de produits illicites (voir fig. VIII)⁵³. Quatre jours après la saisie, le Groupe d’experts a pu inspecter les conteneurs de lancement et les groupes électrogènes et interroger deux personnes placées en détention : le chauffeur du camion transportant les groupes électrogènes et l’agent des douanes qui avait soumis les documents d’expédition. Les groupes électrogènes avaient été transportés à bord du camion portant la plaque d’immatriculation yéménite 05-40993, qui était arrivé à la frontière omanaise le 8 mars.

55. Le chauffeur du camion a déclaré qu’il avait récupéré les groupes électrogènes ainsi que 4 000 briques de lait dans un entrepôt appartenant à la société Rabia situé dans la zone franche de Maziyouna à Oman et devait les livrer à un entrepôt de la société Wadi el-Kabir à Sanaa, propriétaire du camion. Selon les informations obtenues par le Groupe d’experts, la société Wadi el-Kabir possède un certain nombre d’entrepôts et de camions au Yémen et avait participé à des activités de contrebande pour le compte des houthistes. La propriété et l’exploitation de la société Rabia relèvent de deux Yéménites vivant à Oman⁵⁴ dont l’un avait donné pour ordre au chauffeur de charger les groupes électrogènes à bord du camion. Le Groupe d’experts a contacté les autorités omanaises, pour demander des informations sur Rabia et la chaîne de possession des groupes électrogènes. Oman a répondu ne disposer d’aucune information.

Figure VIII

Faux groupes électrogènes contenant des conteneurs de lancement de missiles antichars guidés, saisis au poste frontière de Chahn

⁵⁰ Voir www.aljazeera.com/news/2022/7/7/uk-warship-seized-advanced-iranian-missiles-bound-for-yemen.

⁵¹ Le Groupe d’experts s’en tient cependant à son évaluation selon laquelle l’attaque contre les installations de Saudi Aramco le 14 septembre 2019, revendiquée par les houthistes, n’a pas été lancée à partir du Yémen (S/2020/326, annexe 14).

⁵² Voir <https://twitter.com/arawnsley/status/1451282954995515398>.

⁵³ Les quatre groupes électrogènes disposaient d’une large cavité dans laquelle avaient été dissimulés les conteneurs de lancement des missiles antichars guidés (trois groupes électrogènes en contenaient 12 et le quatrième 16). Ils comprenaient également un vrai petit groupe électrogène, fabriqué en Chine, capable de générer de l’électricité, pour permettre aux « faux » groupes électrogènes, une fois mis en marche, de produire du courant.

⁵⁴ Le Groupe d’experts a été informé que Rabia à Oman et Wadi el-Kabir au Yémen appartenaient en partie aux mêmes individus.



Source : Confidentielle.

56. Le Groupe d'experts a inspecté les conteneurs de lancement des missiles antichars guidés et noté qu'ils avaient des caractéristiques techniques et des marquages conformes à la version iranienne Dehlavieh des missiles antichars guidés 9M133 Kornet, plutôt qu'à la version originale, fabriquée en Fédération de Russie. Il a noté également que les missiles antichars guidés de ce type étaient souvent employés par les houthistes et avaient été interceptés maintes fois dans le golfe d'Aden ([S/2022/50](#), tableau 1). Le Groupe d'experts a confirmé les numéros de série des conteneurs de lancement (voir annexe 19, fig. 19.6) et, afin d'obtenir des informations sur la chaîne de possession, a contacté la République islamique d'Iran qui a répondu que les missiles antichars guidés « n'étaient pas conformes aux produits iraniens et ne provenaient pas d'Iran ». Elle a également déclaré qu'un certain nombre de pays produisaient des versions similaires. Le poste frontière de Chahn et des sociétés établies à Oman avaient été cités dans des enquêtes du Groupe d'experts sur la contrebande de munitions et de matériel militaire ([S/2022/50](#), par. 67) et de composants commerciaux servant à la fabrication de drones et de mines antipersonnel ([S/2020/326](#), par. 62 et [S/2021/79](#), par. 77 et annexe 18). Mais autant que le Groupe d'experts le sache, c'était la première fois que des systèmes d'armes complexes étaient saisis à la frontière.

E. Drone s'étant écrasé à Oman

57. Le 28 janvier, un drone à aile delta s'est écrasé dans la partie est d'Oman⁵⁵. Il a été déclaré au départ qu'il faisait partie d'une vague d'attaques visant les Émirats arabes unis, mais Oman a informé par la suite le Groupe d'experts que le drone se déplaçait dans une « direction nord-sud » et « n'était pas équipé pour une attaque ou une mission de reconnaissance ». Le Groupe d'experts note que le drone avait des caractéristiques techniques semblables au drone à aile delta Wa'id qui avait été présenté pour la première fois le 11 mars 2021 dans les médias affiliés aux houthistes (S/2022/50, par. 60). Il s'agit d'une version plus grande et plus avancée, sur le plan technique, du drone qui avait été attesté lors d'attaques contre l'Arabie saoudite en 2019 (voir S/2020/326, par. 57 et annexe 15). Si des drones de type Wa'id ont participé à des attaques contre les pétroliers *Mercer Street* le 29 juillet 2021 (S/2020/326, par. 51 et 52) et *Pacific Zirkon* le 15 novembre 2022 dans le golfe d'Oman⁵⁶, le Groupe d'experts ne sait pas si les houthistes s'en servent au cours d'attaques. Il a cependant inspecté les débris d'un drone de type Wa'id, découvert par les forces gouvernementales sur le front de Mareb en septembre 2020 (voir fig. IX)⁵⁷, ce qui indique que le système d'armes était opérationnel au Yémen. Le drone trouvé dans le désert d'Oman s'est peut-être écrasé à terre au cours d'un « vol de convoyage » vers un territoire contrôlé par les houthistes, qui aurait peut-être constitué une nouvelle filière de ravitaillement⁵⁸. Le Groupe d'experts a demandé à inspecter les débris de ce drone mais a été informé par Oman que les débris avaient été détruits par les autorités omanaises.

Figure IX

Drones de type Wa'id découverts à Mareb (à gauche) et à Oman (à droite)



Source : Le Groupe d'experts (à gauche), confidentielle (à droite).

VI. Questions économiques et financières

A. Questions économiques

1. Contexte

⁵⁵ Voir <https://twitter.com/mohsenreyhani01/status/1487491295178375169>.

⁵⁶ Voir <https://www.centcom.mil/MEDIA/PRESS-RELEASES/Press-Release-View/Article/3220598/statement-regarding-iranian-shahed-series-uav-strikes-civilian-commercial-tanker/>.

⁵⁷ Voir <https://twitter.com/almasdaronline/status/1308769942007943168>.

⁵⁸ Selon les renseignements communiqués au Groupe d'experts par un État Membre, les drones étaient transférés par voie aérienne dans les zones contrôlées par les houthistes où ils atterrissaient à l'aide d'un parachute (voir fig. IX). Une inspection technique du drone découvert à Oman pourrait confirmer cette information.

58. Malgré la trêve de six mois, qui lui a donné une occasion sans précédent d'entreprendre des réformes économiques, le Yémen n'est pas près de connaître une stabilité économique. L'inflation annuelle serait de 45 % et l'inflation des produits alimentaires de 58 %⁵⁹. L'assistance alimentaire demeure insuffisante et l'insécurité alimentaire augmente⁶⁰, 17 millions de personnes étant en proie à une insécurité alimentaire aigüe⁶¹. Le Yémen figurait au 179^e rang des 189 pays et territoires, dans l'indice de développement humain 2020⁶². Les taux de malnutrition parmi les femmes et les enfants dans le pays sont parmi les plus élevés au monde⁶³. La situation et les perspectives économiques au Yémen n'incitent guère à l'optimisme, dans l'ensemble.

2. Questions économiques pouvant menacer la paix, la sécurité et la stabilité

59. Les houthistes ont adopté un plan stratégique afin de s'en prendre aux capacités économiques du Gouvernement légitime, ce qui entraîne une instabilité économique dans les zones du pays qu'il contrôle. L'interdiction des billets de banque émis par la Banque centrale du Yémen siégeant à Aden, l'adoption de politiques visant à fragmenter les secteurs bancaire et économique, le fait de s'en prendre aux avoirs de sociétés de télécommunications établies à Aden, les menaces et les attaques contre les ports, les terminaux pétroliers et les navires se livrant à l'exportation de pétrole et l'approbation d'une nouvelle loi portant interdiction de tous types d'intérêt dans les opérations bancaires et commerciales font partie des mesures prises par les houthistes à cet égard. Ces entraves économiques, venant s'ajouter aux attaques militaires menées par les houthistes, mettent gravement en péril la paix, la sécurité et la stabilité du Yémen.

60. Les effets des directives motivées par des considérations d'ordre politique ou idéologique, prises par les houthistes, sont visibles dans tout le Yémen. Le pays a connu un système de double monnaie, des taux de change doubles, des restrictions aux importations, une double taxation sur les marchandises et l'acquisition de rentes sous forme de perception illégale de taxes et de redevances⁶⁴. Le taux de change dans les zones contrôlées par le Gouvernement est deux fois moins favorable que dans celles contrôlées par les houthistes. Le montant total des réserves en devises de la Banque centrale du Yémen siégeant à Aden est passé de 1,68 milliard de dollars en décembre 2021 à 1,09 milliard de dollars en octobre 2022 (voir annexe 20). Cela a entravé la capacité du Yémen d'appuyer les importations de biens essentiels à des prix raisonnables, ce qui fait donc prendre au problème de l'insécurité alimentaire des proportions alarmantes.

61. Le Gouvernement suit un mécanisme complexe d'importation et de distribution des dérivés du pétrole, qui alourdit les coûts, aux dépens du commerce de détail. L'insuffisance des financements extérieurs, la charge de la fourniture d'électricité à un taux subventionné par l'importation de carburant, le fardeau supplémentaire du versement des salaires aux forces de l'un des membres du Conseil de direction présidentiel et la hausse des taux d'inflation font partie des problèmes qui ont

⁵⁹ Comme indiqué au Groupe d'experts par le Gouverneur de la Banque centrale du Yémen siégeant à Aden.

⁶⁰ Voir www.imf.org/en/News/Articles/2022/10/05/pr22336-yemen-imf-staff-concludes-visit-to-yemen.

⁶¹ Voir https://api.godocs.wfp.org/api/documents/d49df3e62c3b4dfcac1138006c100ab5/download/?_ga=2.268535729.1541462938.1669043401-1748938442.1626277562.

⁶² Voir <https://hdr.undp.org/data-center/specific-country-data#/countries/YEM>.

⁶³ Voir www.icrc.org/en/document/economic-security-situation-yemen.

⁶⁴ Le Groupe d'experts a obtenu des informations selon lesquelles des droits illégaux étaient perçus aux points de contrôle dans les zones contrôlées par le Gouvernement yéménite : les droits par conteneur d'Aden à Abiyan sont de 700 000 rials yéménites, d'Aden au Hadramout de 1 million de rials yéménites (contre 300 000 rials en 2021), d'Aden à Sanaa de 2 millions de rials et d'Aden à Taëz de 1 million de rials.

neutralisé les résultats positifs de quelques-unes des principales réformes politiques introduites récemment. L'économie traverse une phase très délicate et le budget demeure insuffisant pour verser les salaires et importer suffisamment de carburant afin de garantir l'approvisionnement en électricité⁶⁵. Le montant des salaires que le Gouvernement doit verser chaque année est de quelque 835 milliards de rials yéménites, dont la majeure partie (61 %) est allouée aux Ministères de la défense et de l'intérieur, un résultat direct de la guerre⁶⁶. Une autre source de préoccupation est l'assurance contre les risques de guerre. Avant le conflit, les taux d'assurance maritime étaient calculés à 0,025 % de la valeur totale du navire, mais au vu des risques supplémentaires suscités par la guerre pour les navires faisant escale dans les ports du Yémen, le pays a été classé dans la catégorie des pays « à haut risque » ou « de risque renforcé »⁶⁷, d'où l'instauration de primes d'assurance contre les risques de guerre, calculées selon la valeur de tout navire faisant escale dans un port du Yémen : 0,4 % pour les ports d'Aden et de Moukalla et 0,62 % pour les ports de Hodeïda et de Salif⁶⁸. Le coût annuel de l'assurance contre les risques de guerre dans le cas du Yémen est estimé à 218 millions de dollars par an⁶⁹. Concernant les chargements, les coûts supplémentaires de cette prime sont d'environ 0,1 % de la valeur de la cargaison⁷⁰. Les délais dans le dédouanement des articles par les ports yéménites ont entraîné également des frais de surestaries, qui viennent s'ajouter au coût des biens importés. Pour l'heure, les frais de surestaries oscillent entre 2 % et 3 %, en fonction du nombre de jours de délais sur le plan du dédouanement⁷¹. Les coûts supplémentaires d'expédition et d'assurance sont répercutés sur la chaîne d'approvisionnement et sur les consommateurs par la voie d'une hausse des prix. Le Gouvernement a signalé qu'il s'employait à réduire le fardeau de l'assurance contre les risques de guerre afin d'atténuer les coûts supplémentaires.

62. Les récentes menaces proférées par les houthistes et les attaques qu'ils ont menées contre les ports et les navires risquent de torpiller les efforts du Gouvernement visant à engendrer des recettes supplémentaires en devises au moyen de l'exportation de pétrole brut. La production et l'exportation de pétrole brut ont considérablement baissé à la suite de ces attaques⁷². Elles risquent également de retarder tout allègement des taux d'assurance maritime contre les risques de guerre. Les délais requis pour le dédouanement des navires peuvent également être prolongés, ce qui augmente le coût des marchandises importées.

3. Fragmentation du système bancaire et financier

63. Le dédoublement des institutions financières et la consolidation de la scission par une série de décisions qui ont été prises en dehors de toute coordination par les houthistes et le Gouvernement ont eu des conséquences néfastes sur la stabilité économique du Yémen.

Interdiction des billets de banque

64. Les houthistes et la Banque centrale du Yémen siégeant à Sanaa ont interdit l'usage des nouveaux billets imprimés par la Banque centrale du Yémen établie à Aden, décrétant qu'ils étaient contrefaits. Cela a accentué le fossé dans le secteur financier. Ces billets ont donc légalement cours uniquement dans les zones relevant

⁶⁵ Comme indiqué au Groupe d'experts par la Banque centrale du Yémen siégeant à Aden.

⁶⁶ Comme indiqué au Groupe d'experts par le Gouvernement yéménite.

⁶⁷ Ibid.

⁶⁸ Ibid.

⁶⁹ Ibid.

⁷⁰ Ibid.

⁷¹ Ibid.

⁷² Source du Groupe d'experts.

du Gouvernement, ce qui a entraîné une inflation débridée. La Banque centrale du Yémen siégeant à Aden a néanmoins émis en décembre 2021 des billets en monnaie locale d'un montant estimé à 30,8 milliards de rials yéménites⁷³. En janvier 2022, elle a décidé de ne plus en émettre, mais tant que l'utilisation des nouveaux billets n'est pas admise dans les zones contrôlées par les houthistes, cette mesure, à elle seule, ne suffira pas à atténuer l'inflation. Le commerce intérieur a lieu principalement en rials saoudiens ou en dollars des États-Unis. Du fait des écarts dans les taux de change, le coût des transferts d'argent entre Aden et Sanaa a radicalement augmenté, dépassant 100 % du montant transféré durant certaines périodes⁷⁴.

Loi portant interdiction de tous types d'intérêt

65. Le Groupe d'experts a obtenu des copies de documents pertinents indiquant que le 5 septembre, le Cabinet désigné par les houthistes à Sanaa avait adopté une nouvelle loi portant interdiction des opérations d'usure, c'est-à-dire de tous types d'intérêt sur les dépôts, les prêts, les lettres de crédit et les lettres de garantie, qui attend d'être approuvée par le Parlement houthiste. Le Groupe d'experts a adressé deux lettres aux houthistes et attend leur réponse. Diverses parties prenantes ont cependant indiqué que cette nouvelle loi entraînerait la fragmentation totale des secteurs bancaire et financier au Yémen. Le Gouvernement a informé le Groupe d'experts qu'il ne prévoyait pas de promulguer ou d'appliquer une telle loi. L'Association des banques au Yémen et les chambres de commerce s'opposent également avec véhémence à sa promulgation. Le responsable haut placé d'une banque au Yémen a informé le Groupe d'experts que son établissement, qui était islamique, ne serait pas autorisé au regard de la nouvelle loi à procéder à 90 % des opérations qu'il effectuait normalement. Les deux banques centrales imposeraient aux institutions financières un lourd fardeau sur le plan de la mise en conformité, la Banque centrale du Yémen siégeant à Sanaa appliquant l'interdiction des opérations d'usure, et la Banque centrale du Yémen siégeant à Aden continuant d'accorder des intérêts.

66. Les banques ont investi quelque 65 % de leurs dépôts dans des bons du Trésor⁷⁵ auprès de la Banque centrale du Yémen siégeant à Sanaa. Les houthistes ont réduit les taux d'intérêt sur les bons du Trésor qui sont passés de 16,5 % à 12 %⁷⁶. Depuis la scission de la Banque centrale du Yémen, les banques commerciales n'ont pas perçu d'intérêts de la Banque centrale du Yémen siégeant à Sanaa, alors qu'elles sont assujetties à l'impôt⁷⁷. En 2019, la Banque centrale du Yémen siégeant à Aden a annoncé que si une banque souhaitait enregistrer ses bons du Trésor auprès de la Banque centrale du Yémen sise à Aden, elle devait y transférer son siège⁷⁸. Étant donné que d'après la nouvelle loi, les dépôts ne produiraient aucun intérêt et que des bénéfices ne pourraient être dégagés qu'au moyen des investissements faits par les banques, une certaine incertitude règne quant aux rendements auxquels les clients pourraient s'attendre, de la part des banques. Pour transformer l'économie, il faudrait une réduction progressive des taux d'intérêt et la création d'un climat d'investissement parallèle dans divers secteurs. Le climat actuel, cependant, au Yémen, n'offre guère la possibilité de conclure de nouvelles affaires ou d'opérer de nouveaux investissements. Les banques ne seraient donc pas en mesure de fournir des facilités de crédit dans le cadre des activités commerciales. Des millions de personnes, tout particulièrement les retraités, vivent des intérêts mensuels tirés de leurs dépôts bancaires. Toute mesure visant hâtivement à abolir les intérêts minerait

⁷³ Comme indiqué au Groupe d'experts par la Banque centrale du Yémen siégeant à Aden.

⁷⁴ Ibid.

⁷⁵ Ibid.

⁷⁶ Ibid.

⁷⁷ Source du Groupe d'experts.

⁷⁸ Comme indiqué par la Banque centrale du Yémen siégeant à Aden.

la confiance des gens. Redoutant une nouvelle érosion de la valeur de leurs dépôts en espèces, les clients pourraient les retirer, suscitant la panique et une pression soudaine sur les banques. Les banques commerciales ne pourraient pas répondre à la demande subite, faute de liquidités, et s'exposeraient aux risques de faillite et de fermeture.

67. Le secteur des affaires s'oppose également à la promulgation de la loi, au motif qu'elle aurait un effet négatif sur le commerce intérieur et les importations, les banques n'ayant pas le capital requis pour émettre des lettres de crédit permettant de couvrir les importations. Étant donné que le pays importe quelque 95 % des aliments dont il a besoin, une telle situation aux répercussions néfastes susciterait une grave crise économique dans le pays.

68. Les banquiers ont signalé au Groupe d'experts que la loi visait à garantir l'utilisation de tous les dépôts bancaires en vue du financement de nouveaux projets des houthistes, dont celui de créer une bourse au Yémen. Elle prévoit qu'un juge doté de pouvoirs discrétionnaires étendus statue sur toutes les opérations bancaires et commerciales et puisse notamment imposer une amende pouvant aller jusqu'à 3 millions de rials yéménites et une peine privative de liberté pouvant aller jusqu'à deux ans. Les autorités peuvent examiner de près toutes les opérations commerciales courantes. Compte tenu de la complexité et de la nature technique de ces opérations, les parties à une opération commerciale ou bancaire risqueraient de faire l'objet de harcèlement et de mesures punitives. Ces dispositions relatives aux sanctions pourraient être exploitées par les houthistes à leur avantage (voir annexe 21).

B. Avoirs financiers de personnes désignées et leurs réseaux

69. Les personnes désignées au titre du régime de sanctions institué par la résolution [2140 \(2014\)](#) du Conseil de sécurité, celles qui agissent pour leur compte ou sur leurs instructions et les entités qu'elles possèdent ou contrôlent, continuent de recevoir, de posséder ou de contrôler, directement ou indirectement, des fonds, autres avoirs financiers et ressources économiques, en violation de la résolution [2140 \(2014\)](#) et de toutes les résolutions ultérieures sur la question.

70. Les enquêtes du Groupe d'experts ont révélé les sources de financement suivantes, concernant les houthistes :

- a) droits de douane et autres redevances ;
- b) recettes non fiscales et zakat ;
- c) confiscation de terres et d'autres biens ;
- d) collecte tirée d'opérations au marché noir de carburant ;
- e) frais illégaux provenant de l'importation de carburant, du commerce intérieur et d'autres activités commerciales ;
- f) confiscation de dépôts bancaires ;
- g) financement obtenu de sources étrangères.

71. On trouvera ci-après un examen détaillé de quelques-unes de ces sources de financement.

1. Droits de douane et autres taxes

72. Quelque 70 % du montant total des recettes fiscales du Yémen, notamment les droits de douane, proviennent des zones contrôlées par les houthistes. Les principales activités des banques, des divers fonds tels que les caisses de retraite, des sociétés de change, des sociétés de télécommunications, des importateurs, des grandes

entreprises et d'autres entités commerciales sont menées à Sanaa. La plupart des sociétés industrielles sont établies dans le secteur de Houban à Taëz et dans les provinces de Hodeïda, Ebb et Dhamar.

2. Zakat

73. Bien que la zakat ait été gérée pendant des années au niveau des organes locaux, les houthistes ont adopté une démarche plus centralisée et ont promulgué en 2018 le décret présidentiel n° 53 portant création de l'Autorité générale de la zakat⁷⁹. Ils exercent à présent un contrôle effectif sur la collecte, l'utilisation et l'administration de la zakat, privant les autorités locales de cette source de revenus.

74. Ces dernières années, les houthistes ont produit des ressources financières considérables par l'imposition de la zakat à bon nombre d'activités estimées, selon le Gouvernement, à 45 milliards de rials yéménites par an. Pratiquement toute personne et toute entité au Yémen paie la zakat durant le ramadan, ce qui représente quelque 250 millions de rials yéménites. Au mois de ramadan en 2021, les houthistes ont demandé à leurs représentants de collecter la zakat auprès des commerçants, des négociants et des entités commerciales. L'utilisation de la zakat a cependant été assez opaque. D'après l'Autorité générale de la zakat, ces fonds ont financé diverses activités humanitaires dont certaines semblent néanmoins être liées à l'effort de guerre des houthistes.

75. Le 27 novembre 2022, l'Autorité générale de la zakat a lancé un projet consistant à distribuer des dons en espèces aux personnes blessées ou mutilées pendant la guerre, à Sanaa et dans les provinces, dans les zones contrôlées par les houthistes, projet qui coûtera 292 millions de rials yéménites⁸⁰. Il est mis en place sous les directives d'Abdulmalik al-Houthi (YEi.004) et du Président du Conseil politique, le maréchal Mahdi al-Mashat⁸¹. De même, le 26 novembre 2022, l'Autorité générale a lancé un projet visant à distribuer des espèces et une zakat en nature à tous les prisonniers de l'ennemi, à un coût estimé à 150 millions de rials yéménites (voir annexe 22)⁸².

3. Taxe du *khoms*

76. En juin 2020, les houthistes ont imposé la taxe du *khoms* (soit un cinquième ou 20 %) sur bon nombre d'activités économiques, en particulier les secteurs des minerais, des hydrocarbures, de l'eau et de la pêche⁸³, dont bénéficieront notamment les membres de la famille Houthi et plusieurs de leurs fidèles.

4. Double taxation et collecte de redevances illégales

77. Les marchandises importées dans les zones contrôlées par le Gouvernement sont régulièrement vendues à des acheteurs se trouvant dans les zones contrôlées par les houthistes. Bien que le Gouvernement perçoive des droits de douane et autres redevances sur ces marchandises au premier port d'importation, les houthistes ont illégalement mis en place des postes de douanes et des points de contrôle aux frontières terrestres de fait⁸⁴ et y perçoivent des droits de douane, des taxes et autres redevances illégales sur les marchandises importées et les produits nationaux.

⁷⁹ Voir www.ypagency.net/42380.

⁸⁰ Voir www.zakatyemen.net.

⁸¹ Ibid.

⁸² Ibid.

⁸³ Voir <https://al-masdaronline.net/national/894> et diverses autres sources.

⁸⁴ Selon les informations dont dispose le Groupe d'experts, des postes de douanes ont été mis en place à Dhi Naa'im et Afar (Beïda), Meïtam (Ebb), Hazm (Jaouf), Harf Soufiane (Amran), la zone de Saqam (Taëz), Jabal Ras (Hodeïda), Rahda (Taëz) et Chaouaba (Sanaa).

5. Autres taxes

78. Le Groupe d'experts a appris que les houthistes avaient imposé des taxes de manière sélective, touchaient des redevances illégales de plusieurs hôpitaux privés et pharmacies et avaient ordonné la fermeture de bon nombre d'entre elles. Selon un document publié par le Bureau des impôts de la municipalité de la capitale (voir annexe 23), des impôts supplémentaires ont été imposés à 13 hôpitaux spécifiques de Sanaa. Chaque opération chirurgicale se déroulant dans ces hôpitaux se voyait imposer une taxe de 4 %, lorsque le personnel de l'hôpital disposait d'un numéro fiscal, et de 15 % lorsqu'il n'en avait pas. Les taxes sont prélevées sur les comptes des hôpitaux et les salaires des médecins procédant à ces opérations. Le Groupe d'experts a eu vent d'allégations selon lesquelles d'autres hôpitaux privés appartenant à des dirigeants houthistes connus ne figuraient pas sur la liste. Le fait de s'en prendre à des établissements de santé privés pourrait considérablement nuire à la santé de la population. Cela est d'autant plus grave que les centres de soins de santé laissent déjà à désirer et que les Yéménites ne peuvent pour l'heure se rendre qu'à Amman, à l'étranger, pour y recevoir des soins. Le Groupe d'experts a écrit aux houthistes et attend leur réponse.

6. Recettes tirées du secteur des télécommunications

79. Le secteur des télécommunications a été une source principale de recettes pour les houthistes (S/2022/50, par. 84). Après avoir fait mainmise sur des sociétés de télécommunications privées établies à Sanaa, les houthistes ont utilisé une partie de ces recettes pour financer leur effort de guerre. Le Groupe d'experts a appris que les houthistes se servaient de diverses sociétés de télécommunications pour adresser des millions de messages visant à solliciter une aide et des contributions financières à leur effort de guerre (voir annexe 24, fig. 24.1 à 24.3). Les houthistes ont également enjoint à quelques sociétés (référence n° 3848 datée du 4 juin 2022) d'allouer et de déposer 1 % des factures de télécommunication dans les comptes du fonds d'aide aux familles des martyrs (voir annexe 24, fig. 24.4).

80. Pour continuer de bénéficier une part monopolistique du marché dans l'ensemble du pays, les houthistes entravent la croissance des sociétés de télécommunications rivales établies à Aden. D'après certains rapports, une partie des moyens de télécommunications (tours et câbles) de Sabafon, société privée de télécommunications établie à Aden, aurait été détruite (voir annexe 24, fig. 24.5 et 24.6).

7. Recettes tirées du secteur pétrolier

81. Les houthistes maintiennent une économie parallèle dans le secteur pétrolier. Avant la trêve, les besoins des consommateurs étaient principalement satisfaits au moyen de l'acheminement de pétrole à partir des ports contrôlés par le Gouvernement à travers les lignes de front. Les houthistes s'étaient cependant mis à recueillir de nouveau des recettes douanières, outre les autres taxes et redevances illégales qu'ils percevaient aux postes de contrôle. Depuis le mois d'avril, les importations de pétrole par le port de Hodeïda ont considérablement augmenté.

82. D'après les informations communiquées par le Mécanisme de vérification et d'inspection des Nations Unies, 69 navires sont arrivés au port de Hodeïda du 1^{er} avril au 30 novembre 2022, transportant 1 810 498 tonnes de dérivés du pétrole⁸⁵, contre 535 069 tonnes de dérivés du pétrole importés de janvier à décembre 2021 à bord de 30 navires. Si durant la période précédant la trêve, de janvier à mars 2022, deux navires transportaient en moyenne 39 315 tonnes de pétrole et de dérivés du pétrole

⁸⁵ Selon le Gouvernement, 72 navires ont transporté 1 947 131 tonnes de pétrole et dérivés du pétrole, estimés à 2,09 milliards de dollars durant la période considérée.

par mois, pendant la période consécutive à la trêve, d'avril à novembre 2022, environ neuf navires transportaient en moyenne 226 312,25 tonnes par mois, soit une croissance considérable de 475,63 % au niveau des importations par les ports de Hodeïda et de Salif (voir annexe 25).

83. Les houthistes ont saisi cette occasion pour accumuler des fonds. D'après les informations obtenues par le Groupe d'experts, du pétrole a été vendu au marché noir au prix de 22 000 à 24 000 rials yéménites le bidon de 20 litres, créant une pénurie artificielle. D'après l'Accord de Stockholm, les houthistes pouvaient collecter des droits de douane sur l'importation de pétrole par le port de Hodeïda sous réserve de verser les salaires des fonctionnaires dans le service public. Le Groupe d'experts a cependant été informé qu'aucun salaire n'avait été versé au moment de l'établissement du présent rapport. Ainsi, outre le fait de percevoir des droits de douane plus importants, les houthistes ont vu leurs ressources financières croître en raison de la hausse injustifiée des prix du pétrole. Le Gouvernement yéménite estime avoir perdu des recettes douanières d'un montant de 271 935 milliards de rials yéménites durant la période d'avril à novembre 2022, ce qui s'est traduit par un gain d'un montant équivalent pour les houthistes.

8. Confiscation de terres et d'autres biens

84. L'immobilier est un autre secteur qui permet aux houthistes d'enranger des recettes considérables. D'après les informations obtenues par le Groupe d'experts, les houthistes ont confisqué de force de vastes terrains et des immeubles (voir annexe 26). Ils ont également imposé des restrictions à la vente, à l'achat, au transfert et à la construction de biens (voir annexe 27). Selon le Gouvernement yéménite, les houthistes ont confisqué quelque 3 000 *maads* de terrain (un *maad* représentant 4 248 mètres carrés), d'une valeur de 15 milliards de rials yéménites environ, dans le secteur de Qasra dans le district de Beït el-Faqih. Le Groupe d'experts a également appris que les houthistes avaient saisi dans le district de Touheita (province de Hodeïda) de vastes terrains d'une valeur estimée à plus de 80 milliards de rials yéménites au motif qu'il s'agissait d'*awqaf* (dotations), alors que des citoyens vivant à proximité en revendiquaient la propriété. Il semble que des terrains et des immeubles aient été saisis dans d'autres secteurs, ce qui a entraîné l'expulsion de centaines de familles civiles et la perte de leurs moyens de subsistance.

9. Contrebande de stupéfiants et d'autres articles, comme source de financement des houthistes

85. Le Groupe d'experts surveille les cas de contrebande de stupéfiants et de substances psychotropes et d'autres articles tels que les métaux précieux et les billets de banque, pour établir si les personnes désignées sont directement ou indirectement impliquées dans la mobilisation de fonds destinés à être utilisés dans l'effort de guerre des houthistes.

86. Le Groupe d'experts a obtenu des informations relatives à une augmentation des cas de contrebande et de trafic de stupéfiants au Yémen et de saisies de cargaisons par les autorités, ainsi que des rapports relatifs à l'implication des houthistes⁸⁶. Durant sa visite à Riyad, le Groupe d'experts a été informé de plusieurs saisies opérées notamment à Khadra, Oulab, Toual et Wadiaa et au port de Jazan par les autorités saoudiennes, qui ont déclaré que le trafic et la contrebande de ces articles bénéficiaient de la complicité des houthistes qui cherchaient à mobiliser des fonds pour leurs activités de guerre. Dans plusieurs rapports, des interceptions régulières de boutres transportant des cargaisons de stupéfiants ont été signalées et n'ont fait l'objet d'aucune enquête par les États Membres, faute de mandat juridique clair. Les États

⁸⁶ Voir https://almashareq.com/en_GB/articles/cnmi_am/features/2022/03/22/feature-01.

Membres devraient envisager d'adopter des instruments juridiques qui permettraient des enquêtes en bonne et due forme sur les cas de contrebande de stupéfiants, détectée dans les eaux internationales, par les forces maritimes internationales et les gardes côtières, afin que les contrevenants soient traduits en justice par les autorités compétentes et que les sanctions financières instituées par la résolution 2140 (2014) du Conseil de sécurité soient surveillées comme il convient (voir annexe 28).

C. Suivi des mesures d'interdiction de voyager et de gel des avoirs

87. Conformément aux dispositions du paragraphe 4 de la résolution 2624 (2022) du Conseil de sécurité, le Groupe d'experts a continué de surveiller l'application, par les États Membres, des mesures de gel des avoirs et d'interdiction de voyager, imposées par les paragraphes 11 et 15, respectivement, de la résolution 2140 (2014), pour ce qui est des personnes figurant sur la liste, à ce jour, dont deux inscrites le 26 septembre 2022 et une le 4 octobre 2022. Il n'a pas encore obtenu de confirmation officielle du décès de Sultan Zabin (YEi.006), désigné le 28 février 2021.

VII. Actes contraires au droit international humanitaire et au droit international des droits de l'homme

88. Au paragraphe 9 de la résolution 2140 (2014), le Conseil de sécurité a exhorté toutes les parties à s'acquitter des obligations que leur imposait le droit international, y compris le droit international humanitaire et le droit des droits de l'homme applicables. Les paragraphes 17, 18 et 21 de la résolution 2140 (2014), lus conjointement avec le paragraphe 19 de la résolution 2216 (2015) et le paragraphe 6 de la résolution 2511 (2020), précisent la responsabilité du Groupe d'experts au sujet des enquêtes sur les violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, les atteintes aux droits humains, la violence sexuelle dans les conflits armés, le recrutement ou l'utilisation d'enfants dans les conflits armés et les obstacles à l'acheminement et à la distribution de l'assistance humanitaire au Yémen.

89. Bien que les dispositions du droit international des droits de l'homme soient contraignantes au premier chef pour les États, il est généralement admis par les juristes et selon la pratique du système de protection des droits de l'homme des Nations Unies que lorsque des groupes armés non étatiques exercent des fonctions semblables à un Gouvernement ou encore un contrôle de fait sur un territoire et une population donnés, ils doivent respecter et protéger les normes et principes fondamentaux des droits humains lorsque leur comportement porte atteinte aux droits humains des personnes se trouvant sous leur contrôle⁸⁷. Par conséquent, les normes du droit international des droits de l'homme doivent être respectées par les houthistes et d'autres groupes armés non étatiques, exerçant un contrôle effectif sur le territoire et la population yéménites. Le Groupe d'experts surveille les violations de ces normes.

90. Le Groupe d'experts a constaté que les violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme avaient été généralisées et systématiques au cours de la période considérée. Les violations qu'il a étayées comprenaient des attaques indiscriminées contre des civils et des infrastructures civiles, des détentions arbitraires, de mauvais traitements et des actes de torture, des exécutions extrajudiciaires, des violences sexuelles liées au conflit, le recrutement et

⁸⁷ Voir www.ohchr.org/en/press-releases/2021/02/joint-statement-independent-united-nations-human-rights-experts-human-rights, <https://pilac.law.harvard.edu/ansas> et A/HRC/38/44.

l'utilisation d'enfants dans les conflits armés et des entraves à l'acheminement et à la distribution de l'assistance humanitaire.

A. Violations et atteintes attribuées aux houthistes

1. Attaques contre des civils et des biens de caractère civil

91. Les houthistes ont continué de lancer des attaques indiscriminées contre des civils et des biens de caractère civil en violation du droit international humanitaire. Par ailleurs, les restrictions aux déplacements qu'ils ont imposées, notamment le blocage d'axes vitaux entre Taëz et d'autres provinces, ont entravé l'accès des civils aux services de base et à l'assistance humanitaire.

92. Le Groupe d'experts a enquêté sur les cinq attaques suivantes par les forces houthistes contre des civils et des biens de caractère civil au Yémen (Taëz, Mareb et Chaboua) et des cibles aux Émirats arabes unis. Les attaques ont fait 13 morts et 43 blessés parmi les civils, comme suit :

a) Le 17 janvier, les forces houthistes ont lancé contre les Émirats arabes unis des attaques aux missiles de croisière, qui ont fait trois morts et huit blessés parmi les civils et des dégâts aux infrastructures civiles. Les houthistes en ont revendiqué la responsabilité, en passant sous silence le fait qu'elles avaient fait des victimes civiles (voir par. 17) ;

b) Le 27 janvier, une attaque à la roquette menée par les houthistes contre des zones résidentielles de la ville de Mareb a fait 5 morts et 23 blessés parmi les civils, dont des femmes et des enfants ;

c) Le 13 mai, vers 18 heures (heure locale), au cours de pilonnages par les forces houthistes contre des zones résidentielles du district de Sabr el-Mawadem (province de Taëz), un garçon de 5 ans a été tué et deux autres civils (ses parents) ont été blessés ;

d) Le 7 novembre, les forces houthistes ont touché un dépôt d'armes dans la province de Mareb, faisant quatre morts parmi les civils, dont deux enfants, et huit blessés. Les victimes étaient des personnes déplacées du camp de Jafné, qui jouxte une base militaire du Gouvernement yéménite ;

e) Le 9 novembre, les forces houthistes à Salif ont lancé une attaque au drone contre le port de Qanaa (province de Chaboua) qui a fait deux blessés parmi les membres d'équipage et des dégâts aux infrastructures civiles (voir par. 37).

93. Dans ses enquêtes, le Groupe d'experts a mené des entretiens en présentiel ou en distanciel avec des victimes, des témoins oculaires et des défenseurs des droits, et examiné des rapports d'enquête et des déclarations d'entités locales et internationales. Il a adressé des lettres aux houthistes pour s'enquérir des mesures prises sur le plan du respect du droit international humanitaire, mais n'a pas obtenu de réponse.

94. Le Groupe d'experts a achevé ses enquêtes sur les cinq incidents et conclu que les forces houthistes avaient violé les principes de précaution, de distinction et de proportionnalité au regard du droit international humanitaire⁸⁸.

2. Recrutement et utilisation d'enfants dans les conflits armés

⁸⁸ L'interdiction de s'en prendre délibérément à des civils et à des biens de caractère civil est fondée en droit international humanitaire, au niveau du droit des traités et du droit coutumier, notamment aux articles 48, 51 (2) et 52 (2) du Protocole additionnel I aux Conventions de Genève de 1949, à l'article 13 (2) du Protocole II additionnel aux Conventions de Genève de 1949 et aux règles 1 et 7 du droit international humanitaire coutumier.

95. Le Groupe d'experts rappelle qu'aux paragraphes 42, 43 et 123 et à l'annexe 10 du S/2022/50, et au paragraphe 120 du S/2020/326, il avait informé le Conseil de sécurité que les houthistes menaient une campagne systématique d'endoctrinement visant à amener la population à adhérer à leur idéologie de haine et de violence et à rallier un vaste soutien à leur cause et à leurs efforts militaires. Ils organisaient notamment des camps d'été et des cours culturels à l'intention d'enfants et d'adultes, à l'aide de programmes qu'ils imposaient, et exposaient des enfants dont certains âgés d'à peine 10 ans à des formations militaires et à une participation aux hostilités.

96. Durant la période considérée, le Groupe d'experts a constaté que les houthistes poursuivaient leur endoctrinement, leur recrutement et, dans certains cas, l'entraînement militaire des enfants durant les camps d'été, en particulier dans les provinces de Sanaa et de Hodeïda, et les utilisaient au combat. Ces violations se produisent alors que les houthistes ont signé un plan d'action avec l'ONU le 18 avril 2022, visant notamment à faire cesser et à prévenir le recrutement et l'utilisation d'enfants parmi leurs forces⁸⁹.

97. L'enquête du Groupe d'experts a montré que le recrutement d'enfants par les houthistes suivait les mêmes tendances et les mêmes méthodes que celles étayées dans les rapports S/2022/50 et S/2020/326. Des superviseurs houthistes au niveau local recrutent des enfants, surtout parmi le groupe d'âge des 13-17 ans, au moyen de la coercition et de menaces dirigées contre les parents et les enseignants, offrant des incitations matérielles et des promesses de martyre aux enfants qu'ils enrôlent dans des cours de culture et de religion, fondés sur l'idéologie houthiste.

98. Le Groupe d'experts a réuni des informations et des éléments de preuve, par l'entremise d'entretiens tenus en présentiel et en distanciel avec les victimes et leurs proches et de réunions avec des représentants d'organisations non gouvernementales, qui consignent ces violations graves contre les enfants. Il a également examiné des photographies et des vidéos postées en ligne par les houthistes, dont certaines montrant des enfants manipulant des armes et participant à d'autres activités de type militaire dans des camps d'été, sous la direction de chefs houthistes⁹⁰. Il a reçu en outre une liste de 1 201 enfants qui avaient été recrutés et formés par les houthistes du 1^{er} juillet au 31 août 2022.

3. Détention arbitraire, actes de torture et disparitions forcées de civils

99. Le Groupe d'experts a enquêté sur des rapports selon lesquels les forces houthistes à Beïda, Hodeïda, Sanaa et ailleurs avaient continué de détenir de manière arbitraire des milliers de civils, notamment dans des lieux secrets où ils les soumettaient à de mauvais traitements, à des violences (notamment sexuelles), à des actes de torture et à d'autres formes dégradantes et inhumaines de traitement ou de punition, en violation des droits humains fondamentaux.

100. Le Groupe d'experts s'est entretenu avec 12 victimes qui lui ont fourni des détails sur les traitements inhumains et dégradants et les actes de torture qu'elles ont subis dans les prisons houthistes. Parmi elles se trouvait une jeune femme qui avait passé plus de 17 mois dans divers lieux de détention administrés par les houthistes à Hodeïda, Sanaa et ailleurs, où elle avait été soumise à des actes de torture et de violence sexuelle. Deux journalistes ont signalé que les houthistes les avaient assujettis à des actes de torture en raison du métier qu'ils exerçaient et de leur affiliation politique (voir annexe 29).

⁸⁹ Voir <https://childrenandarmedconflict.un.org/2022/04/new-action-plan-to-strengthen-the-protection-of-children-affected-by-armed-conflict-in-yemen-signed-with-the-houthis/>.

⁹⁰ Voir <https://youtu.be/ZBxoRDUCbfl> ; <https://youtube.com/shorts/gcT3TOmpfMA?feature=share>.

101. Le Groupe d'experts a également reçu des informations de militants et d'organisations locaux qui avaient étayé des cas d'enlèvement, de détention arbitraire et de disparition forcée de civils par les houthistes. Un de ces groupes a exigé la libération de 526 civils, dont 4 journalistes, qui avaient été enlevés par les houthistes (S/2022/50, annexe 34), placés en détention et risquaient la condamnation à mort⁹¹.

102. Selon des témoignages de victimes et des informations communiquées par des proches et des organisations non gouvernementales, le Groupe d'experts a conclu que les houthistes continuaient de soumettre des civils, notamment des femmes, à des disparitions forcées, à des détentions arbitraires et à des actes de torture, qui constituent de graves violations du droit international.

B. Violations attribuées à la Coalition

103. Le Groupe d'experts a enquêté sur quatre frappes aériennes de la Coalition contre des zones situées dans des secteurs contrôlés par les houthistes dans les provinces de Hodeïda, Saada et Sanaa en janvier et en mars 2022, qui ont fait 267 victimes civiles⁹². Des frappes aériennes ont été menées contre : a) des immeubles de zones résidentielles à Sanaa le 17 janvier, faisant 9 morts parmi les civils, dont 2 femmes, et 9 blessés⁹³ ; b) un centre de télécommunications à Hodeïda le 20 janvier, faisant 5 morts parmi les civils, dont 3 enfants, et 20 blessés, dont 2 enfants⁹⁴ ; c) un camp comprenant un centre de détention à Saada le 21 janvier, faisant 82 morts et 163 blessés parmi les détenus⁹⁵ ; d) des immeubles de quartiers résidentiels à Sanaa le 25 mars, faisant 8 morts parmi les civils, donc 5 enfants et 2 femmes⁹⁶. Dans l'incident de Saada, 66 des décès ont été attribués à des frappes aériennes et 16 aux forces houthistes qui tiraient sur des détenus en fuite⁹⁷.

104. Dans ses enquêtes, le Groupe d'experts a eu des entretiens en présentiel et en distanciel avec des victimes, des témoins oculaires et des militants des droits et a examiné des photographies, des rapports d'enquête et des déclarations d'entités locales et internationales et de parties impliquées. Il n'a pas pu se rendre sur les lieux des incidents. Il n'a pas reçu de réponse à une lettre qu'il avait adressée à la Coalition concernant les frappes aériennes et les mesures prises pour éviter ou au moins réduire les dommages que les forces de la Coalition occasionnaient aux civils. Le Commandement des forces conjointes de la Coalition lui a cependant fourni des informations⁹⁸ au sujet du respect des protocoles relatifs à l'application du droit international humanitaire, déclarant que les frappes aériennes du 21 janvier visaient précisément un camp de sécurité utilisé par les houthistes pour lancer des drones, ce qui en faisait une cible militaire légitime.

⁹¹ Voir www.ama-ye.org/?no=1936&ln=En.

⁹² Le nombre de victimes civiles a fait l'objet de comptes rendus divergents. Concernant l'attaque de Saada, il y aurait de 60 à 100 décès parmi les civils, selon les sources. Les chiffres indiqués dans le présent rapport ont été communiqués au Groupe d'experts par des témoins oculaires et des organisations locales qui avaient enquêté sur l'incident.

⁹³ Voir <https://mwatana.org/en/latest-round/>.

⁹⁴ Ibid.

⁹⁵ Voir <https://www.aljazeera.com/news/2022/1/21/several-killed-in-airstrike-on-yemen-prison> et <https://mwatana.org/en/latest-round/>.

⁹⁶ Voir www.un.org/sg/en/content/sg/statement/2022-03-26/statement-the-spokesperson-of-the-secretary-general-attacks-civilian-facilities-saudi-arabia-and-yemen.

⁹⁷ Voir www.thenationalnews.com/gulf-news/saudi-arabia/2021/12/07/photos-show-charred-wreckage-of-drone-after-missile-shot-down-over-riyadh.

⁹⁸ Le Commandement des forces conjointes de la Coalition a fait un exposé au Groupe d'experts durant la visite effectuée par ce dernier à Riyad en octobre 2022.

105. Le Groupe d'experts a achevé ses enquêtes sur trois des quatre incidents, ceux du 17, du 20 et du 21 janvier 2022⁹⁹. Sur la base des éléments de preuve disponibles, il a conclu qu'au cours de ces opérations militaires, les forces de la Coalition n'avaient probablement pas respecté leurs obligations au regard du droit international humanitaire pour ce qui était : a) d'établir une distinction entre les civils et les combattants et les biens de caractère civil et les objectifs militaires et de ne viser que des objectifs militaires ; b) de prendre toutes les précautions possibles pour éviter ou au moins réduire les dommages causés aux civils ; c) de s'abstenir de mener des attaques contre des objectifs militaires qui seraient excessives par rapport aux avantages militaires concrets et directs escomptés¹⁰⁰.

106. On trouvera des détails sur les trois incidents et les constatations du Groupe d'experts à l'annexe 30.

C. Violations attribuées au Gouvernement yéménite et aux groupes affiliés

107. Le Groupe d'experts a obtenu des informations sur les détentions arbitraires, les disparitions forcées, les exécutions extrajudiciaires et d'autres violations attribuées au Gouvernement yéménite et aux groupes qui lui sont affiliés. Ces violations comprenaient de nouveaux actes qui avaient été consignés pendant la période considérée et des données actualisées sur les disparitions. D'après un groupe local de défense des droits, bon nombre de civils qui avaient fait l'objet d'enlèvements et de disparitions forcées de la part des forces de sécurité de l'État, dont certains remontaient à 2016, étaient toujours portés disparus ou se trouvaient en détention, dont 118 civils emmenés par les Forces de la Ceinture de sécurité, 18 par les services de sécurité du Gouvernement et 7 par les Forces conjointes¹⁰¹.

108. Le Groupe d'experts enquête sur les quatre cas suivants, dont des allégations de disparition forcée, de détention arbitraire, de torture et d'exécution extrajudiciaire :

a) Le 6 août, Ahmed Maher, un journaliste pigiste et ancien éditeur du site Web d'information Marsad Aden et son frère Maher auraient été enlevés de leur domicile dans le quartier Dar Saad à Aden par les Forces de la Ceinture de sécurité. Le Groupe d'experts a appris que depuis son arrestation, il avait été détenu de manière arbitraire par les Forces de la Ceinture de sécurité dans la prison de Bir Ahmed, où il avait été soumis à de mauvais traitements pouvant être assimilés à de la torture, et contraint après avoir été menacé de mort de faire des « aveux » de culpabilité pour délits liés au terrorisme ;

b) Le 27 mars, à l'aéroport international d'Aden, les Forces de la Ceinture de sécurité auraient arrêté sept personnes du district d'Ans (province de Dhamar). Quatre auraient été détenues pendant un mois avant d'être relâchées. Les trois autres seraient toujours en détention sans qu'aucun chef d'inculpation n'ait été retenu contre eux, dans la prison de Bir Ahmed, et ont été privées de visites ou de communication avec leur famille ;

c) Le 24 janvier vers 15 heures (heure locale), deux agents de la police de Crater se sont rendus dans le quartier de Chaab el-Aidarous dans le district de Crater

⁹⁹ Le Groupe d'experts poursuit son enquête sur les faits qui se sont produits le 25 mars 2022 à Sanaa.

¹⁰⁰ Voir www.ohchr.org/en/press-releases/2021/02/joint-statement-independent-united-nations-human-rights-experts-human-rights ; <https://pilac.law.harvard.edu/ansas> et A/HRC/38/44.

¹⁰¹ Voir www.ama-ye.org/?no=1936&ln=En.

(province d'Aden) et auraient tiré sur un civil, Khaled Ali Salem Ba Hakim, le tuant net, après son refus de se soumettre à une arrestation arbitraire ;

d) Le 10 septembre, des membres du personnel de la sécurité du poste de contrôle de Jabaleïn à Tour el-Baha (province de Lahj), relevant de la neuvième force de frappe du Conseil de transition du Sud, auraient arrêté un Yéménite, Abdelmalek Anouar Ahmed Sanabani, au poste de contrôle d'Aden, et l'auraient emmené dans les locaux de la brigade à Aden, où il aurait été battu et assassiné.

109. Dans ses enquêtes, le Groupe d'experts a eu des entretiens avec des proches des victimes et des militants des droits humains, qui ont confirmé les violations signalées, et a examiné des rapports d'organisations non gouvernementales et des informations en accès public. Il a adressé une lettre au Gouvernement concernant les violations signalées et attend une réponse. Il enquête pour voir si le Gouvernement a rempli ses obligations au regard du droit international, pour ce qui est de protéger les personnes contre les détentions arbitraires, les actes de torture et d'autres violations, de mener des enquêtes promptes et minutieuses et de faire traduire les auteurs de ces actes en justice.

D. Victimes civiles de mines antipersonnel et d'engins non explosés

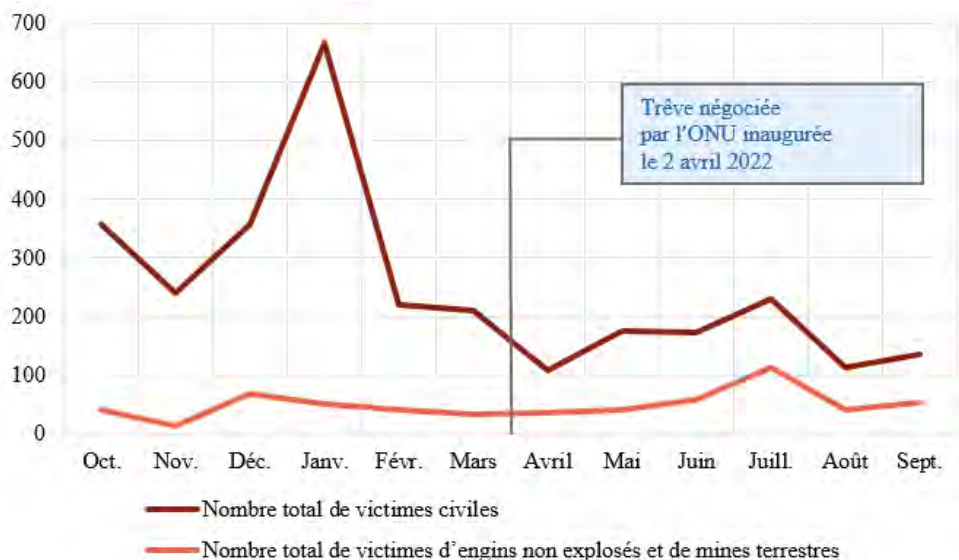
110. Le conflit armé a continué d'imposer un lourd tribut aux civils. D'après le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, des mines antipersonnel et des engins non explosés ont fait le plus grand nombre de victimes parmi la population civile durant la période considérée, depuis la signature de la trêve en avril 2022. Lorsque les combats ont diminué d'intensité, les civils ont pu circuler plus librement. Certains ont cherché à accéder à leurs champs et à leurs habitations, s'exposant davantage aux mines terrestres et aux restes explosifs de guerre. D'avril à septembre 2022, les mines terrestres et les engins non explosés ont fait 343 victimes civiles, dont 95 morts et 248 blessés, principalement sur les lignes de front dans les provinces de Hodeïda et de Jaouf. Par comparaison, dans les six mois précédant la trêve, le nombre de victimes civiles était plus faible, soit 101 morts et 147 blessés¹⁰².

111. Le Groupe d'experts a reçu des éléments d'information selon lesquels les houthistes continuaient de fabriquer des mines antipersonnel, qu'ils posaient dans des exploitations agricoles, le long des routes et près d'infrastructures civiles (écoles, mosquées et points d'eau), principalement sur les lignes de front. L'explosion accidentelle de mines antipersonnel a fait des centaines de morts et de blessés parmi les civils (voir fig. X). Le Groupe d'experts a confirmé les cas de 11 civils tués ou blessés au cours d'explosions de mines antipersonnel à Beïda, Hodeïda, Mareb et Taëz (voir annexe 31).

Figure X

Les victimes de mines terrestres et d'engins non explosés, par rapport au nombre total de victimes, d'octobre 2021 à septembre 2022

¹⁰² Voir <https://reliefweb.int/report/yemen/yemen-humanitarian-update-issue-9-september-2022> et <https://twitter.com/ochayemen/status/1587850904560099328?s=46&t=kUo4xQxzhB4XmBwFF2Xecg>.



Source : Bureau de la coordination des affaires humanitaires/mécanisme de coordination de l'intervention rapide.

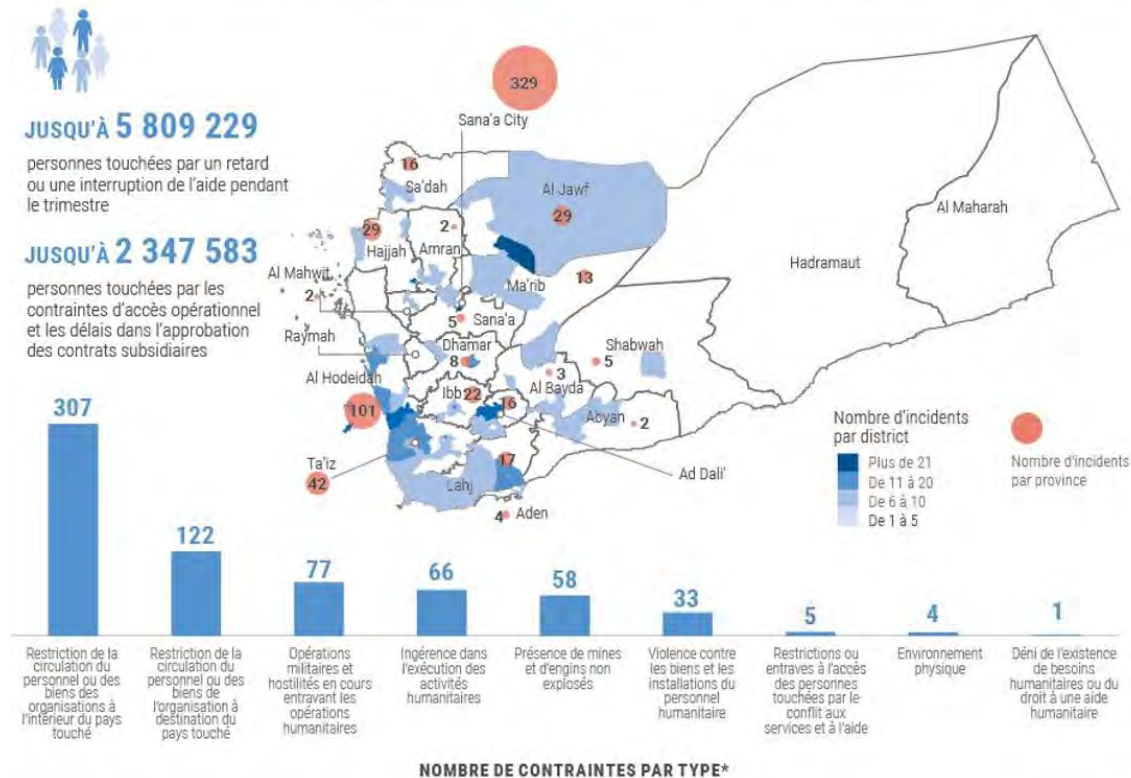
VIII. Entrave à l'acheminement et à la distribution de l'assistance humanitaire

112. La situation humanitaire demeure catastrophique, quelque 23,4 millions de personnes ayant besoin d'une certaine forme d'assistance ou de protection. Les acteurs humanitaires rencontrent bon nombre d'obstacles imposés par le Gouvernement yéménite, les houthistes et d'autres acteurs, dans l'acheminement et la distribution de l'aide humanitaire aux populations qui en ont besoin de toute urgence. Les principales entraves sont la violence contre les agents et les biens humanitaires, les restrictions à la circulation du personnel humanitaire et aux opérations humanitaires et l'ingérence dans les activités humanitaires. Les mines antipersonnel et les engins non explosés ont également restreint l'accès à bon nombre de secteurs, sur les lignes de front, où des millions de personnes ont besoin d'une assistance. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires a signalé 673 incidents dans 103 districts de 19 provinces où l'accès a été entravé de juillet à septembre 2022, une augmentation importante comparée au trimestre précédent, dont 5,8 millions de personnes ont pâti (voir fig. XI)¹⁰³.

Figure XI
Aperçu de l'accès de juillet à septembre 2022

¹⁰³ Voir <https://reliefweb.int/report/yemen/yemen-access-snapshot-july-september-2022-30-september-2022>.

CHIFFRES CLÉS



Source : Bureau de la coordination des affaires humanitaires.

IX. Recommandations

113. Le Groupe d'experts recommande que le Conseil de sécurité :

- demande aux houthistes de s'abstenir de recourir à l'intimidation ou à la violence contre des personnes se trouvant à bord d'un navire ou contre le navire lui-même, ce qui mettrait en danger la sécurité de la navigation du navire ;
- demande aux houthistes et au Gouvernement yéménite de coopérer avec l'ONU et d'autres parties prenantes à la mise en place du sauvetage en toute sécurité de l'unité flottante de stockage et de déchargement *Safer* visant à prévenir une éventuelle catastrophe environnementale et humanitaire en mer Rouge, au Yémen et dans la région ;
- demande aux parties à l'Accord de Stockholm de s'abstenir de prendre des mesures de nature à compromettre l'Accord et indique qu'il entend imposer des sanctions à ceux qui entreprennent de tels actes ;
- demande aux parties au conflit de s'abstenir de prendre des mesures qui pourraient mener à l'instabilité économique au Yémen ;
- demande aux États Membres de redoubler d'efforts pour combattre la contrebande et le trafic d'engrais et autres produits chimiques, qui peuvent être

utilisés par les houthistes comme précurseurs d'explosifs ou comme oxydants dans la fabrication de propergol solide ou à d'autres fins militaires ;

f) demande aux États Membres de redoubler d'efforts pour combattre la contrebande et le trafic de stupéfiants et de substances psychotropes afin de garantir l'application des sanctions financières et d'envisager d'adopter les instruments juridiques appropriés qui permettraient d'enquêter dûment sur les cas recensés dans les eaux internationales par les forces maritimes et les gardes côtières de manière à faire traduire en justice les auteurs de ces actes par les autorités compétentes ;

g) demande aux États Membres d'améliorer l'échange d'informations sur les saisies maritimes d'armes, de munitions et d'articles connexes avec le Gouvernement yéménite, les forces maritimes internationales opérant en mer Arabique et en mer Rouge ainsi que les autres parties concernées comme l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, afin que des poursuites juridiques puissent être engagées contre les contrebandiers détenus au Yémen ;

h) demande aux États Membres de la région d'améliorer l'échange d'informations avec le Gouvernement yéménite au sujet de la saisie d'armes, de munitions et d'articles connexes, ainsi que de personnes et d'entités se trouvant sur leurs territoires qui participent à la contrebande et au trafic avec les houthistes, afin que des poursuites juridiques puissent être engagées contre les contrebandiers détenus au Yémen ;

i) demande aux parties d'envisager d'adopter des mesures en vue d'une plus grande coordination entre les deux banques centrales opérant depuis Aden et Sanaa, notamment au niveau des mécanismes de réglementation et des opérations bancaires dans l'ensemble du Yémen ;

j) demande aux houthistes d'accepter que les billets émis par la Banque centrale du Yémen siégeant à Aden, qu'ils ont interdits comme étant contrefaits, aient légalement cours dans l'ensemble du Yémen ;

k) demande aux houthistes de s'abstenir de confisquer, arbitrairement et en recourant à la force, des terrains, des immeubles et d'autres biens de personnes et d'entités, en dehors de toute procédure légale, et indique qu'il entend imposer des sanctions à ceux qui entreprennent de tels actes ;

l) demande aux houthistes de prendre des mesures visant à canaliser les recettes découlant des ports de Hodeïda, de Salif et de Ras Issa vers la Banque centrale du Yémen comme contribution au versement des salaires dans la province de Hodeïda et dans tout le Yémen, conformément à l'Accord de Stockholm ;

m) demande aux houthistes de s'abstenir d'appliquer à la hâte une loi portant interdiction de tous types d'intérêt sur les opérations bancaires ou commerciales sans avoir dûment consulté toutes les parties prenantes ;

n) demande aux houthistes de s'abstenir d'adresser à la population des messages sollicitant un appui à leur effort de guerre ou demandant aux sociétés de télécommunications ou à toute autre personne ou entité de verser des fonds pour leur effort de guerre, et indique qu'il entend imposer des sanctions aux responsables de ces actes ;

o) rappelle le paragraphe 12 de sa résolution [2624 \(2022\)](#), demande aux parties au conflit de s'abstenir de recruter et d'utiliser des enfants dans le conflit armé et de commettre d'autres violations graves du droit international et indique qu'il entend imposer des sanctions aux responsables de tels actes ;

p) condamne dans les termes les plus vigoureux toutes les attaques visant des civils et des infrastructures civiles, qui sont interdites au regard du droit international

humanitaire, et réaffirme que les parties au conflit doivent s'acquitter de leurs obligations au regard du droit international ;

q) demande aux parties au conflit de prendre des mesures pour mettre un terme à l'emploi indiscriminé de mines terrestres, d'en consigner l'emplacement et de retirer les mines terrestres existantes des zones civiles qui sont sous leur contrôle, et encourage les États Membres à appuyer davantage les efforts de déminage humanitaire au Yémen ;

r) demande aux parties au conflit de veiller à demander des comptes à la suite des violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme commises par leurs forces, de verser des réparations et d'accorder une aide aux victimes.

114. Le Groupe d'experts recommande que le Comité :

a) envisage de condamner dans les termes les plus énergiques, dans un communiqué de presse, la poursuite des violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, ainsi que des atteintes aux droits humains, commises par les parties au conflit, notamment les attaques ciblées et indiscriminées contre les civils et les infrastructures civiles au Yémen et dans les États voisins ;

b) envisage de condamner dans les termes les plus énergiques, dans un communiqué de presse, les menaces et les attaques militaires commises par les houthistes contre les navires de commerce en mer Rouge et dans le golfe d'Aden, notamment mais non exclusivement contre les pétroliers dans les terminaux pétroliers qui sont sous le contrôle du Gouvernement yéménite ;

c) envisage d'organiser au Comité un débat portant sur l'état d'avancement de l'application des recommandations présentées par le Groupe d'experts au cours des précédents mandats, qui ont été examinées et acceptées par le Comité ;

d) envisage d'encourager les parties au conflit et les autres parties prenantes, notamment les médiateurs internationaux, à intégrer dans le processus de paix des mesures visant à :

- i) prévenir l'instabilité économique du Yémen ;
- ii) faciliter une plus grande coordination entre les deux banques centrales opérant à partir d'Aden et de Sanaa, notamment au niveau des mécanismes de réglementation et des opérations bancaires ;
- iii) autoriser que les billets émis par la Banque centrale du Yémen siégeant à Aden aient légalement cours dans l'ensemble du Yémen, alors qu'ils ont été interdits par les houthistes comme étant contrefaits ;
- iv) abolir la double taxation sur le commerce intérieur entre les zones contrôlées par le Gouvernement et celles contrôlées par les houthistes au Yémen ;
- v) instaurer un mécanisme approprié de collecte, de distribution et d'utilisation des recettes qui soit dans l'intérêt supérieur du peuple yéménite.

Annex 1 Methodology

1. The Panel uses satellite imagery of Yemen procured by the United Nations from private providers to support investigations. It also uses commercial databases recording maritime and aviation data and mobile phone records. Public statements by officials through their official media channels are accepted as factual unless contrary facts are established. While it has been as transparent as possible, in situations in which identifying sources would expose these sources or others to unacceptable safety risks, the Panel does not include identifying information.
2. The Panel reviews social media, but no information gathered is used as evidence unless it could be corroborated using multiple independent or technical sources, including eyewitnesses, to appropriately meet the highest achievable standard of proof.
3. The spelling of toponyms within Yemen often depends on the ethnicity of the source or the quality of transliteration. The Panel has adopted a consistent approach in the present update.
4. The Panel places importance on the rule of consensus among the Panel members and agrees that, if differences and/or reservations arise during the development of reports, it would only adopt the text, conclusions and recommendations by a majority of the members. In the event of a recommendation for designation of an individual or a group, such recommendation would be done based on unanimity.
5. The Panel has offered the opportunity to reply to Member States, entities and individuals involved in most incidents that are covered in this report. Their response has been taken into consideration in the Panel's findings. The methodology for this is provided in appendix A.

Appendix A ‘The opportunity to reply’ methodology used by the Panel

1. Although sanctions are meant to be preventative not punitive, it should be recognized that the mere naming of an individual or entity¹⁰⁴ in a Panel’s public report, could have adverse effects on the individual. As such, where possible, individuals concerned should be provided with an opportunity to provide their account of events and to provide concrete and specific information/material in support. Through this interaction, the individual is given the opportunity to demonstrate that their alleged conduct does not fall within the relevant listing criteria. This is called the ‘opportunity to reply’.
2. The Panel’s methodology on the opportunity to reply is as follows:
 - (a) Providing an individual with an ‘opportunity to reply’ should be the norm;
 - (b) The Panel may decide not to offer an opportunity of reply if there is credible evidence that it would unduly prejudice its investigations, including if it would:
 - (i) Result in the individual moving assets if they get warning of a possible recommendation for designation;
 - (ii) Restrict further access of the Panel to vital sources;
 - (iii) Endanger Panel sources or their relatives or Panel members;
 - (iv) Adversely and gravely impact humanitarian access for humanitarian actors in the field;
 - (v) For any other reason that can be clearly demonstrated as reasonable and justifiable in the prevailing circumstances.
3. If the circumstances set forth in 2 (b) do not apply, then the Panel should be able to provide an individual an opportunity to reply.
4. The individual should be able to communicate directly with the Panel to convey their personal determination as to the level and nature of their interaction with the Panel.
5. Interactions between the Panel and the individual should be direct, unless in exceptional circumstances.
6. In no circumstances the third parties, without the knowledge of the individual, can determine for the individual its level of interaction with the Panel.
7. The individuals, on the other hand, in making their determination of the level and nature of interaction with the Panel, may consult third parties or allow third parties (for example, legal representative or their government) to communicate on their behalf on subsequent interactions with the Panel.

¹⁰⁴ Hereinafter, the term individual will be used to reflect both individuals and entities.

Appendix B Investigations methodology on violations relating to IHL, IHRL, and acts that constitute human rights abuses

1. The Panel adopts the following stringent methodology to ensure that its investigations meet the highest possible evidentiary standards, despite it being prevented from visiting places in Yemen. In doing so it pays particular attention to the “Informal Working Group on General Issues of Sanctions Reports”, ([S/2006/997](#)), on best practices and methods, including paragraphs 21, 22 and 23, as per paragraph 14 of resolution 2564 (2021).

2. The Panel’s methodology, in relation to its investigations concerning alleged IHL, IHRL and human rights abuses, is as set out below:

(a) All Panel investigations are initiated based on verifiable information being made available to the Panel, either directly from sources or from media reports.

(b) In carrying out its investigations on the use of explosive ordnance, the Panel relies on at least three or more of the following sources of information:

- (i) At least two eyewitnesses or victims;
- (ii) At least one individual or organization (either local or international) that has also independently investigated the incident;
- (iii) If there are casualties associated with the incident, and if the casualties are less than ten in number, the Panel will endeavour to obtain copies of death certificates and medical certificates. In incidents relating to mass casualties, the Panel relies on published information from the United Nations and other organizations;
- (iv) Technical evidence, which includes imagery of the impact damage, blast effects, and recovered fragmentation. In all cases, the Panel collects imagery from at least two different and unrelated sources. In the rare cases where the Panel has had to rely on open source imagery, the Panel verifies that imagery by referring it to eyewitnesses or by checking for pixilation distortion:
 - a. In relation to air strikes, the Panel often identifies the responsible party through crater analysis or by the identification of components from imagery of fragmentation; and
 - b. The Panel also analyses imagery of the ground splatter pattern at the point of impact from mortar, artillery, or free flight rocket fire to identify the direction from which the incoming ordnance originated. This is one indicator to assist in the identification of the perpetrator for ground fire when combined with other sources of information.
- (v) The utilization of open source or purchased satellite imagery, wherever possible, to identify the exact location of an incident, and to support analysis of the type and extent of destruction. Such imagery may also assist in the confirmation of timelines of the incident;
- (vi) Access to investigation reports and other documentation of local and international organizations that have independently investigated the incident;
- (vii) Other documentation that supports the narrative of sources, for example, factory manuals that may prove that the said factory is technically incapable of producing weapons of the type it is alleged to have produced;
- (viii) In rare instances where the Panel has doubt as to the veracity of available facts from other sources, local sources are relied on to collect specific and verifiable information from the ground, for example, if the Panel wished to confirm the presence of an armed group in a particular area;
- (ix) Statements issued by or on behalf of a party to the conflict responsible for the incident;
- (x) Open source information to identify other collaborative or contradictory information regarding the Panel’s findings.

(c) In carrying out its investigations on deprivation of liberty and associated violations, the Panel relies on the following sources of information:

- (i) The victims, where they are able and willing to speak to the Panel, and where medical and security conditions are conducive to such an interview;

- (ii) The relatives of victims and others who had access to the victims while in custody. This is particularly relevant in instances where the victim dies in custody;
- (iii) Interviews with at least one individual or organization (either local or international) that has also independently investigated the incident;
- (iv) Medical documentation and, where applicable, death certificates;
- (v) Documentation issued by prison authorities;
- (vi) Interviews with medical personnel who treated the victim, wherever possible;
- (vii) Investigation and other documentation from local and international organizations that have independently investigated the incident. The Panel may also seek access to court documents if the detainee is on trial or other documentation that proves or disproves the narrative of the victim;
- (viii) Where relevant, the Panel uses local sources to collect specific and verifiable information from the ground, for example, medical certificates;
- (ix) Statements issued by the party to the conflict responsible for the incident;
- (x) Open-source information to identify other collaborative or contradictory information regarding the Panel's findings;
- (xi) Detainees do not have always access to medical care, nor is it always possible to obtain medical reports, especially in cases of prolonged detention. Therefore, the Panel accepts testimonies received from detainees alleging that violence was used against them during detention by the detaining parties as *prima facie* evidence of torture;
- (xii) For the same reasons, medical and police reports are not required by the Panel to conclude that rape or sexual violence took place.

(d) In carrying out its investigations on other violations, including forced displacement human rights violations and abuses against migrants, or threats against medical workers, the Panel relies on information that includes:

- (i) Interviews with victims, eyewitnesses, and direct reports where they are able and willing to speak to the Panel, and where conditions are conducive to such an interview;
- (ii) Interviews with at least one individual or organization (either local or international) that has also independently investigated the incident;
- (iii) Documentation relevant to verify information obtained;
- (iv) Statements issued by the party to the conflict responsible for the incident;
- (v) Open-source information to identify other collaborative or contradictory information regarding the Panel's findings.

(e) In carrying out its investigation in respect to the recruitment of children by parties to the conflict, the Panel is particularly mindful of the risk posed by its investigations for the children and their family. The Panel also refrains from interviewing directly the victim, unless it is sure that this will not have a negative impact on them. Therefore, the Panel often relies on sources such as:

- (i) Investigations and other documentation from local and international organizations that have independently investigated the incident;
- (ii) Interviews with people and organizations providing assistance to these children;
- (iii) Interviews with other people with knowledge of the violations such as family members, community leaders, teachers, and social workers.

(f) The standard of proof is met when the Panel has reasonable grounds to believe that the incidents had occurred as described and, based on multiple corroboratory sources, that the responsibility for the incident lies with the identified perpetrator. The standard of proof is "beyond a reasonable doubt".

(g) Upon completion of its investigation, wherever possible, the Panel provides those responsible with an opportunity to respond to the Panel's findings in so far as it relates to the attribution of responsibility. This is undertaken in accordance with the Panel's standard methodology on the opportunity to reply. Generally, the Panel would provide detailed information in any opportunity to respond, including geo-locations. However, detailed information on incidents are not provided when there is a credible threat that it would threaten Panel's sources, for example, in violations related to deprivation of liberty, violations associated with ground strikes on a civilian home, or in violations associated with children.

(h) If a party does not provide the Panel with the information requested, the Panel will consider whether this is of sufficient gravity to be considered as non-compliance with paragraph 18 of resolution 2624 (2022) and thus consideration for reporting to the Committee.

3. The Panel does not include information in its reports that may identify or endanger its sources. Where it is necessary to bring such information to the attention of the Council or the Committee, the Panel deposits such information in the custody of the Secretariat for viewing by members of the Committee.

4. The Panel does not divulge any information that may lead to the identification of victims, witnesses, and other particularly vulnerable sources, except: 1) with the specific permission of the sources; and 2) where the Panel is, based on its own assessment, certain that these individuals would not suffer any danger as a result of such disclosure of information. The Panel stands ready to provide the Council or the Committee, on request, with any additional imagery and documentation to support the Panel's findings beyond that included in its reports. Appropriate precautions will, however, be taken to protect the anonymity of its sources.

Annex 2

UN Geographic Information Systems (GIS) Map



Annex 3 Summary of Panel correspondence (up to 9 December 2022)
Table 3.
Correspondence with Member States

<i>Member State</i>	<i>Number of letters sent by the Panel</i>	<i>Number of unanswered letters by Member State</i>	<i>Number of letters where the deadline is after 9 December 2022</i>
Kingdom of Bahrain	3		
Republic of Bulgaria	1		
People's Republic of China	3	1	
Republic of Djibouti	2	2	
Arab Republic of Egypt	1		
Republic of Ethiopia	1		
France	2		
Islamic Republic of Iran	5	2	
Italy	1		
Jordan	1		
State of Kuwait	1		
Sultanate of Oman	9	2	
Kingdom of Saudi Arabia	4	1	
Singapore	1		
Sri Lanka	1		
Republic of Sudan	1		
Switzerland	1		
Türkiye	3		
Turkmenistan	2	2	
Republic of Uganda	1		
United Arab Emirates	8	2	
United Kingdom	2		1
United States of America	7		
Yemen	16	8	
<i>Total</i>	<i>77</i>	<i>20</i>	<i>1</i>

Table 3.2**Correspondence with armed groups and other non-governmental entities**

<i>Entity</i>	<i>Number of letters sent by the Panel</i>	<i>Number of unanswered letters by entity</i>	<i>Number of letters where the deadline is after 9 December 2022</i>
Sana'a-based ministry of foreign affairs	10	8	2
Sana'a-based Central Bank of Yemen	1	1	
Southern Transitional Council	3	3	
<i>Total</i>	11	12	2

Table 3.3**Correspondence with commercial companies/government entities**

<i>Commercial Company/ Government Entity</i>	<i>Number of letters sent by the Panel</i>	<i>Number of unanswered letters by commercial company</i>	<i>Number of letters where the deadline is after 9 December 2022</i>
CMA CGM	1		
Commander of Joint Forces	1	1	
Hapag Lloyd	1		
Maran Tankers Management Athens, Greece	1	1	
Okeanis Eco Tankers, Greece	1	1	
Shraddha Maritime Services Pvt. Ltd. India	1	1	
Thadamon Bank	1	1	
<i>Total</i>	7	4	

Annex 4 National Defence Council Resolution No. (1) of 2022 AD designating the Houthis as a Terrorist Organisation

Figure 4.1

Copy of National Defence Council Resolution No. (1) of 2022 AD designating the Houthis as a Terrorist Organisation





قرار مجلس الدفاع الوطني رقم (١) لعام ٢٠٢٢ م

بشأن

حشد الجهد السياسي والدبلوماسي إقليمياً ودولياً

أستمع المجلس الى تقرير شفهي مقدم من وزير الخارجية وشؤون المغتربين حول نتائج لقاءاته مع المبعوث الدولي للأمم المتحدة والأمريكي والأمين العام للأمم المتحدة و أقر الآتي:-

- ١- يوافق المجلس على تصنيف الحوثيين جماعة اارهابية.
- ٢- تشكيل لجنة برئاسة الدكتور/ عبدالله العليبي عضو مجلس القيادة الرئاسي وعضوية كل من :-
 - وزير الخارجية وشؤون المغتربين.
 - وزير الشؤون القانونية وحقوق الإنسان.
 - رئيس هيئة التشاور والمصالحة.
- ٣- تتولى اللجنة المهام الآتية :-
 - أ- إعداد خطة للتحرك السياسي والدبلوماسي بالتنسيق مع قيادة التحالف والدول دائمة العضوية في مجلس الأمن حول تصنيف الحوثيين جماعة أارهابية وتجميد اتفاق استوكهولم.
 - ب- مراجعة الرسالة المعدة من مكتب رئاسة الجمهورية والموجّهة للأمم المتحدة المتعلقة بتجميد العمل باتفاق استوكهولم والتنسيق مع التحالف.
 - ج- رفع نتائج التنفيذ أول بأول لقائمة رئيس مجلس القيادة الرئاسي رئيس مجلس الدفاع الوطني.
 - ٤- ينفذ القرار بالوسائل الإدارية المناسبة.
 - ٥- يبدأ تنفيذ القرار من تاريخ ٢٢/١٠/٢٠٢٢ م وينتهي بتنفيذ أحكامه.

المتحفون	الممتنعون	المنفذون
لا يوجد	لا يوجد	رئيسي
		مشارك
		<ul style="list-style-type: none"> - د.عبدالله العليبي عضو مجلس القيادة الرئاسي. - وزير الخارجية وشؤون المغتربين - وزير الشؤون القانونية وحقوق الإنسان - رئيس هيئة التشاور والمصالحة

مدة القرار: مؤقتة.
مضمون القرار: يخضع لخارجية/ حشد الجهد السياسي والدبلوماسي إقليمياً ودولياً
شكل القرار: حكم عام.
جهة التنفيذ: مضمون.

٤

محضر جلسة مجلس الدفاع الوطني رقم (١) بتاريخ ٢٢/١٠/٢٠٢٢ م عدد الصفحات (١٠) (الصياغة الأولى)

Source:

Government of Yemen

Appendix A Unofficial Translation of National Defence Council Resolution No. (1) of 2022 AD designating the Houthis as a Terrorist Organisation

Republic of Yemen

Presidential Leadership Council

National Defence Council Resolution No. (1) of 2022 AD

About Mobilizing political and diplomatic efforts regionally and internationally

The Council listened to an oral report submitted by the Minister of Foreign Affairs and Expatriate Affairs on the results of meetings with the international envoy of the United Nations, the United States, and the Secretary-General of the United Nations, approved the following:

1. The council agrees to designate the Houthis as a terrorist group.
2. Formation of Committee with Presidency of Dr. Abdullah Al-Ajimi, member of the Presidential Leadership Council, and the membership of:
 - Minister of Foreign Affairs and Expatriate Affairs
 - Minister of Legal Affairs and Human Rights
 - Chairman of the Consultation and Reconciliation Authority
3. The Committee undertakes the following tasks:
 - A. Preparing a plan for political and diplomatic action, in coordination with the leadership of the coalition and the permanent members of the Security Council, regarding designating the Houthis as a terrorist group and freezing the Stockholm Agreement.
 - B. Refer to the letter prepared by the Presidential Office of the Republic and directed to the Secretary-General of the United Nations related to the freezing of work under the Stockholm Agreement and coordination with the coalition.
 - C. Presenting the implementation results first to His Excellency the President of the Presidential Leadership Council, President of the National Defence Council.
4. The decision is implemented by appropriate administrative means.
5. The implementation of the decision starts from 22/10/2022 and ends with the implementation of its provisions.

Conservatives	Abstainers	Executioners	
Not found	Not found	Head	Participant
		<ul style="list-style-type: none"> - Dr. Abdullah Al-Ajimi, a member of the Presidential Leadership Council - Minister of Foreign Affairs and Expatriate Affairs - Minister of Legal Affairs and Human Rights - Chairman of the Consultation and Reconciliation Authority 	

Duration of the resolution: Temporary

Content of the resolution: service / external / mobilizing political and diplomatic efforts regionally and internationally

Form of resolution: general judgment

Body of Implementation: Joint

Minutes of Defence Council Session No. (1) dated 10/22/2022 number of pages (10) (preliminary wording)

Annex 5 Debris of missiles and UAVs used in the attacks on the UAE in January and February 2022

Figure 5.1
“Zulfiqar” ballistic missile debris used in the attack on Dubai International Airport



Source: Panel

Figure 5.2
Connection element between warhead and the rest of the missile



Source: Panel

Figure 5.3
Detail showing the diameter of the missile (88 centimetres)



Source: Panel

Figure 5.4
Marking on missile component



Source: Panel

Figure 5.5
Marking on missile component



Source: Panel

Figure 5.6
Marking on missile component



Source: Panel

Figure 5.7
Marking on missile component



Source: Panel

Figure 5.8
Debris of the jet vane



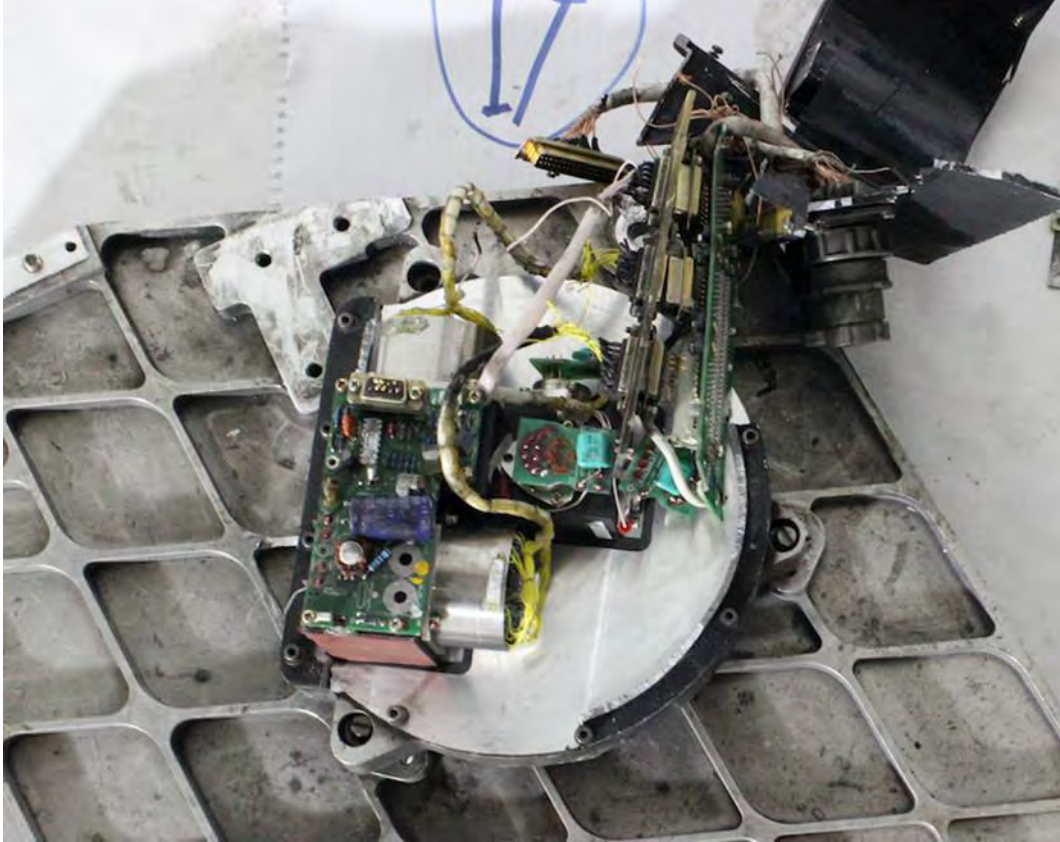
Source: Panel

Figure 5.9
Carbon-fibre pressurised gas bottle



Source: Panel

Figure 5.10
Debris of the guidance section



Source: Panel

Figure 5.11
Debris of the two “Quds-2” cruise missiles used in the attack on Abu Dhabi International Airport



Source: Panel

Figure 5.12

Serial number on the Exciter Ignition System of one of the cruise missiles



Source: Panel

Figure 5.13

Markings on the fuselage of one of the cruise missiles



Source: Panel

Figure 5.14

“Quds” marking on the debris of one of the cruise missiles



Source: Panel

Figure 5.15

Marking on the debris of the control surface of one of the cruise missiles



Source: Panel

Figure 5.16
Serial number on the debris of the turbojet engine



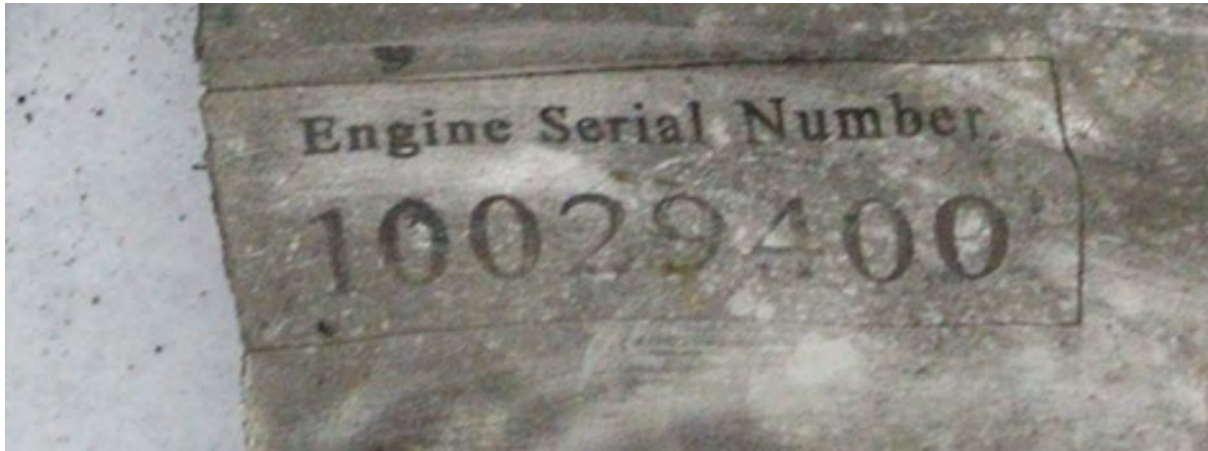
Source: Panel

Figure 5.17
Debris of the “Quds-2” cruise missile used in the attack on the ADNOC fuel depot



Source: Panel

Figure 5.18
Serial number of the turbojet engine



Source: Panel

Figure 5.19
Serial number on the Exciter Ignition System of the cruise missile used in the ADNOC attack



Source: Panel

Figure 5.20

Model V10 Gyroscope from one of the “Sammad” UAVs used in the attack on 2 February 2022



Source: Panel

Figure 5.21

Serial number of the battery box from one of the “Sammad” UAVs used in the attack on 2 February 2022



Source: Panel

Figure 5.22

Battery box from one of the “Sammad” UAVs used in the attack on 2 February 2022



Source: Panel

Figure 5.23

Battery inside of the box from one of the “Sammad” UAVs used in the attack on 2 February 2022



Source: Panel

Figure 5.24

Fuselage, tail section, and engine of one of the “Sammad” UAVs used in the attack on 2 February 2022



Source: Panel

Figure 5.25

Marking on the tail section of the “Sammad” UAVs used in the attack on 2 February 2022



Source: Panel

Figure 5.26

DLE 170 engine of one of the “Sammad” UAVs used in the attack on 2 February 2022



Source: Panel

Figure 5.27

DLE Electric Ignition box for the engine



Source: Panel

Annex 6 Houthi Press Release and correspondence threatening oil companies not to transport oil from Yemen

Background

1. On 1 October 2022, the Houthi-appointed Minister of Transport (MoT), Abdul-Wahab Yahya Al-Durra issued a statement, threatening tankers not to transport oil from ports or terminals under GoY-control from 1800 hours LT on 2 October 2022. The Houthis also issued separate circulars from the MoT and Maritime Affairs Authority (MAA) on 2 October 2022 to international energy companies and shipping agents, warning against the transportation of crude oil from Yemen. Since then, the Houthis carried out four attacks at Al-Dabba, Balhaf and Qena (paragraph XX of this report).

2. Prior to the attacks the Houthis had send threatening letters to flag states, shipping companies and ship masters against oil and gas from Yemen, from email address ycg@yemen.net. identifying as the Yemen Coast Guards (YCG) and operations@maa.gov.ye identifying as the Maritime Affairs Authority, Ministry of Transport, Republic of Yemen. Similar threats were made on the twitter handle of the spokesperson of Houthi spokesperson, Yahya Sare'e (@Yahya_Saree) and the corresponding Arabic twitter handle @army21ye.

Figure 6.1

Statement from Houthi Supreme Economic Committee, warning companies against oil exports

رئيس الجمهورية

بتوجيهات من الرئيس المشاط، الاقتصادية العليا تخاطب الشركات بالتوقف عن نهب ثروات اليمن

السبت، 05 ربيع الأول 1444هـ الموافق 01 أكتوبر 2022
صنعاء - سبأ :

أصدر فخامة المشير الركن مهدي المشاط رئيس المجلس السياسي الأعلى، توجيهات لتحرير المخاطبات الرسمية النهائية لكل الشركات والكيانات ذات العلاقة بنهب الثروات السيادية اليمنية، للتوقف الكامل عن عمليات النهب.

وأوضح بيان صادر عن اللجنة الاقتصادية العليا تلقته وكالة الأنباء اليمنية (سبأ) أن اللجنة تعكف حالياً بالتنسيق مع الجهات المختصة، على تحرير تلك المخاطبات التي تتضمن إشعار كل الشركات والكيانات، بأن عليها التوقف بشكل نهائي عن نهب الثروات اليمنية السيادية، ابتداء من الساعة السادسة من مساء غد الأحد بتوقيت العاصمة صنعاء، السادس من شهر ربيع الأول 1444هـ الموافق 2 أكتوبر 2022م، على أن تتحمل الشركات أو الكيانات المسؤولة الكاملة في حال عدم الالتزام.

وأشارت اللجنة إلى أن المخاطبات التي ستوجه للشركات والكيانات المنورطة بنهب الثروة اليمنية، ستستند إلى النصوص الدستورية والقوانين اليمنية النافذة، ومواثيق ومعاهدات الأمم المتحدة، وعلى رأسها المادة رقم 19 من الدستور اليمني، التي تلزم الدولة وجميع أفراد المجتمع بحماية وصون الثروات الوطنية.

وأكدت الاقتصادية العليا أن الجمهورية اليمنية تحتفظ بحقوقها القانوني للتعامل مع كل عمليات النهب للثروة اليمنية التي تمت قبل السادس من ربيع الأول 1444هـ الموافق 2 أكتوبر 2022، والتي تم رصدتها بدقة خلال الفترات الماضية.

Appendix A Unofficial Translation of Statement from Houthi Supreme Economic Committee warning companies against oil exports

Under the directives of President Al-Mashat, the Supreme Economic Council addresses companies to stop plundering Yemen's wealth

Saturday, 05 Rabi` al-Awwal 1444 AH corresponding to October 01, 2022

Sana'a - Saba: His Excellency Field Marshal Mahdi Al-Mashat, Chairman of the Supreme Political Council, issued directives to issue final official correspondence to all companies and entities related to the looting of Yemeni sovereign wealth, to completely stop looting.

A statement issued by the Supreme Economic Committee, which was received by the Yemeni News Agency (Saba), indicated that the committee is currently working, in coordination with the competent authorities, to issue those correspondences that include notifying all companies and entities that they must stop once and for all the looting of Yemeni sovereign wealth, starting at six o'clock in the afternoon. Tomorrow evening, Sunday, capital Sana'a time, the sixth of the month of Rabi' al-Awwal 1444 AH corresponding to October 2, 2022 AD, provided that companies or entities bear full responsibility in the event of non-compliance.

The committee indicated that the communications that will be addressed to the companies and entities involved in the plundering of Yemeni wealth will be based on constitutional texts, Yemeni laws in force, and United Nations charters and treaties, foremost of which is Article No. 19 of the Yemeni constitution, which obliges the state and all members of society to protect and preserve national wealth.

And the Supreme Economic confirmed that the Republic of Yemen reserves its legal right to deal with all the looting of Yemeni wealth that took place before the sixth of Rabi' al-Awwal 1444 AH corresponding to October 2, 2022, which was carefully monitored during the past periods

Source: <https://www.saba.ye/ar/news3205115.htm>.

Figure 6.2

Circular issued by Houthi run MAA to companies against transportation of oil

Republic of Yemen
Ministry of Transport
Maritime Affairs Authority
Hodeidah Branch

الجمهورية اليمنية
وزارة النقل
الهيئة العامة للشؤون البحرية
فرع الحديدة

Ref: ٥٤٤/٣/٦/٢
Date: ٤٤٤/٣/٦
الموافق: ١٤٤٤/٣/٦
هام وعاجل

المحترمون
الأخوة / الشركات الملاحية
تحية طيبة وبعد،،،

الموضوع / منع عمليات النقل الملاحي التي تقوم بنهب ثروات البلاد

بالإشارة إلى الموضوع أعلاه، وإلى مذكرة معالي وزير النقل رقم (م. و/١٤٤٤/٣/٦) بتاريخ 2022/10/2م (مرفق)، وإلى مذكرة معالي وزير النفط والمعادن رقم 629 بتاريخ 1444/3/5هـ والمتضمنة حق الشعب والدولة اليمنية في السيادة الدائمة على مواردها وثرواتها الطبيعية والحق في حمايتها وردع وإيقاف أي عمليات فساد أو نهب تطل تلك الموارد والثروات، ووفقاً لنصوص وأحكام اتفاقيات المشاركة في الإنتاج PSA الموقعة مع وزارة النفط والمعادن والمصانق عليها من قبل البرلمان والمتضمنة إلزام الشركات المشغلة أو المشاركة في عمليات الاستكشاف والإنتاج بالتنسيق الكامل مع الوزارة والخضوع للأنظمة والتعاميم الصادرة عنها والالتزام بالقوانين اليمنية النافذة. ونظراً لإخلال تلك الشركات بنصوص الاتفاقيات وتورطها في عمليات الفساد والنهب للموارد والثروات السيادية وحرمان الشعب اليمني من الانتفاع بها.

وعليه، يلزم منكم إيقاف التعامل ومنع أي عمليات نقل ملاحي لأي شركات تقوم بعمليات نهب وتهريب ثروات وممتلكات ومقدرات الوطن من النفط والغاز والمعادن، اعتباراً من الساعة السادسة من مساء يوم الأحد الموافق 2022/10/2م، ونحملكم المسؤولية الكاملة خلاف ذلك.

وتقبلوا خالص التحايا،،،

الدكتور إبراهيم شريف الموشكي
مدير عام الهيئة العامة للشؤون البحرية
فرع الحديدة

نسخة مع التوقيع:
- معالي وزير النقل
- نائب وزير النقل
- مدير جهاز الأمن والمخابرات بسبأ الحديدة

Hodeidah Branch
P.O.Box: 4628 - Hodeidah
Fax: + 967 3 222094
Tel: 222092 / 3 / 5
Email: maa.hodeidah@yemen.net.ye

Head Office: Aden
P.O.Box: 1133 - Aden
Fax: + 967 2 221448
Tel: + 967 2 221581 / 221582
E-mail: maa-headoffice@y.net.ye

فرع الحديدة
ص.ب: 4628 - الحديدة
فاكس: + 967 3 222094
تلفون: 222092 / 3 / 5
البريد الإلكتروني: maa.hodeidah@yemen.net.ye

Source: Confidential



Figure 6.4

Email to shipping company not to take on oil

From: ycg@yemen.net.ye

Date: [REDACTED]

Subject: [REDACTED]

To: [REDACTED]

Cc: [REDACTED]

From: Yemen Coast Guards (YCG)

To: [REDACTED]

Based on Article No. (19/2/g), Article No. (21/3) and Article No. (25/3) of the United Nations Convention on the Law of the Sea (UNCLOS), as well as Article No. (7/2/e/g) and Article No. (10) of Law No. (37) regarding the territorial sea, contiguous zone, exclusive economic zone and the continental shelf, we inform you of the due declaration in accordance with the above-mentioned laws that the shipping and transport operations of oil and gas from Yemeni oil and gas export fields, terminals and ports is prohibited in accordance with the decision and circulation of the Minister of Transport of the Republic of Yemen dated October 2, 2022.

Accordingly, the passage of your vessel in Yemeni waters for the purpose of shipping or transport operations of oil or gas from oil and gas export fields, terminals and ports will be considered as non-innocent passage.

We are confident that you have a clear understanding of the situation and that you wish to maintain a good relationship with the Yemeni authorities and Yemeni nation.

Please if you have any further inquiries, do not hesitate contact us via email.
Best regards,,

Yemen Coast Guard
Ministry of Interior
Republic of Yemen

Source: Confidential

Figure 6.5

Email to flag state addressed to shipping companyFrom: operations@maa.gov.ye <operations@maa.gov.ye>

Sent: [REDACTED]

Amsterdam, Berlin, Bern, Rome, Stockholm, Vienna

To: [REDACTED]

Subject: We considered the Your passage in Yemeni waters
a not innocent passageway

From: Maritime Affairs Authority (MAA).

To: [REDACTED]

As you did not respond to the due notice that we sent
you on the date of [REDACTED]

Therefore, and based on Article No. (21/1,4), and Article No. (25/1,2) of the United Nations Convention on the Law of the Sea (UNCLOS), as well as Articles No. (10, 11, 20) of Law No. (37) regarding the territorial sea, contiguous zone, exclusive economic zone and the continental shelf.

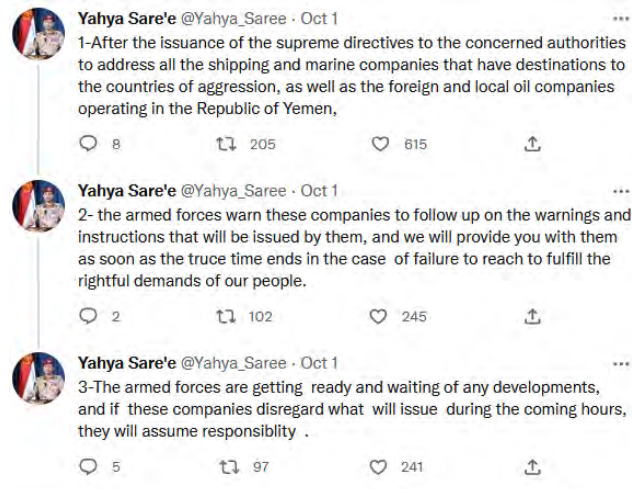
We inform you that your passage in Yemeni water has been considered as non-innocent passage..

Please if you have any further inquiries, do not hesitate contact us via email.

Maritime Affairs Authority
Ministry of Transport
Republic of Yemen

Source: Confidential

Figure 6.6

Twitter messages by Houthi spokesperson to oil companies on 1 October 2022

Source: https://twitter.com/Yahya_Saree/status/1576299663028015106.

Figure 6.7

Twitter messages by Houthi spokesperson after the UAV attack on the tanker NISSOS KEA at Al-Dabba on 21 October 2022

Source: https://twitter.com/Yahya_Saree/status/1583553292504018945.

Figure 6.8

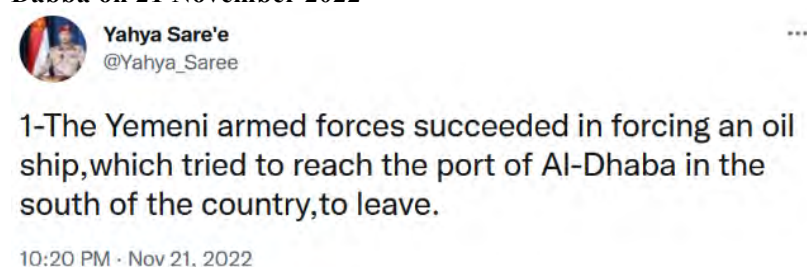
Twitter messages by Houthi spokesperson after UAV attack on tanker ARAM at Qena port on 9 November 2022

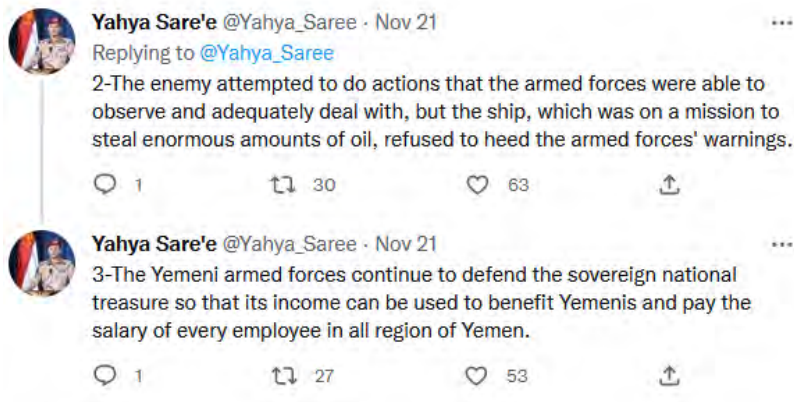


Source: <https://twitter.com/army21ye/status/1590525436635009024>.

Figure 6.9

Twitter messages by Houthi spokesperson corresponding with the attack on the tanker PRATIKA at Al-Dabba on 21 November 2022





Source: https://twitter.com/Yahya_Saree/status/1594787905066639360.

Annex 7 Counter Terrorism Operations against Al-Qaeda in the Arabian Peninsula (AQAP) and attacks claimed by AQAP

Background

1. In August 2022 the STC announced the launch of a counter-terrorist campaign, “Arrows of the East” against AQAP in Abyan and Shabwa Governorates. AQAP in return, claimed a counter-operation, named, “Arrows of the Truth” in Shabwa and Abyan in September 2022. AQAP claimed responsibility for an attack on a checkpoint manned by Security Belt Forces in Abyan on 6 September 2022 where 21 members of the Security Belt Forces were killed.¹⁰⁵ They also confirmed that seven AQAP fighters were killed.¹⁰⁶ This was one of several attacks claimed in a series of media products including videos of which only a few listed below.

Figure 7.1

Southern forces operation “Arrows of the East” in Abyan

... "سهم الشرق" .. عملية للقوات الجنوبية لمكافحة الإرهاب في أبين

الاثنين 2022/8/22 10:49 م بتوقيت أبوظبي

العين الإخبارية - عدن



القوات الجنوبية في أبين

أطلقت القوات الجنوبية في اليمن، الإثنين، عملية "سهم الشرق" العسكرية لتطهير محافظة أبين من الجماعات الإرهابية بشقيها القاعدة والإخوان.

وأصدرت القوات الجنوبية بياناً بثه التلفزيون الرسمي للمجلس الانتقالي الجنوبي جاء فيه، "إن رئيس المجلس الانتقالي القائد الأعلى للقوات الجنوبية وجه بإطلاق عملية عسكرية لتحرير محافظة أبين من الجماعات الإرهابية والعناصر الخارجة عن القانون".

وطبقاً للبيان فإن "العملية العسكرية تهدف إلى حماية الطرقات الرابطة بين المحافظات الجنوبية وإيقاف تهريب الأسلحة عبر الشريط الساحلي في محافظة أبين إلى مناطق مليشيات الحوثي، ومكافحة تنظيم القاعدة".

• بعد تهادي دفاعات الإخوان.. القوات الجنوبية تحرر مناطق نفطية بشبوة

¹⁰⁵ https://almashareq.com/en_GB/articles/cnmi_am/features/2022/09/07/feature-02.

¹⁰⁶ <https://ent.siteintelgroup.com/Jihadist-Threat-Statements/aqap-issues-claim-for-raid-on-sbf-position-killing-21-in-abyan.html>.

وجاء إطلاق العملية العسكرية في أبين بعد إعلان القوات الجنوبية في محور أبين اللاتين، استعدادها لتوحيد الجهود ورمص الصفوف والوقوف بجانب الإخوة الجنوبيين في الجيش والأمن بشقرة والمنطقة الوسطى بأبين لمواجهة العدو الحقيقي المشترك الذي يهدد أمن واستقرار أبين والجنوب عامة والمتمثل بمليشيات الحوثي والتنظيمات الإرهابية.

ودعت القوات، كافة الإخوة الجنوبيين من منتسبي الجيش والأمن في شقرة والمنطقة الوسطى بأبين إلى تجاوز كافة التباينات السياسية والحزبية والبدء في صفحة جديدة تسمو فيها المصلحة العليا للوطن وشعب الجنوب ومحافظة أبين على أي مصالح حزبية أو شخصية أو مناطقية ضيقة.

• القوات الجنوبية تتصدى لتفجير إرهابي في عدن.. تفكيك شاحنة مفخخة

ودعت القوات الجنوبية، جميع الجنوبيين إلى سرعة الالتحاق بصفوف إخوانهم الجنوبيين للوقوف جميعاً في خندق الدفاع عن أرض الجنوب وأمنه واستقراره وشعبه وهويته وتاريخه وحاضره ومستقبله.

ويغلق مكافحة الإرهاب وفرض الأمن في أبين التي ظلت على هامش ثقلها لسنوات الأبواب على مليشيات الحوثي الذين حاولوا مؤخرًا زراعة خلايا إرهابية في المحافظة فيما يحاول تنظيم القاعدة إبقائها بؤرة لاستهداف جنوب اليمن لا سيما العاصمة عدن....

Source: <https://al-ain.com/article/1661194108>.

Appendix A Unofficial Translation of Southern forces operation “Arrows of the East” in Abyan

Arrows of the East... an operation by the southern forces to combat terrorism in Abyan

Al Ain News - Aden

Monday 8/22/2022

The southern forces in Yemen launched, on Monday, the military operation "Arrows of the East" to purify the Abyan Governorate of terrorist groups, both al-Qaeda and the Muslim Brotherhood.

The southern forces issued a statement broadcast on the official TV of the Southern Transitional Council, stating, "The President of the Transitional Council, the Supreme Commander of the Southern Forces, directed the launch of a military operation to liberate Abyan Governorate from terrorist groups and outlaw elements."

According to the statement, "the military operation aims to protect the roads linking the southern governorates, stop the smuggling of weapons across the coastal strip in Abyan Governorate to the areas of the Houthi militia, and combat al-Qaeda."

After the Brotherhood's defences collapsed, the southern forces liberated oil areas in Shabwa

The launch of the military operation in Abyan came after the southern forces in the Abyan axis declared on Monday their readiness to unify efforts, close ranks, and stand by the southern brothers in the army and security in Shuqra and the central region of Abyan to confront the common real enemy that threatens the security and stability of Abyan and the south in general, represented by the Houthi militia and terrorist organizations.

The forces called on all southern brothers, members of the army and security in Shuqra and the central region of Abyan, to overcome all political and partisan differences and start a new page in which the supreme interest of the homeland, the people of the south, and Abyan Governorate transcends any partisan, personal, or narrow regional interests

The southern forces called on all southerners to quickly join the ranks of their southern brothers to stand together in the trench to defend the land, security, stability, people, identity, history, present and future of the south.

The fight against terrorism and the imposition of security in Abyan, which has remained on the sidelines for years, closes the doors to the Houthi militia, who have recently tried to plant terrorist cells in the governorate, while al-Qaeda is trying to keep it as a focal point for targeting southern Yemen, especially the capital, Aden

Figure 7.2

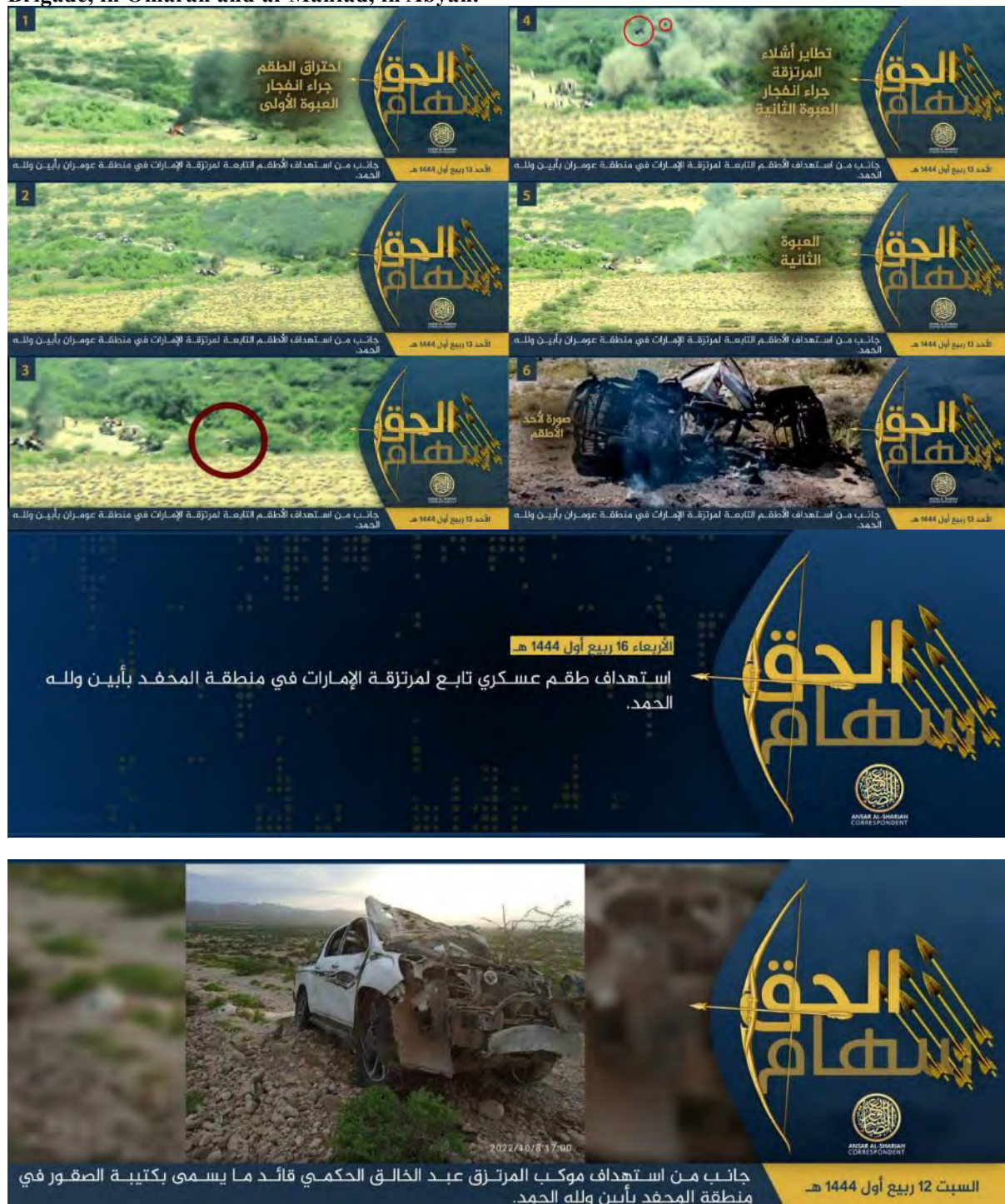
AQAP claims of attacks against the Security Belt Forces in Abyan in September 2022 as part of the “Arrows of the Truth” operation



Source: <https://twitter.com/G88Daniele/status/1570897272657047553>

Figure 7.3

In October 2022, AQAP claimed several attacks against the Security Belt Forces, and the al-Saqour (Falcon) Brigade, in Oamaran and al-Mahfad, in Abyan.



Source: <https://twitter.com/G88Daniele/status/1580318129783463937>.

Figure 7.4

AQAP claimed an IED attack against the “Shabwa Defence Forces” in the Al-Masnaa area in Shabwa in October 2022



Source: <https://twitter.com/G88Daniele/status/1580948409716191232>.

Figure 7.5

AQAP claiming an attack in Wadi al-Khayala in the al-Mahfad area, Abyan, as part of the “Arrows of the Truth” operation in November 2022.

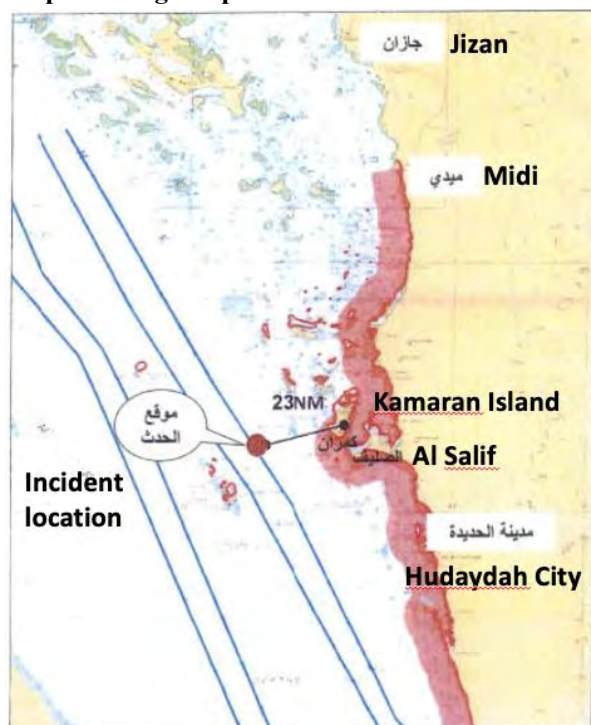


Source: <https://twitter.com/G88Daniele/status/1589256038670536704>.

Annex 8 Seizure of the RWABEE by Houthi forces on 4 January 2022

Figure 8.1

Map showing the position of the RWABEE at the time of the attack



Source: Confidential

Figure 8.2

Tweet from UNMHA showing the RWABEE and its crew members in Al Salif port



UN Mission to support the Hudaydah Agreement
@UN_Hudaydah

...

1. As part of its routine weekly patrol, UNMHA visited As-Salif port and neighbouring areas this afternoon. The patrol team saw the RWABEE vessel from a distance and spoke to its crew members



9:24 PM · Jan 12, 2022

Source: https://twitter.com/un_hudaydah/status/1481361543145078792?lang=en.

Figure 8.3

Images released in Houthi-affiliated media showing the alleged cargo of the RWABEE



Source: https://twitter.com/Fath_ol_Mobin/status/1478115022240894979.

Figure 8.4

Images released in Houthi-affiliated media showing the alleged cargo of the RWABEE



Source: https://twitter.com/Fath_ol_Mobin/status/1478115140738371589.

Figure 8.5

Cargo manifest of the RWABEE obtained by the Panel

KHALID FARAJ SHIPPING INTEGRATED MANAGEMENT SYSTEM MANUAL
VESSEL'S CARGO MANIFEST

Job Reference No.: **VESSEL'S CARGO MANIFEST**

Vessel Name:	Lct Rwabee	Date:	28 DEC 2021
Voyage No:	04 SOCOTRA TO JIZAN	ETD:	HRS/29 DEC 2021
Shipper / Consignee:	Joint Forces Command, Socotra / Joint Forces Command, Saudi Arabia	ETA:	HRS/04 JAN 2022

S. No.	Cargo Description	L	W	H	QTY	CBM	WL	Remarks
1	SHELTER BOX	2	2	2	26	208	13	
2	RUBBER TASKBOAT AND SPECIAL OPERATIONS	11	2	1.5	2	66	3	NOT WORK
3	TOYOTA JEEP SHAS	5.23	2	2	2	37.9	3.9	NOT WORK
4	FIELD WASHER	12	2.6	3.5	1	109.2	5	NOT WORK
5	JEEP SHAS	5.23	1.78	2	1	18.1	2	WORK
6	WINCH HAMET	8.8	2.5	3.2	1	70.4	13	WORK
7	WHITE BURNERS (PETROL) MERCEDES	10.7	2.9	3	1	93.1	13	NOT WORK
8	SHELTER MAINTENANCE VEHICLE	7	2.5	4	1	70	13	WORK
9	FIELD KITCHEN	3	2	3	3	54	5	WORK
10	JEEP AMBULANCE	3.5	2.1	2.3	2	33.8	4	WORK
11	FIELD HOSPITAL	8	4	4	1	128	5	WORK
12	HUMMER SATELLITE JEEP	11	2.4	3	1	79.2	8	NOT WORK
13	TRILLA HEAD HEMET	7	2.47	3	1	51.9	7	WORK
14	MERCEDES HEAD LP	6.8	2.49	3.56	1	60.3	7	NOT WORK
15	20 FT CONTAINER	6	2.4	2.6	1	37.5	4	
	TOTAL				45	1117.4	103.9	

Note: 1) Provide MSDS for all hazardous cargo. 2) Check after loading and arrival on destination about the condition of cargo and sign for acknowledgement that cargo received is complete. 3) Use in good condition. Please do not accept the cargo if the podfooth or seal or loading arrangement is found broken.

Shipper Representative (Name and Signature): *[Signature]* Master (Name and Signature): *[Signature]* Chief Officer (Name and Signature): *[Signature]* Consigner Representative (Name and Signature): *[Signature]*

Joint Forces Command, Socotra
Capt. Carlos P. De...
Operations Manager / Charterer or Shipper / General Manager

M.V. "RWABEE"
IMO No. 9614115
Call Sign: A852061
MMSI: 230440040
Flag: U.A.E.
Revision: 027 Issue Date: 15-September-2015

Document No: XFS/MSF/SOM/02/ Vessel's Cargo Manifest Page 1 of 1

Source: Confidential

Figure 8.6

Image showing a Houthi-organised mass wedding onboard the RWABEE on 8 November 2022

Source: <https://twitter.com/Syribelle/status/1590088917835198464>.

Annex 9 Attack on the crude oil tanker PRATIKA on 21 November 2022

Figure 9.1

Still from CCTV footage showing the cruise missile in-flight



Source: Confidential

Figure 9.2

Still from CCTV footage showing the cruise missile close to the PRATIKA, shortly before impact



Source: Confidential

Figure 9.3

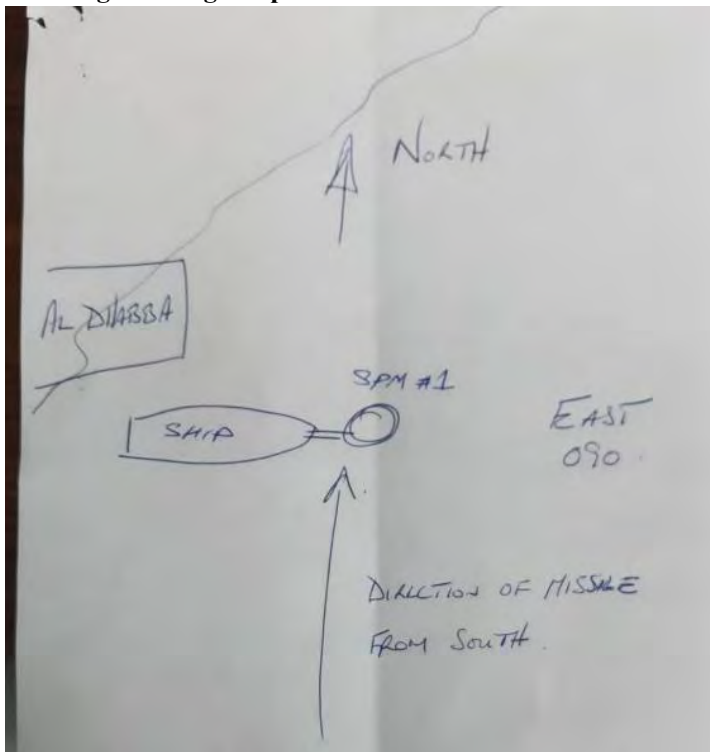
Image showing the single mooring point buoy after the attack



Source: Confidential

Figure 9.4

Drawing showing the position of the PRATIKA and the direction of the attack



Source: Confidential

Figure 9.5

Fuselage debris of a Quds-type cruise missile recovered from the seabed after the attack



Source: Confidential

Figure 9.6

Fuselage debris of a Quds-type cruise missile recovered from the seabed after the attack



Source: Confidential

Figure 9.7

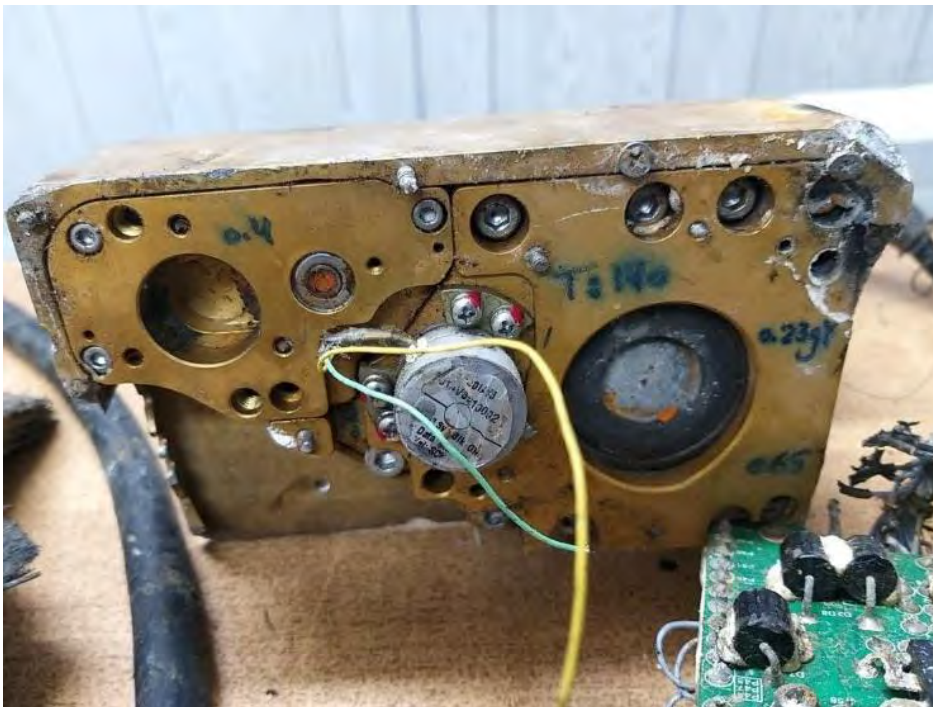
Debris of a servo actuator recovered from the seabed after the attack



Source: Confidential

Figure 9.8

Debris of a servo actuator recovered from the seabed after the attack



Source: Confidential

Annex 10 Weapons shown during the Houthi parades in September 2022

1. During the reporting period, the Houthis organized two large military parades – one took place at the Podium Theater in Hudaydah on 1 September 2022, while the second took place in Sana'a on 21 September 2022. Both events were used to display “new” weapon systems and to show that the Houthi forces have the capability to threaten vessels in the Red Sea and to strike land targets at middle- and long distances. The focus of this annex is on previously undocumented weapon systems shown during the parade. The Panel cannot confirm whether all weapon systems shown are actually operational. The Panel notes Houthi claims that the “new” weapon systems were developed and manufactured in Yemen, however a number of them show external similarities with weapon systems manufactured in other countries. This does not necessarily imply that they were provided to the Houthis in violation of the targeted arms embargo. In order to make such an assessment, additional investigations, including an inspection of the weapon systems, would be necessary.

2. The Houthis have displayed four different types of anti-ship missiles during the parades. These include the “Al-Mandab 1” and “Al-Mandab 2” anti-ship cruise missiles. “Al-Mandab 1” missiles were previously shown during an exhibition in Hudaydah in November 2017.¹⁰⁷ According to the Houthi-affiliated media, the “Al-Mandab 1” is solid fuel missile and has a length of 5.81 metres and a diameter of 0.36 centimetres, while the “Al-Mandab 2” has a similar diameter, a length of seven metres and a range of 300 kilometres and is powered by a micro-turbojet engine. It is also claimed that the “Al-Mandab 1” is based on the Chinese “C-801” missile, which had been exported to Yemen prior to the conflict, while the “Al-Mandab 2” is “100% made in Yemen”.¹⁰⁸ The Panel notes there are significant external similarities between those two missiles and the “C-801” and “C-802” anti-ship cruise missiles manufactured in China, which also have a similar diameter; as well as with the “Ghader” and “Ghadir” anti-ship cruise missiles, which were unveiled by Iran in 2011 and 2015 respectively, and which are based on the “C-802” missile. Other less sophisticated anti-ship missiles shown include the “Rubezh” which is a “P-15 Termit” coastal anti-ship missile developed in the Soviet Union in 1950s, which has been known to have been exported to Yemen prior to the conflict; as well as the “Falaq-1” anti-ship ballistic missile, which seems to be a naval version of the “Badr-1P”, a guided version of artillery rocket, which has been in use by the Houthis since at least 2017.

Figure 10.1

Information regarding the “Al-Mandab 1” in the Houthi-affiliated media



Source: <https://english.almayadeen.net/news/politics/prominent-characteristics-of-missiles-unveiled-by-yemeni-arm>

¹⁰⁷ <https://www.tasnimnews.com/en/news/2017/11/08/1567835/yemen-displays-new-naval-missile-in-hudaydah-photos>.

¹⁰⁸ <https://english.almayadeen.net/news/politics/prominent-characteristics-of-missiles-unveiled-by-yemeni-arm>.

Figure 10.2

“Al-Mandeb 1” anti-ship cruise missile shown in Sana’a on 21 September 2022



Source: <https://www.middleeastmonitor.com/20220922-yemen-pro-houthi-army-unveils-new-weapons-at-parade-marking-revolutions-8th-anniversary/>.

Figure 10.3

“Ghader” anti-ship cruise missile shown in the Iranian media



Source: <https://iranpress.com/content/48889/qader-anti-ship-missile-capable-against-coastal-targets-boats#images-6>.

Figure 10.4

“C-802” anti-ship cruise missile



Source: <https://i0.wp.com/www.defensemedianetwork.com/wp-content/uploads/2013/01/C802-Missile.jpg?ssl=1>.

Figure 10.5

Information regarding the “Al-Mandab 2” in the Houthi-affiliated media



Source: <https://english.almayadeen.net/news/politics/prominent-characteristics-of-missiles-unveiled-by-yemeni-arm>.

Figure 10.6

“Al-Mandeb 2” anti-ship cruise missile shown in Sana’a on 21 September 2022



Source: <https://www.middleeastmonitor.com/20220922-yemen-pro-houthi-army-unveils-new-weapons-at-parade-marking-revolutions-8th-anniversary/>.

Figure 10.7

“Ghadir” anti-ship cruise missile shown in the Iranian media



Source: <https://web.archive.org/web/20200510173516/https://en.mehrnews.com/news/112393/Navy-equipped-with-long-range-cruise-missile-Ghadir>.

Figure 10.8

“Rubezh” anti-ship cruise missile shown in Hudaydah on 1 September 2022



Source: <https://twitter.com/TacticalReport/status/1571884327666794496>.

Figure 10.9

“Falaq-1” anti-ship ballistic missile shown in Hudaydah on 1 September 2022



Source: <https://www.saba.ye/en/news3201309.htm>.

Annex 11 Interdiction of the dhow AL-GHAZAL 1 on 20 December 2021

Figure 11.1
Intercept of the dhow by U.S. warships



Source: Confidential

Figure 11.2
Arms and ammunition boxes found on the dhow



Source: Confidential

Figure 11.3

Green canvas bags containing assault rifles found on the dhow



Source: Confidential

Figure 11.4

White canvas bags containing boxes of ammunition found on the dhow



Source: Confidential

Figure 11.5

Garmin eTrex 10 GPS navigational device found on the dhow



Source: Confidential

Figure 11.6

Trackpoints allegedly retrieved from Garmin eTrex 10 GPS shown in Figure 10.5



Source: Confidential

Figure 11.7

Yemeni boat registration document of the seized dhow (front side)

الجمهورية اليمنية
وزارة الداخلية
مصلحة خفر السواحل
الإدارة العامة للأمن البحري
وحراسة السواحل

إدارة الأمن البحري

كرت تسجيل / ترقيم قارب ص 13028

اسم المالك : [REDACTED]
نوع القارب : قارب بحري
الطول : 24 العرض : 7 اللون : [REDACTED]
عدد البحارة : 15
تاريخ الإصدار : 2021/10/16 تاريخ الانتهاء : 2022/10/16
التوقيع : [Signature]
مدير الأمن البحري
مقدم / يوسف عبيد الله علي هاشم
انغزال-1

Source: Confidential

Figure 11.8

Yemeni boat registration document of the seized dhow (rear side)

ص 13028/2

إرشادات

- 1- تؤكد هذه البطاقة أنه قد تم تسجيل وترقيم القارب في مصلحة خفر السواحل.
- 2- لا يجوز استخدام أو استبدال هذه البطاقة لأي قارب آخر.
- 3- لا تعتبر هذه البطاقة تصريح بمزاولة مهنة الاصطياد.
- 4- في حالة فقدان البطاقة يبلغ عنها فوراً .. وعلى من يجدها إيصالها إلى أقرب فرع.

رقم المحرك : 03511 قوته : 480 خيل نوعه : يانمار - ديزل

Source: Confidential

Figure 11.9

Type 56-1 assault rifle inspected by PoE Somalia



Source: PoE Somalia

Figure 11.10

Detail of marking on Type 56-1 assault rifle inspected by PoE Somalia



Source: PoE Somalia

Figure 11.11

Sample of serial numbers inspected by PoE Somalia (highlighted in the tables below)

		
16- 61089552	16 - 61104554	16- 6110747
		
17 - 62039574	17 - 62107561	17 - 62118520

Source: PoE Somalia

Table 11.1

Serial numbers between 61000281 and 61095088

61000281	61069857	61080410	61083815	61085043	61086169	61087239	61088540	61089708	61092957
61000312	61069929	61080494	61083834	61085051	61086191	61087247	61088553	61089712	61092961
61000329	61070065	61080603	61083868	61085055	61086218	61087264	61088557	61089759	61093098
61000532	61070096	61080605	61083955	61085120	61086231	61087302	61088598	61089762	61093257
61003234	61070115	61080696	61083995	61085138	61086255	61087341	61088607	61089788	61093258
61003990	61070459	61080700	61083995	61085146	61086256	61087390	61088620	61089789	61093293
61006237	61070739	61080701	61084073	61085159	61086303	61087401	61088623	61089834	61093342
61008996	61070987	61080702	61084102	61085171	61086354	61087612	61088647	61089851	61093364
61008997	61071206	61080706	61084118	61085197	61086360	61087718	61088678	61089854	61093487
61017588	61071235	61080729	61084145	61085224	61086373	61087720	61088687	61089907	61093520
61038339	61071356	61080735	61084154	61085324	61086389	61087733	61088766	61089919	61093545
61040462	61071380	61080800	61084157	61085338	61086435	61087764	61088773	61089923	61093564
61044380	61071429	61080983	61084158	61085341	61086441	61087779	61088790	61090161	61093583
61047341	61071528	61081219	61084160	61085367	61086449	61087810	61088793	61090272	61093595
61048624	61071574	61081227	61084195	61085383	61086450	61087833	61088815	61090305	61093678
61054712	61071661	61081429	61084197	61085399	61086513	61087847	61088830	61090375	61093732
61056959	61071710	61081520	61084227	61085412	61086519	61087866	61088839	61090402	61093734
61057023	61071778	61081740	61084232	61085438	61086520	61087878	61088874	61090421	61093756
61058956	61071842	61081745	61084259	61085442	61086530	61087882	61088877	61090423	61093770
61058993	61071883	61082092	61084290	61085457	61086574	61087888	61088884	61090426	61093900
61059684	61071921	61082501	61084367	61085471	61086579	61087901	61088909	61090432	61093901
61059750	61071941	61082512	61084370	61085485	61086583	61087918	61088939	61090470	61093907
61059843	61076830	61082644	61084387	61085489	61086608	61087923	61088952	61090660	61094000
61060000	61077703	61082658	61084394	61085498	61086652	61087994	61088966	61090747	61094004
61064156	61077743	61082672	61084396	61085505	61086676	61087995	61088980	61090776	61094127
61064654	61077920	61082701	61084502	61085531	61086759	61088009	61088991	61090854	61094237
61064776	61078217	61082836	61084557	61085545	61086776	61088076	61088994	61090909	61094290
61064793	61078580	61082940	61084590	61085555	61086787	61088086	61088999	61090932	61094364
61064932	61078599	61082950	61084593	61085565	61086863	61088155	61089042	61091130	61094484
61064940	61078706	61083018	61084603	61085631	61086888	61088165	61089078	61091189	61094515
61065027	61078717	61083155	61084649	61085644	61086903	61088222	61089081	61091225	61094545
61065028	61078831	61083203	61084675	61085695	61086908	61088232	61089126	61091255	61094562
61065056	61079022	61083338	61084694	61085704	61086963	61088235	61089188	61091409	61094650
61065073	61079227	61083339	61084709	61085713	61086997	61088245	61089419	61091542	61094702
61066799	61079238	61083345	61084727	61085744	61087011	61088250	61089433	61091611	61094705
61066924	61079255	61083381	61084737	61085751	61087015	61088256	61089440	61091765	61094712
61066959	61079331	61083434	61084747	61085752	61087016	61088267	61089496	61091950	61094745
61067478	61079400	61083484	61084756	61085782	61087018	61088356	61089537	61091952	61094784
61067752	61079412	61083516	61084798	61085829	61087029	61088360	61089552	61091958	61094804
61068078	61079422	61083529	61084801	61085864	61087047	61088415	61089554	61092150	61094813
61068251	61079463	61083562	61084827	61085937	61087075	61088417	61089565	61092155	61094831
61068335	61079567	61083582	61084833	61085942	61087090	61088437	61089566	61092239	61094912
61068422	61079627	61083586	61084907	61085943	61087093	61088461	61089585	61092248	61094978
61068914	61079979	61083611	61084938	61085992	61087116	61088462	61089592	61092392	61094980
61069419	61080066	61083656	61084956	61086008	61087127	61088463	61089616	61092429	61094987
61069424	61080118	61083688	61084971	61086032	61087145	61088468	61089663	61092515	61095048
61069613	61080186	61083749	61084991	61086064	61087169	61088475	61089666	61092531	61095050
61069704	61080237	61083777	61085010	61086097	61087189	61088479	61089694	61092617	61095073
61069718	61080361	61083781	61085026	61086156	61087229	61088510	61089695	61092688	61095081
61069749	61080395	61083785	61085034	61086156	61087237	61088521	61089703	61092896	61095088

Source: Confidential and PoE Somalia

Table 11.2

Serial numbers between 61095093 and 61111176

61095093	61096704	61098189	61099640	61101086	61102986	61104190	61105212	61106729	61108825
61095106	61096726	61098201	61099641	61101089	61103025	61104241	61105222	61106809	61108864
61095140	61096727	61098264	61099665	61101103	61103040	61104246	61105258	61106810	61108873
61095200	61096740	61098325	61099688	61101117	61103148	61104259	61105278	61106811	61108940
61095224	61096755	61098327	61099741	61101121	61103184	61104287	61105294	61107040	61108965
61095226	61096762	61098341	61099746	61101160	61103201	61104305	61105295	61107049	61108967
61095276	61096768	61098486	61099764	61101164	61103211	61104332	61105388	61107067	61108995
61095279	61096796	61098553	61099798	61101172	61103216	61104333	61105450	61107072	61109003
61095442	61096801	61098565	61099811	61101182	61103217	61104336	61105452	61107073	61109004
61095514	61096803	61098566	61099829	61101270	61103221	61104350	61105466	61107118	61109062
61095516	61096866	61098587	61099884	61101347	61103254	61104357	61105507	61107119	61109255
61095538	61096869	61098598	61099894	61101493	61103271	61104375	61105551	61107129	61109343
61095571	61096911	61098604	61099903	61101552	61103282	61104380	61105554	61107131	61109401
61095627	61096926	61098620	61100026	61101573	61103289	61104385	61105560	61107194	61109423
61095628	61096941	61098692	61100032	61101586	61103339	61104475	61105569	61107225	61109426
61095632	61097009	61098715	61100033	61101602	61103440	61104485	61105570	61107267	61109472
61095711	61097019	61098770	61100074	61101617	61103446	61104487	61105572	61107282	61109579
61095758	61097027	61098807	61100180	61101661	61103458	61104494	61105575	61107317	61109590
61095770	61097050	61098819	61100259	61101670	61103467	61104502	61105593	61107364	61109591
61095773	61097067	61098832	61100272	61101747	61103518	61104529	61105684	61107470	61109621
61095804	61097072	61098850	61100311	61101758	61103546	61104550	61105694	61107540	61109630
61095847	61097096	61098946	61100361	61101882	61103557	61104554	61105725	61107590	61109770
61095904	61097114	61098972	61100432	61101890	61103568	61104558	61105731	61107611	61109906
61095915	61097164	61099017	61100437	61101909	61103587	61104571	61105774	61107613	61109989
61095916	61097167	61099037	61100481	61102027	61103605	61104573	61105778	61107619	61110053
61095958	61097169	61099097	61100528	61102029	61103631	61104624	61105788	61107656	61110121
61096093	61097172	61099133	61100591	61102039	61103637	61104632	61105793	61107809	61110235
61096110	61097183	61099144	61100616	61102060	61103640	61104670	61105880	61107820	61110239
61096147	61097245	61099210	61100636	61102082	61103712	61104675	61105885	61107836	61110244
61096154	61097249	61099215	61100650	61102114	61103722	61104677	61105890	61107852	61110253
61096157	61097285	61099222	61100669	61102122	61103733	61104733	61105897	61107855	61110288
61096161	61097314	61099259	61100672	61102150	61103734	61104762	61105972	61107856	61110292
61096188	61097333	61099338	61100680	61102182	61103738	61104768	61106000	61107871	61110311
61096227	61097335	61099382	61100703	61102191	61103794	61104770	61106065	61107887	61110363
61096322	61097338	61099389	61100751	61102200	61103857	61104780	61106075	61107903	61110378
61096351	61097384	61099431	61100756	61102207	61103894	61104781	61106097	61107920	61110492
61096392	61097450	61099449	61100774	61102213	61103920	61104843	61106177	61107932	61110547
61096407	61097647	61099496	61100776	61102217	61103955	61104869	61106181	61108070	61110595
61096417	61097648	61099500	61100801	61102227	61103965	61104910	61106185	61108133	61110726
61096447	61097672	61099521	61100809	61102325	61103989	61104918	61106199	61108145	61110822
61096450	61097703	61099534	61100934	61102483	61104035	61104997	61106205	61108443	61110840
61096451	61097746	61099536	61100939	61102502	61104038	61105007	61106225	61108454	61110842
61096522	61097884	61099557	61100971	61102533	61104040	61105010	61106233	61108461	61110867
61096529	61097888	61099578	61100975	61102543	61104041	61105037	61106241	61108476	61110870
61096553	61097905	61099579	61100977	61102581	61104042	61105053	61106368	61108491	61110879
61096556	61097931	61099588	61100991	61102600	61104102	61105175	61106372	61108593	61110883
61096570	61097972	61099591	61100997	61102641	61104106	61105180	61106402	61108594	61111041
61096571	61098092	61099608	61101006	61102666	61104111	61105200	61106490	61108599	61111092
61096597	61098104	61099614	61101027	61102730	61104120	61105202	61106654	61108643	61111102
61096617	61098109	61099618	61101073	61102785	61104173	61105205	61106708	61108801	61111176

Source: Confidential and PoE Somalia

Table 11.3

Serial numbers between 6111123 and 67707218

61111233
61111458
61111515
61111549
61111574
61111654
61111715
61111721
61111729
61111733
61111746
61111887
61111897
61111898
61111901
61111924
61111950
61111958
61111960
61111962
61112049
61112092
61120049
61120256
61120275
61120369
61120374
61120482
61120500
61120509
61120536
61120556
61120557
61120576
61120668
61120677
61120753
61120754
61127101
61129726
61129872
61130877
61131427
61131568
61131596
61132070
61132296
61132473

Source: Confidential and PoE Somalia

Table 11.4

Serial numbers between 62000168 and 62132135

62000168	62017344	62027089	62036967	62041683	62094557	62115493	62129506
62000267	62017435	62027208	62037160	62041752	62094573	62115622	62129645
62000281	62017673	62027470	62037166	62041786	62094721	62115635	62129842
62000328	62018213	62027643	62037172	62041802	62094839	62115669	62129856
62000424	62018214	62027689	62037357	62041878	62094861	62115996	62130195
62000430	62018247	62027719	62037397	62041943	62094890	62116728	62130688
62000431	62018296	62027956	62037535	62041951	62095105	62117216	62131184
62000492	62018563	62028020	62037558	62042080	62096748	62117528	62132135
62000569	62018802	62028061	62037789	62042192	62100651	62117930	
62000717	62019013	62028083	62037862	62042213	62101188	62117973	
62000965	62019157	62028517	62038077	62042226	62101741	62118035	
62000971	62019229	62028613	62038130	62042493	62101747	62118042	
62001226	62019302	62028675	62038167	62042603	62101961	62118122	
62001282	62019320	62028847	62038190	62042819	62102108	62118258	
62001490	62019332	62028918	62038272	62043030	62102136	62118263	
62001519	62019354	62028927	62038486	62043098	62102343	62118389	
62001538	62019446	62029309	62038514	62043115	62102531	62118520	
62001635	62019538	62029427	62038793	62043137	62102532	62118632	
62001660	62019540	62029501	62038818	62043147	62102587	62118649	
62002159	62019549	62029597	62038864	62043168	62102593	62118831	
62002421	62019567	62029599	62038991	62043319	62102633	62118899	
62002474	62019599	62029665	62039198	62043591	62102692	62119060	
62006044	62019665	62029760	62039261	62044073	62102711	62119085	
62006097	62019678	62029917	62039312	62044207	62102719	62119237	
62006106	62019698	62030476	62039574	62046797	62103343	62119370	
62006122	62019728	62031151	62039757	62047742	62103427	62119381	
62006152	62019770	62031295	62039766	62064746	62107561	62122100	
62006164	62019842	62031516	62039793	62068225	62109763	62123208	
62006175	62019966	62031595	62040028	62068417	62110053	62123672	
62006179	62020053	62031601	62040040	62068497	62110170	62123674	
62006217	62020242	62032046	62040041	62068506	62110192	62123694	
62006253	62020273	62032107	62040164	62068529	62110198	62123723	
62006318	62020551	62032570	62040190	62068826	62110216	62123738	
62007914	62020642	62032943	62040345	62068970	62110236	62123834	
62008220	62020787	62033097	62040385	62069138	62110322	62123848	
62008368	62020826	62033141	62040386	62069773	62110424	62124006	
62009420	62020840	62033876	62040560	62079440	62110437	62126045	
62010092	62020985	62034639	62040569	62082117	62110513	62126757	
62010893	62023538	62035391	62040719	62085790	62110529	62127387	
62011121	62023659	62035848	62040728	62089528	62110594	62127628	
62011850	62023801	62035948	62040781	62090745	62110863	62127835	
62011890	62025004	62036074	62040838	62092334	62110893	62128055	
62012925	62025221	62036081	62040852	62093141	62111124	62128063	
62014240	62025477	62036124	62041004	62093513	62111698	62128096	
62016955	62025775	62036189	62041017	62093862	62112450	62128590	
62017001	62026034	62036274	62041046	62093958	62112609	62128636	
62017041	62026106	62036337	62041051	62094016	62115287	62128912	
62017241	62026109	62036425	62041084	62094333	62115290	62129032	
62017269	62026112	62036716	62041235	62094382	62115458	62129101	
62017270	62026290	62036942	62041371	62094492	62115490	62129282	

Source: Confidential and PoE Somalia

Figure 11.12

Markings on ammunition box indicating manufacture at State Factory 71



Source: PoE Somalia

Figure 11.13

Partially obliterated markings on ammunition box



Source: PoE Somalia

Figure 11.14

Headstamp on cartridge showing manufacture by State Factory 71, likely in 1973



Source: PoE Somalia

Figure 11.15

Markings on ammunition box indicating manufacture at Factory 10 in Bulgaria



Source: PoE Somalia

Figure 11.16

Detail of control number (5449) on the box with the lot number 16-86



Source: PoE Somalia

Figure 11.17

Headstamp on cartridge showing manufacture by Factory 10 in 1986



Source: PoE Somalia

**Annex 12
chemicals****Network of individuals involved in the maritime smuggling of arms, ammunition, and
Confidential**

Annex 13 Seizure of SALW from a dhow on Socotra Island on 28 January 2022

The Panel has noted media reports that the Yemeni police seized 53 weapons in the vicinity of Qulansiyah on the island of Socotra on 28 January 2022 from a “weapon smuggling cell”. According to local news reports, the weapons were found on a dhow and the smugglers were detained.¹⁰⁹ The single available image of the seized weapons shows a collection of assault rifles from different manufacturers, magazines and at least one light machine gun (see figure 12.1 below). The Panel notes that the mix of weapons as well as their condition is significantly different from those in previous maritime seizures, which raises the possibility that they were destined for the black market, for example in Somalia, rather than for the Houthi forces, as alleged in the media article. The Panel has contacted the Government of Yemen, requesting an opportunity to inspect the weapons and to interview the smugglers; a response is pending.

Figure 13.1
SALW seized on Socotra on 28 January 2022



Source: <https://adengad.net/posts/594807>.

¹⁰⁹ <https://adengad.net/posts/594807>

Annex 14 Seizure of arms and ammunition from a dhow in the Red Sea on 24 September 2022

The Panel noted media reports that, on 24 September 2022, the Sudanese Navy interdicted, in the Red Sea, a dhow crewed by four Yemenis with a cargo of 90 assault rifles, several hundred boxes of SALW ammunition as well as detonating cords and fuses. Information regarding this seizure remains limited and contradictory: according to a spokesperson of the Sudanese Navy, the dhow was interdicted “near the al-Sabaat islands inside of Sudanese territorial waters”.¹¹⁰ While initial news reports claimed that the boat was headed for Hudaydah,¹¹¹ later reports suggested that the weapons were smuggled out of Yemen. The Panel notes that a seizure inside of Sudanese territorial waters would only make sense if the destination of the dhow was either Sudan or some place in the Northern Red Sea. The Panel contacted Sudan requesting more information on the seizure, as well as an opportunity to inspect the cargo, and to interview the smugglers. A response is pending.

Figure 14.1

Seized weapons and related items displayed in Sudan



Source: <https://sudantribune.com/article264571/>.

Figure 14.2

Seized SALW ammunition displayed in Sudan



Source: https://twitter.com/SudanTribune_EN/status/1574304316630142976/photo/2.

¹¹⁰ <https://sudantribune.com/article264571/>.

¹¹¹ <https://www.khabaragency.net/news177934.html>.

Figure 14.3
Seized SALW ammunition displayed in Sudan



Source: https://twitter.com/SudanTribune_EN/status/1574304316630142976/photo/3

Figure 14.4
Seized detonating cord displayed in Sudan



Source: https://twitter.com/SudanTribune_EN/status/1574304316630142976/photo/4.

Annex 15 Seizure of urea fertilizer from the dhow AL-ETIHAD on 18 January 2022

Figure 15.1

Intercept of the dhow by U.S. warships



Source: Confidential

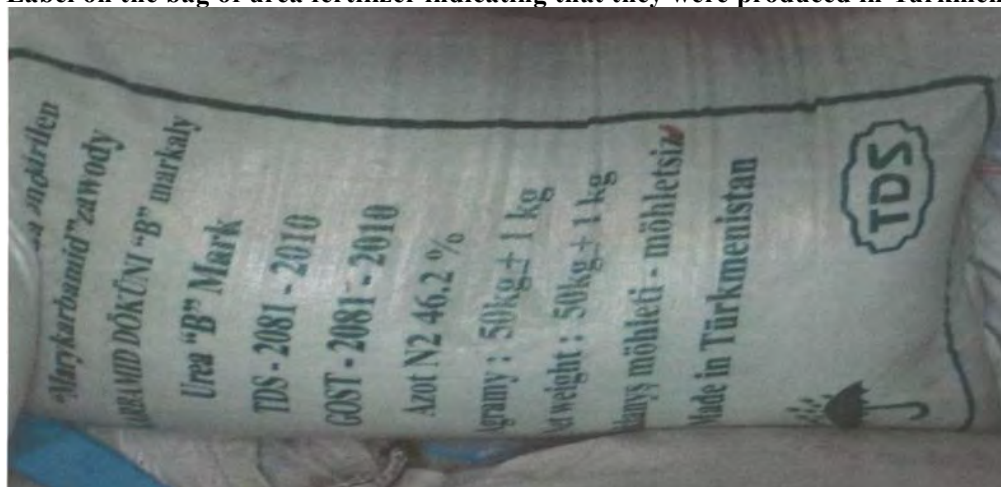
Figure 15.2

Registration number of the dhow - 3347



Source: Confidential

Figure 15.3

Label on the bag of urea fertilizer indicating that they were produced in Turkmenistan¹¹²

Source: Confidential

¹¹² The Panel has contacted Turkmenistan requesting information regarding the fertilizer, a response is pending.



Urea 46% Mark
TDS--2081--2010
GOST--2081--2010
Azot N2 46.2%
Net weight: 50kg±1kg
Produced By: Handan petrochemical Company
Product Date: 1/11/2017
Expair Date: 1/11/2024
Serial No.: 2019111

Figure 15.5

[illegible]

¹¹³ The Panel has tried to verify whether the urea fertilizer was indeed manufactured by “Handan petrochemical company”. While companies with similar names exist, it is unclear whether they manufacture urea and/or whether they have production facilities in Turkmenistan.

22-29490

Source: Confidential

Figure 15.7
Yemeni boat registration document found on the dhow

Source: Confidential

Figure 15.8
 Forged Sri Lankan Ship Registration document found on the AL-ETIHAD

REG FORM NO. 3

CERTIFICATE OF SRI LANKA REGISTRY PARTICULAR OF SHIP

Official number	Name of ship	No. Port and Port of Registry	No. year and port of previous registry (if any)
1003686	ETIHAD	COLOMBO	SRI LANKA
Whether a sailing vessel or motor ship if motor ship, type of propulsion	Where built	When built	Name and address of owner
DIESEL	YEMEA	2010	HYDRAMAJIT - YEMEN
Number of decks	NO	Length	Beam
Number of masts	ONE	Depth	Drain
Engine	POWER CLASS	Max. H.P. (Gross)	Max. H.P. (Net)
Year	2010	Year of build	Year of build
Particulars of propulsion	COMMERCIAL	Length of engine room	Length of engine room
Number of shafts	ONE	Length of engine room	Length of engine room

PARTICULARS OF PROPELLING ENGINES, E.C. (IF ANY), As Supplied By Builders, Owners Engine Masters

No. of Engines	Description of Engines	When Made	Name and address of makers	Rated engine	Rated engine	S.P.P. (H.P.)
1	Engine		YANMAR JAPAN	68	130MM	450
No. of shafts	Particulars of shafts	2010		Length of shafts		H.P.

Particulars of Tonnage

This ship is assigned 100% of Tonnage Mark On Each Side Of The Ship Which Is _____ inches Below The Upper Deck Line And When This Mark Is Submerged The Above Tonnage Are Applicable.

When Tonnage Mark Is Not Submerged The Following Tonnage Are Applicable:

GROSS TONNAGE	250.00	Tons	785.10	Cubic Meters
REGISTER TONNAGE	235.00	Tons	760.30	Cubic Meters

Number of persons and apprentices for whom accommodation is certified: 15 Crew

I, the undersigned, Registry of Sri Lanka Ship at the Port of COLOMBO hereby certify that the ship, the description of which is prefixed to this is my & my office's, has been duly surveyed, and the above description is in accordance with the Register Book, that the number of the said ship is _____, and number of the said ship is _____.

Name, Residence And Occupation Of The Owner 100%
FAISAL ALI HANAN GUBAISI
 YEMEN

dated at COLOMBO this 11/08/2021 two thousand twenty one
 This certificate expires on 10/09/2022 two thousand twenty two register of sri lanka

REGISTRY OF SRI LANKA
 COLOMBO SHIP

Notice: - A Certificate of Registry is not a document of title. It does not necessarily transfer or alter (change) ownership, and it cannot be used as evidence of ownership. The ship, in case of any change of ownership it is important for the protection of the interests of all parties that the change should be registered according to the Rules, Chapter of Demographic Address. If other Registration Particulars should be notified to the Registry in the Port of Registry should the vessel be used, and to the Registrar, to ensure the vessel is properly registered and the Certificate Registry of the Government should immediately be shown to the Registrar.

Source: Confidential

Figure 15.9
Forged UAE Vessel Exit Permit for ETIHAD (first page)

[illegible]

Source: Confidential

Figure 15.10
Forged UAE Vessel Exit Permit for ETIHAD (second page)

UNITED ARAB EMIRATES
 MINISTRY OF INTERIOR
 GENERAL DIRECTORATE OF RESIDENCY
 FOREIGNERS AFFAIRS-DUBAI

دولة الإمارات العربية المتحدة
 وزارة الداخلية
 المديرية العامة للإقامة و شئون الأسر الأجنبية

VEHICLE EXIT PERMIT - تصريح خروج مركبة بحرية

ISSUE NAME: **NAILED**

ISSUANCE NUMBER: 8010000000000000000
 Exit permit Number: 8010000000000000000
 Exit Date: 2023.04.12
 Classification: International
 Permit Status: Issued
 Subject Name: **ETIHAD**
 Vehicle Type: Ship

تاريخ الإصدار: 2023.04.12
 رقم الإصدار: 8010000000000000000
 رقم الإذن: 8010000000000000000
 التصنيف: دولي
 حالة الإذن: صادر
 اسم الموضوع: **ETIHAD**
 نوع المركبة: سفينة

Passport Holder's Name List - قائمة حاملي جواز السفر

الترتيب	الاسم	الجنسية	رقم جواز السفر	تاريخ الميلاد	تاريخ الإصدار	تاريخ الانتهاء	ملاحظات
1	Mr. [Name]	[Nationality]	[Passport No.]	[DOB]	[Issue Date]	[Expiry Date]	[Remarks]
2	Mr. [Name]	[Nationality]	[Passport No.]	[DOB]	[Issue Date]	[Expiry Date]	[Remarks]
3	Mr. [Name]	[Nationality]	[Passport No.]	[DOB]	[Issue Date]	[Expiry Date]	[Remarks]
4	Mr. [Name]	[Nationality]	[Passport No.]	[DOB]	[Issue Date]	[Expiry Date]	[Remarks]
5	Mr. [Name]	[Nationality]	[Passport No.]	[DOB]	[Issue Date]	[Expiry Date]	[Remarks]

Signature: [Signature]

Stamp: [Stamp]

Source: Confidential

Annex 16 Seizure of urea fertilizer and other chemicals from a dhow on 7 November 2022

Figure 16.1

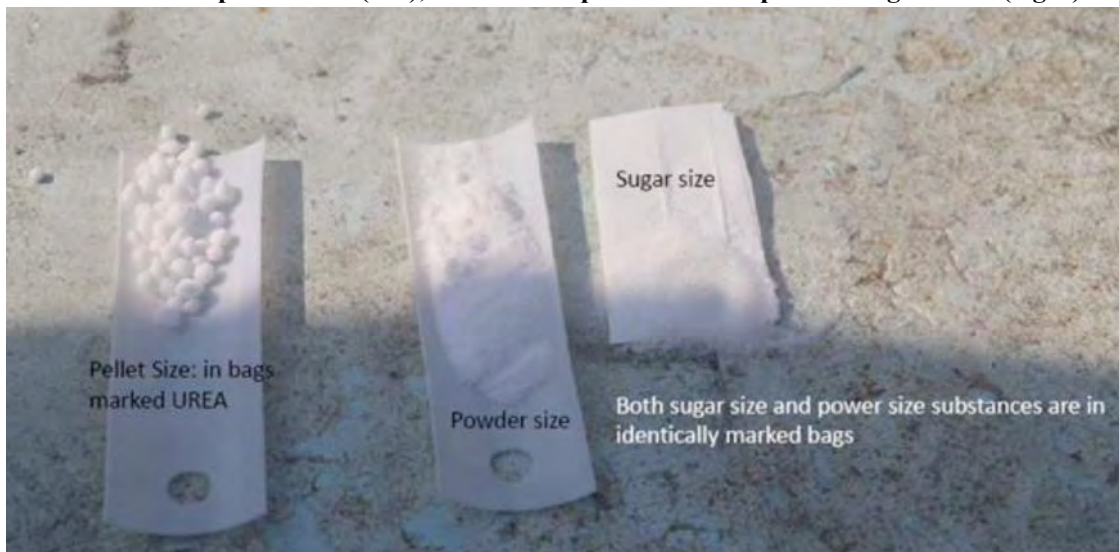
Dhow carrying 100 tons of urea fertilizer and 65 tons of ammonium perchlorate after the intercept



Source: Confidential

Figure 16.2

Urea fertilizer in pellet form (left), ammonium perchlorate in powder/sugar form (right)



Source: Confidential

Figure 16.3

GPS coordinates on a handheld navigational device found on dhow showing a waypoint close to Iran



Source: Confidential

Figure 16.4

Yemeni passport of the master of the dhow, as well as Omani visa and exit/immigration stamps¹¹⁵



Source: Confidential

¹¹⁵ The Panel has obtained copies of the passports and Yemeni ID cards of all four crew members. It notes that all four passports have Omani visa and exit/immigration stamps with the same dates. The Panel has written to Oman requesting information whether the travel dates can be verified through immigration data. A response is pending.

Figure 16.5

Boarding pass for a flight on 13 October from Teheran's Mehrabad Airport to Bandar Abbas issued in the name of one of the crew members of the dhow¹¹⁶



Source: Confidential

¹¹⁶ The Panel has contacted Iran to verify whether this document is authentic, a response is pending.

Annex 17 Sampling of home-made explosives used in Houthi IEDs and landmines

1. The Panel is investigating the use of urea fertilizer smuggled by Houthi-affiliated networks to Yemen in order to determine whether it is used by the Houthi forces to manufacture IEDs and landmines, which would potentially constitute a violation of the targeted arms embargo. The Houthis have been deploying very significant quantities of explosive devices, numbering in the hundreds of thousands, which require large numbers of explosive precursor materials. To indicate the scale of this supply, a single Houthi improvised anti-vehicle landmine contains about 3.5 kilograms of home-made explosives. On 25 November 2019, the U.S. Navy seized 13,700 plain No 8 detonators (figure 20.12 in annex 20 of [S/2020/326](#)), along with a large number of anti-tank guided missiles and other components, from a dhow in the Gulf of Aden, which the Panel was able to inspect. 13,700 improvised anti-vehicle landmines would require already require almost 48 tons of explosive precursor material.¹¹⁷ In order to analyse which explosive precursor materials are used by the Houthis, a humanitarian demining NGO with a long track record of operating in Yemen, has conducted chemical sampling of four explosive devices from Houthi minefields.

Table 17.1

Houthi explosive devices selected for sampling and testing

Houthi serial number	Coordinates	Location	Date of recovery
1R7A	N13°55'38.9" E43°26'15.5"	Within 50 metres of Al-Kifah School	26 October 2022
787	N13°14'28.5" E43°28'31.1"	Al-Mawzaah agricultural area	17 October 2022
1 125R (A-9)	N13°56'02.8" E43°24'56.2"	Agricultural area on northern side of Wadi Nakhlah	25 October 2022
1R7A	N13°56'20.1" E43°24'49.9"	Agricultural area on the southern side of Wadi Nakhlah	26 October 2022

Source: Confidential

Figure 17.1

Improvised Houthi anti-vehicle landmine selected for sampling and testing



Source: Confidential

¹¹⁷ The Panel has received reports that the Coalition seized a cargo of 1.5 million No 8 detonators in Western Yemen in June 2021, however, the Panel has not been able to inspect them as they were destroyed. 1.5 million anti-vehicle landmines would require 5,250 tons of explosive precursor materials, showing the scale of the required supply.

Figure 17.2

Markings on improvised Houthi anti-vehicle landmine selected for sampling and testing



Source: Confidential

Figure 17.3

Explosive opening of the anti-vehicle landmine selected for sampling using detonation cord



Source: Confidential

Figure 17.4

Home-made explosives visible inside of the improvised anti-vehicle landmine**Source:** Confidential

Figure 17.5

Testing of the home-made explosives using EXRAY and DROPEX test reagents**Source:** Confidential

Figure 17.6

Results of the testing with reagents

Source: Confidential

Table 17.2

Results of the testing of the four selected explosive devices

Houthi serial number	TNT	DNT	Picric & Styphnic acid	Tetryl	Nitroesters/ Nitroamines	Nitrate salts	Chlorates/ Bromates	Urea Nitrate	Pechlorates
1R7A						X	X		
787						X	X		
1 125R (A-9)						X	X		
1R7A						X	X		

Source: Confidential

2. All four samples gave the same strong colour reaction with the specific reagents that detect the presence of Nitrate Salts and Chlorates/Bromates respectively, however no trace reactions were observed for any of the other explosive groups tested, including for Urea Nitrate. This leads to the conclusion that urea fertilizer might be used as a decoy to hide the presence of other chemicals, as in the case of the ammonium perchlorate discovered on 7 November 2022. The Panel will continue to investigate the supply of the chemicals used by the Houthis for the manufacturing of improvised IEDs and landmines.

Annex 18 Seizure of missile components and other items by the UK Navy

Figure 18.1

Interdiction of a skiff by HMS MONTROSE on 28 January 2022**Source:** Confidential

Figure 18.2

Boarding party onboard the skiff; white bags containing cargo are visible**Source:** Confidential

Figure 18.3
Cargo of the skiff onboard HMS MONTROSE



Source: Confidential

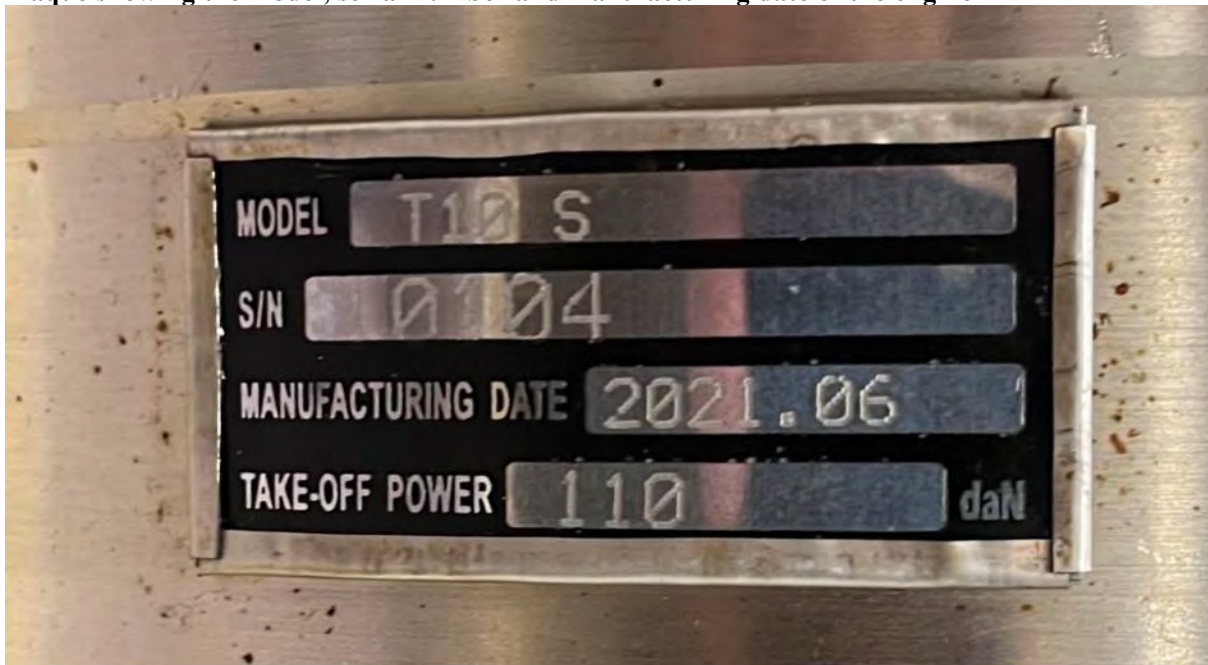
Figure 18.4
Turbojet Engines of the “Quds” land attack cruise missile



Source: Panel

Figure 18.5

Plaque showing the model, serial number and manufacturing date of the engine



Source: Panel

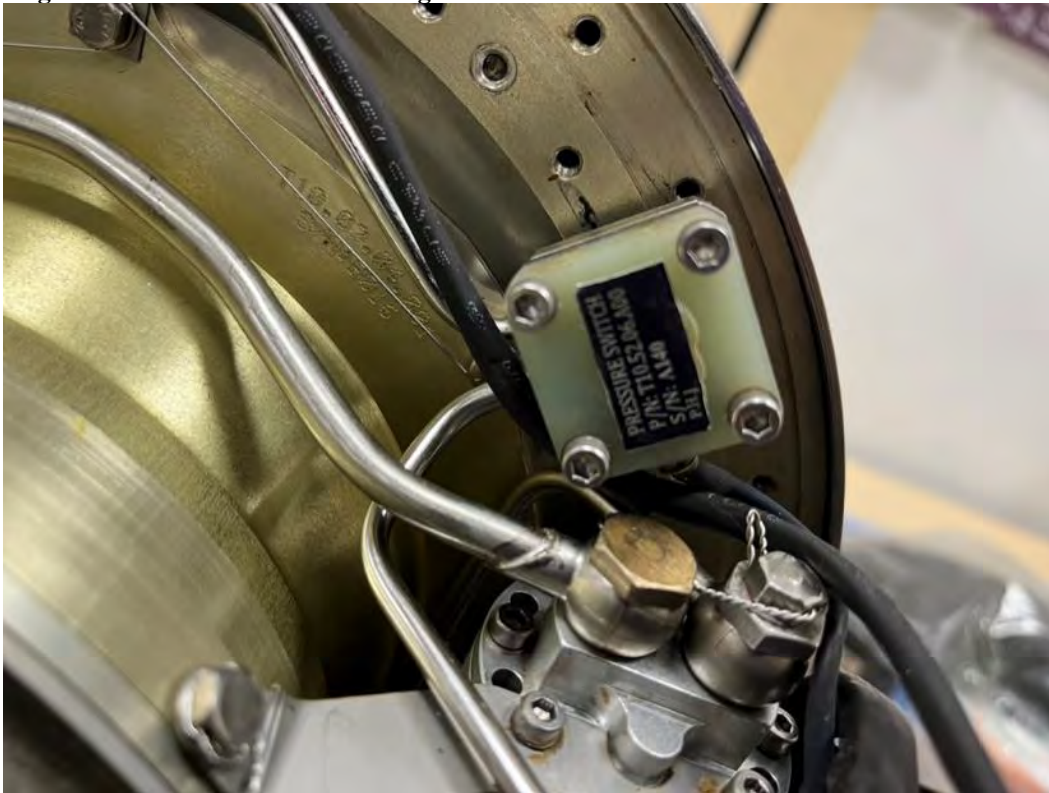
Figure 18.6

Stencilled serial number on the engine



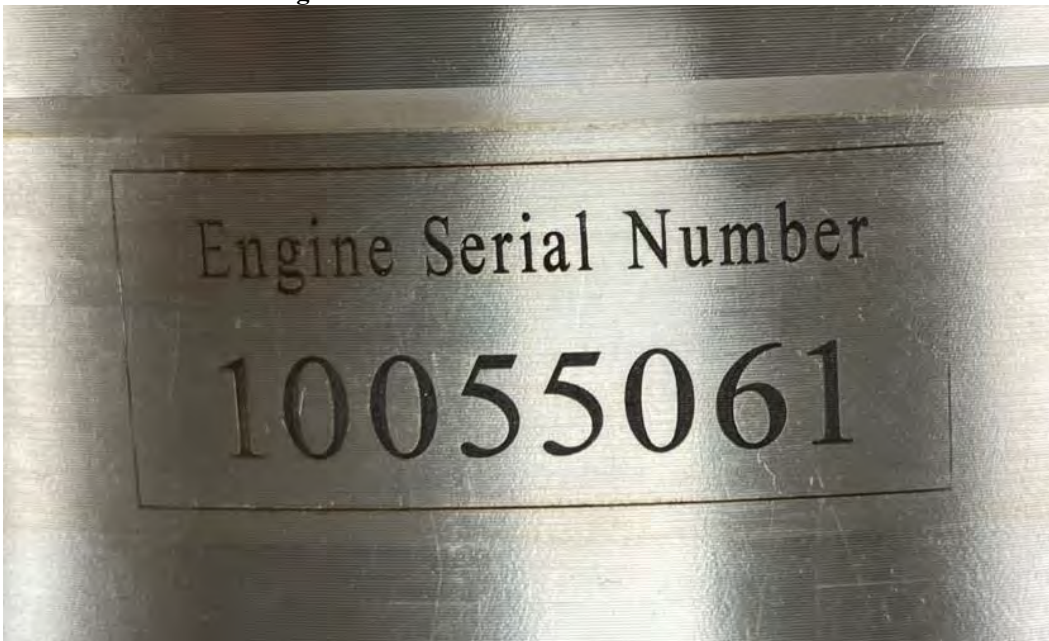
Source: Panel

Figure 18.7
Engraved serial number on the engine



Source: Panel

Figure 18.8
Serial number on the engine



Source: Panel

Figure 18.9
Serial number of the pressure switch of the turbojet engine



Source: Panel

Figure 18.10
Gas-turbine engine of the “358” surface-to-air missile



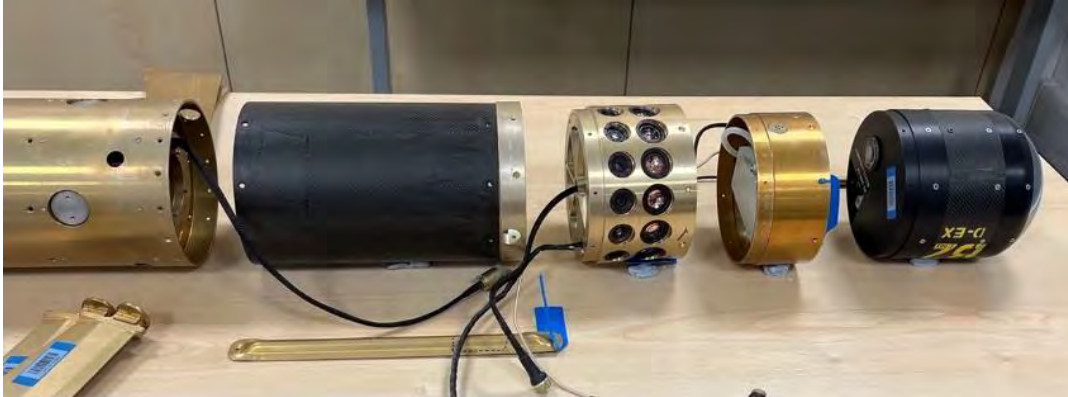
Source: Panel

Figure 18.11
Fuel tank and control surfaces of the “358” surface-to-air missile



Source: Panel

Figure 18.12
Seeker, air data computer, fuse and warhead of the “358” surface-to-air missile



Source: Panel

Figure 18.13
Detail of marking



Source: Panel

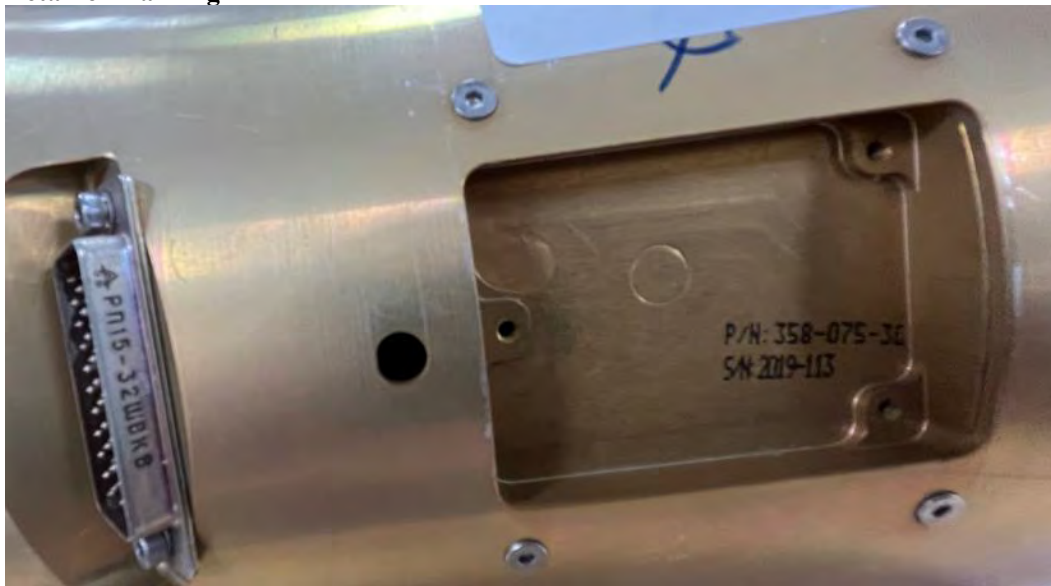
Figure 18.14

Detail of marking on the laser fuze**Source:** Panel

Figure 18.15

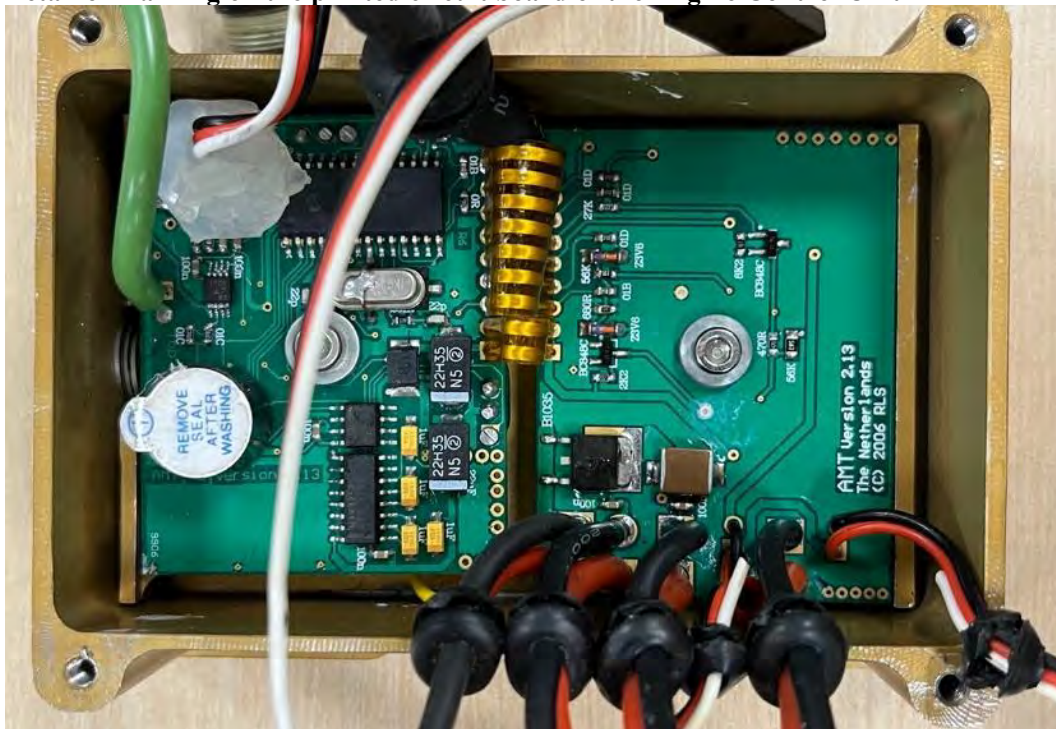
Detail of marking on the flight computer**Source:** Panel

Figure 18.16
Detail of marking



Source: Panel

Figure 18.17
Detail of marking on the printed circuit board of the Engine Control Unit



Source: Panel

Figure 18.18

Additional '358' surface-to-air missile components still in evidence bags



Source: Panel

Figure 18.19

Matrice 300 RTK smart flight controller and other components



Source: Panel

Figure 18.20

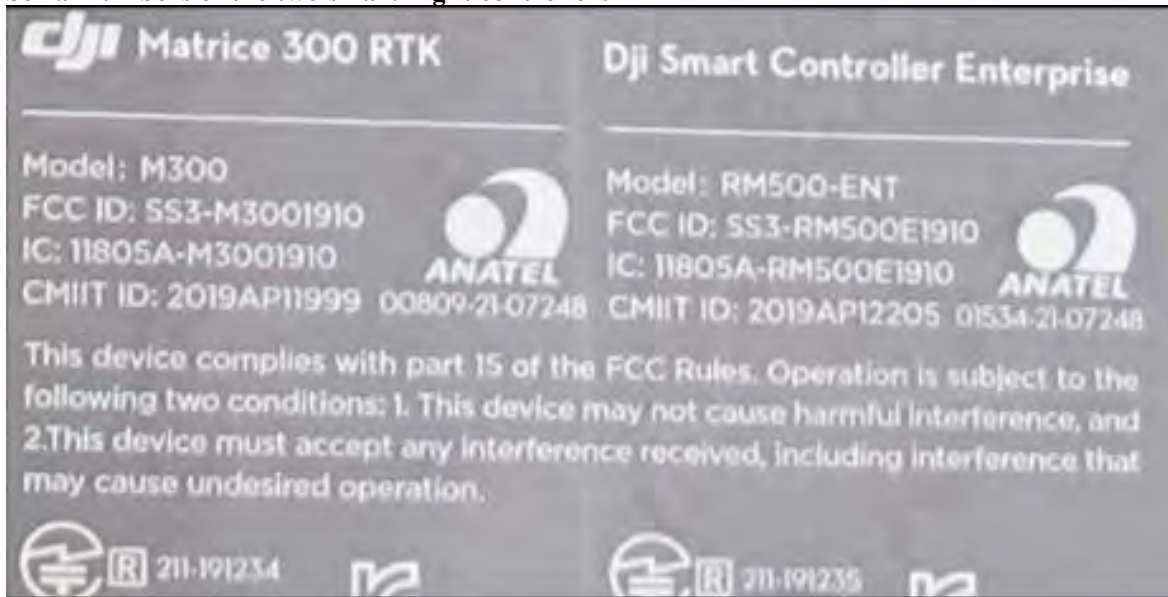
Serial numbers of the two smart flight controllers**Source:** Confidential

Figure 18.21

Serial number of the Matrice 300 RTK UAV**Source:** Panel

Figure 18.22

Sample of flight summary information from controller A

Time	Distance	Duration	Max.Alt	Capture
2021-11-08	5,860m	15Min	202m	0
2021-11-08	1,459m	4Min	121m	0
2021-11-08	1,249m	7Min	137m	0
2021-11-08	548m	3Min	171m	0
2021-11-08	2,212m	13Min	150m	0

Flight Total Time: 0 hr 40 min
 Travel Distance: 11,326m
 Flight Times: 5
 Top Altitude: 5,860m
 Top Speed: 17.0 m/s
 Top Altitude: 202.0m

Source: Confidential

Figure 18.23

Sample of flight summary information from controller B

Time	Distance	Duration	Max.Alt	Capture
2021-11-08	554m	3Min	172m	0
2021-11-08	1,294m	5Min	172m	0
2021-11-08	2,212m	13Min	151m	0

Flight Total Time: 0 hr 42 min
 Travel Distance: 13,449m
 Flight Times: 18
 LV0

Source: Confidential

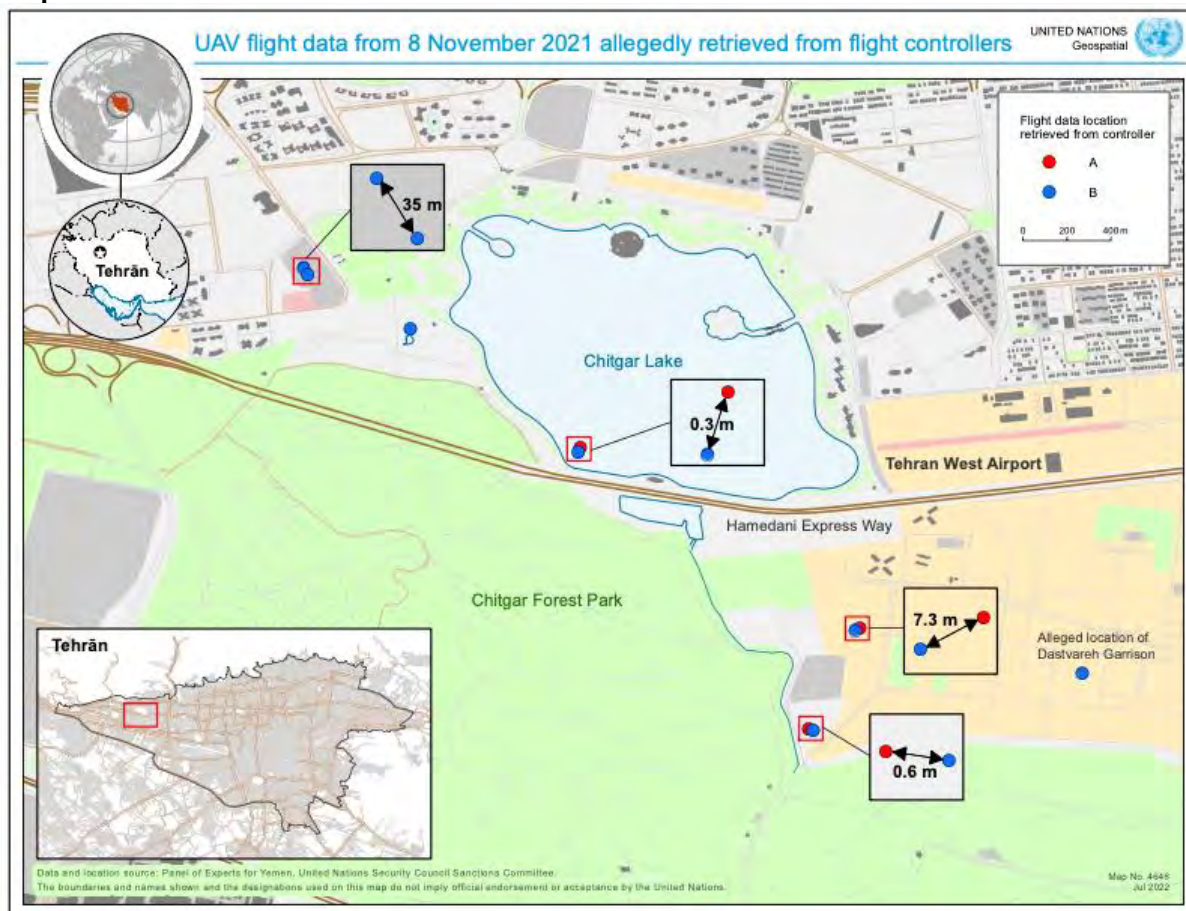
Figure 18.24

Flight data (geo-locations) allegedly recovered from the controllers

Controller	Date	Location Details
A	08-Nov-21	35.734044, 51.222559
A	08-Nov-21	35.729978, 51.220672
A	08-Nov-21	35.741329, 51.211185
B	08-Nov-21	35.732264, 51.231767
B	08-Nov-21	35.729977, 51.220679
B	08-Nov-21	35.741326, 51.211184
B	08-Nov-21	35.748798, 51.199949
B	08-Nov-21	35.748523, 51.200132
B	08-Nov-21	35.746328, 51.204314
B	08-Nov-21	35.734010, 51.222490

Source: Confidential

Map 18.1



Annex 19 Seizure of launch containers of 9M133 anti-tank guided missiles

Figure 19.1

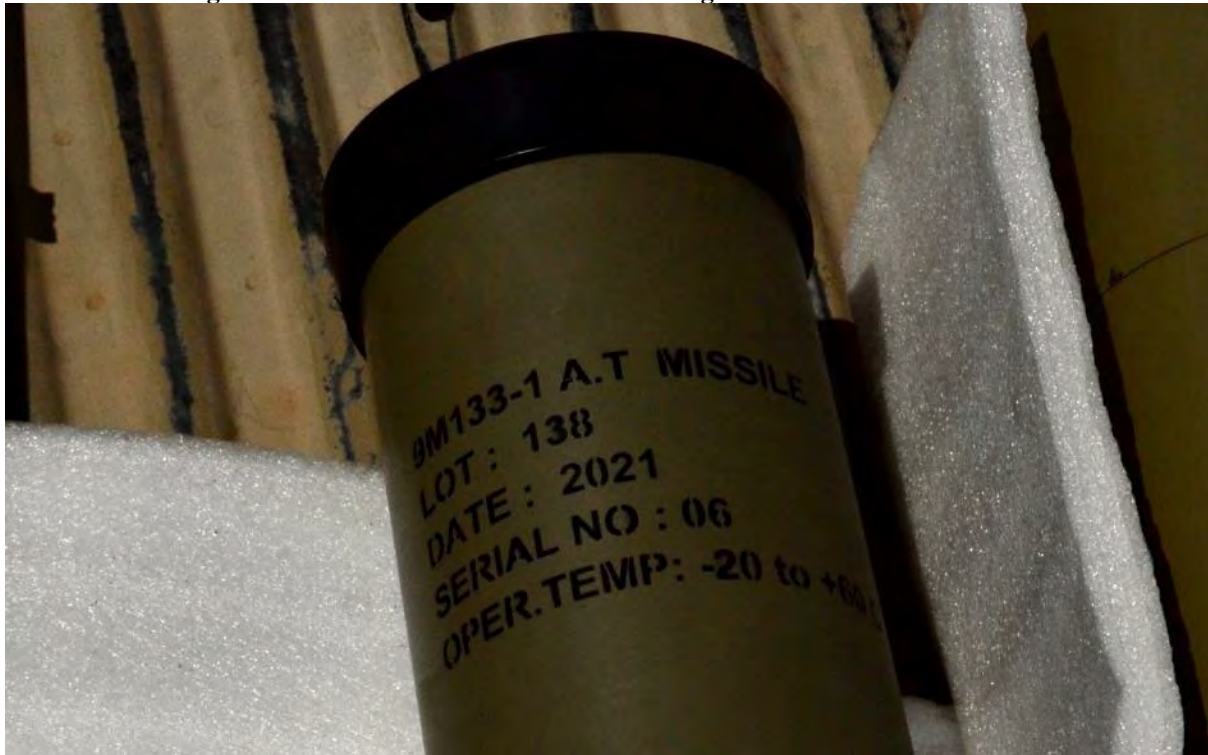
Seized launch containers of 9M133 anti-tank guided missiles**Source:** Confidential

Figure 19.2

Seized launch containers of 9M133 anti-tank guided missiles**Source:** Panel

Figure 19.3

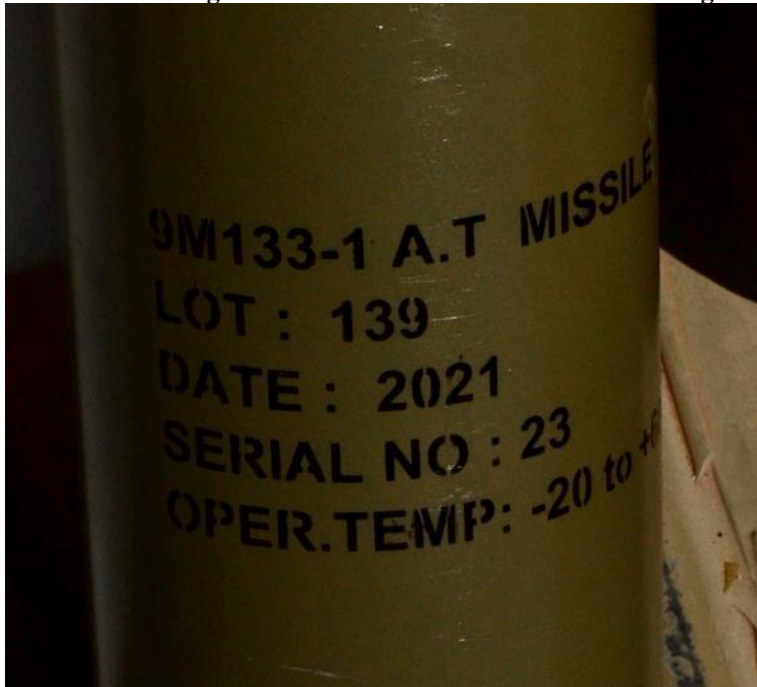
Detail of marking on the ATGM launch container showing manufacture in 2021



Source: Panel

Figure 19.4

Detail of marking on the ATGM launch container showing manufacture in 2021



Source: Panel

Figure 19.5

Omani "Certificate of Origin" for the four generators concealing the ATGMs, stating that the generators are originally from China¹¹⁸

Oman Chamber of Commerce & Industry
P.O. Box: 1400
Postal Code: 112, Muscat
Sultanate of Oman
Tel.: 24763700
Fax: 24708497
Email: occc@chamber-oman.com

شهادة منشأ
Certificate of Origin

من: ١٢٠٠ روي
الرمز البريدي: ١١٢
سلطنة عمان
هاتف: ٢٤٧٦٣٧٠٠
فاكس: ٢٤٧٠٨٤٩٧

No. 482476

Re-Export | إعادة تصدير | Export | تصدير

Name of Exporter: مؤسسة الخليج السريع الشاملة للتجارة
Address of Exporter: سلطنة عمان
Name of Importer: عمر سلطان محمد قائد
Address of Importer: الجمهورية اليمنية
Port of Loading: المنطقة الحرة بالمزينة
Port of Discharge: ميناء التصدير: ميناء/ ميناء شحن البري ميناء التقويغ

Invoice الفاطورة	القيمة Amount	وسيلة الشحن Means of Transport	عدد الطرود No. of PKGs	العلامات التجارية Trade Marks	الوزن (كجم) Weight (K.G)	بلد المنشأ Country of Origin	نوع البضاعة Description of Goods
MT0584	1,000	براً	4		1,000	الصين	مولدات كهرباء صغير
	1,000 دولار		4		1,000 كجم		الاجماليات

I hereby declare that details mentioned above are true and under my responsibility

أقر بأن البيانات المدونة أعلاه صحيحة وعلي مسؤوليتي.

Signature & Stamp of Exporter

توقيع وختم المصدر.

For Official Use للاستعمال الرسمي

This Signature and Stamp in the above column have been attested without the chamber bearing any responsibility on the contents of the certificate

تم التصديق على التوقيع والختم المدون أعلاه دون تحمل الغرفة أي مسؤولية عن محتويات الشهادة

Registration No. البوابة المستطى

Grade

Signature & Authorized Person

توقيع الموظف المختص

Date: ٢٠٢٢ / ٤ / ٦ التاريخ: 71834

¹¹⁸ The Panel has contacted Oman requesting information regarding the chain of custody of the generators, a response is pending.

Source: Confidential

Figure 19.6

Serial numbers of the ATGM launch containers

#	Marking	Lot #	Year #	Serial #
1	9M133-1 A.T Missile	81	2018	45??
2	9M133-1 A.T Missile	8	2021	2263
3	9M133-1 A.T Missile	12	2021	2267
4	9M133-1 A.T Missile	26	2021	2281
5	9M133-1 A.T Missile	20	2018	4443
6	9M133-1 A.T Missile	24	2018	4447
7	9M133-1 A.T Missile	39	2018	4462
8	9M133-1 A.T Missile	51	2018	4474
9	9M133-1 A.T Missile	57	2018	4480
10	9M133-1 A.T Missile	80	2018	4503
11	9M133-1 A.T Missile	95	2018	4518
12	9M133-1 A.T Missile	2	2018	4705
13	9M133-1 A.T Missile	5	2018	4708
14	9M133-1 A.T Missile	7	2018	4710
15	9M133-1 A.T Missile	18	2018	4721
16	9M133-1 A.T Missile	30	2018	4733
17	9M133-1 A.T Missile	84	2018	4787
18	9M133-1 A.T Missile	43	2021	8956
19	9M133-1 A.T Missile	4	2021	9259
20	9M133-1 A.T Missile	6	2021	9261
21	9M133-1 A.T Missile	7	2021	9262
22	9M133-1 A.T Missile	9	2021	9264
23	9M133-1 A.T Missile	10	2021	9265
24	9M133-1 A.T Missile	11	2021	9266
25	9M133-1 A.T Missile	14	2021	9269
26	9M133-1 A.T Missile	23	2021	9278
27	9M133-1 A.T Missile	27	2021	9282
28	9M133-1 A.T Missile	29	2021	9284
29	9M133-1 A.T Missile	30	2021	9285
30	9M133-1 A.T Missile	31	2021	9286
31	9M133-1 A.T Missile	32	2021	9287
32	9M133-1 A.T Missile	33	2021	9288
33	9M133-1 A.T Missile	34	2021	9289
34	9M133-1 A.T Missile	36	2021	9291
35	9M133-1 A.T Missile	37	2021	9292
36	9M133-1 A.T Missile	43	2021	9298
37	9M133-1 A.T Missile	44	2021	9299
38	9M133-1 A.T Missile	13	2021	9538
39	9M133-1 A.T Missile	14	2021	9539
40	9M133-1 A.T Missile	17	2021	9542
41	9M133-1 A.T Missile	18	2021	9543
42	9M133-1 A.T Missile	19	2021	9544
43	9M133-1 A.T Missile	20	2021	9545
44	9M133-1 A.T Missile	21	2021	9546
45	9M133-1 A.T Missile	22	2021	9547

Source: Panel

Annex 20 Economic issues that pose a potential threat to peace, security and stability

1. The economic situation and outlook for Yemen offers little cause for optimism. The following economic issues pose a potential threat to peace, security and stability.

I. Exchange Rate of the Yemeni rial (YR) and Forex Reserves

2. The stark difference in the exchange rate of YR between the GoY-controlled areas and the Houthi-controlled areas continues to be a major cause of concern for both policy makers and the population (paragraph 3 of annex 26 of [S/2022/50](#)). The exchange rate, which was YR 591 per USD at the end of 2019, reached about YR 700 per USD at the end of 2020. In November 2021, it crossed the 1,700 mark, in areas under the control of GoY. Although the exchange rate was mostly stable in the past few months, the rate in the GoY-controlled areas, most of the time, is almost double that in the Houthi-controlled areas (Table 19.1). This has challenged Yemen's ability to sustain imports of essential goods at reasonable prices, thereby pushing the problem of food insecurity to alarming proportions.

3. The following are the monthly averages of exchange rates in Aden and Sana'a from January 2021 to November 2022:

Table 20.1

Comparison of monthly averages of the exchange rates (YR/USD) in Sana'a and in Aden from January 2021 to November 2022

<i>Year</i>	<i>Month</i>	<i>Average Exchange Rate in Sana'a</i>	<i>Average Exchange Rate in Aden</i>
2021	January	592	864
	February	595	868
	March	600	853
	April	596	890
	May	594	934
	June	596	946
	July	597	1,005
	August	598	1,024
	September	600	1,184
	October	600	1,354
	November	600	1,617
	December	600	857
2022	January	602	1,089
	February	603	1,220
	March	605	1,250
	April	563	975

May	559	1008
June	558	1090
July	NA ¹¹⁹	1137
August	NA	1154
September	NA	1135
October	NA	1147
November	NA	1151

Source: Central Bank of Yemen (Aden)

II. Forex Reserves

4. The total foreign exchange reserves of CBY (Aden) have fallen from USD 1.68 billion in December 2021 to USD 1.08 billion in October 2022, most of which is also not liquid. There has been a downward trend since July 2022. However, with the receipt of foreign aid, the reserves as of 30 November have gone up to USD 1.34 billion, as can be seen from Table XX below.

Table 20.2

Forex Reserves from July to September 2022

<i>As on</i>	<i>Amount</i>
31 July 2022	1,529,693,382.94
31 August 2022	1,315,275,548.55
29 September 2022	1,245,423,747.55
31 October 2022	1,088,945,990.03
30 November	1,340,186,040.88

Source: Central Bank of Yemen (Aden)

¹¹⁹ Although CBY (Aden) did not furnish average exchange rate prevailing in Sana'a from July to November 2022, information received by the Panel from other sources indicated that the average exchange rate during this period mostly remained around 550.

Annex 21 Prohibition of Usurious Transactions Act

1. Representatives from the banking sector informed the Panel that banks in Yemen face many difficulties, obstacles, and challenges due to the war and the consequential divisive policies being adopted by the Houthis, and the dual regulatory mechanism of two central banks. The Panel found them to be critical of the new law which is based on Islamic juridical, legal, and economic considerations. They contend that it would be impossible to implement and enforce this law under normal circumstances, let alone the difficult conditions that the country is currently experiencing because of the war. The bankers argue that in the current market situation, it is wrong to consider bank interest as usury, and that in some countries, where similar or even more diluted versions of similar law was introduced, either the law was not adopted by their legislatures, or it had to be withdrawn. They further argue that this law conflicts with the rulings of the Constitutional Court of Yemen which held that bank interest did not constitute usury, and it also contravenes many provisions of the Code of Procedure, which established different procedures and time periods for litigation.

2. The representatives from the banking and the trading community further informed the Panel that they have warned the CBY (Sana'a) that promulgation of this law would cause a major economic disaster as the state will lose the most important economic tool to control inflation; the value of the national currency will decline; the banks will be reluctant to lend to the industrial, commercial, and service sectors; and make investors reluctant to invest capital in the country, thereby increasing unemployment and poverty. There is no clarity on the fate of interest accrued on the treasury bills worth billions of YRs deposited with CBY (Sana'a). Banks had previously invested about 65 percent of their deposits in treasury bills with CBY, Sana'a.¹²⁰ The Houthis have reduced the interest rate on treasury bills from 16.5 percent to 12 percent.¹²¹ But since the division in the central bank, the interest amount is only calculated in the system and the commercial banks do not receive any interest amount from CBY (Sana'a), although taxes are collected from the banks.¹²² Since the deposits of the commercial banks at CBY (Sana'a) includes the customers' deposits, some commercial banks pay interest to the customers, and others either do not pay any interest or pay at reduced rates. Old deposits have lost more than 70 percent of their value due to the depreciation of the exchange rate and their inability to be cashed out. In 2019, CBY (Aden) announced that if any bank wants to register their treasury bills with CBY (Aden), it must shift its headquarters to Aden. Since, under the new law, no interest is to be paid on the deposits, and benefits can only be generated from the investments to be made by the banks, there would be uncertainty about the returns that the customers would expect from the banks. Similarly, if the banks cannot charge interest on the loan and credit facilities, they would be under pressure to look for appropriate investment opportunities to earn profits. Transformation of the economy requires a gradual reduction in the interest rate and the creation of a parallel investment environment in various sectors, but neither of these banks have any prior experience with such business endeavours, and the current climate in Yemen hardly provides any opportunity for new business and investments. Since banks would not find alternative means for investing their funds, they would be unable to provide credit facilities for commercial activities until an appropriate savings and investment mechanism is available. Their inability to do so would result in major upheaval in the banking sector. Millions of people, especially the pensioners, live on the monthly interest that they gain from their bank deposits, which is about 15 percent per year on savings accounts and more in case of some other fixed deposits.¹²³ Any step taken to hastily abolish interest would seriously undermine the confidence of the people. Customers would be reluctant to deposit their funds in banks because banks would be unable to offer a rewarding return. Apprehending further erosion of its value, the customers may withdraw their cash deposits, creating panic and sudden demands on the banks. Commercial banks, in such an eventuality, would be unable to respond to the sudden demand due to lack of liquidity and would face the risk of bankruptcy and closure of their operations.

3. The representatives of the business community in Yemen, the Panel interacted with, oppose the promulgation of the new law on the ground that it would adversely impact domestic trade as well as imports into Yemen, as the banks in Yemen would not have the requisite deposit base to issue letters of credit to cover the imports. Since Yemen imports about 95 percent of its food requirements, any such situation that has adverse impact on imports would push the country to a severe economic crisis.

¹²⁰ CBY (Aden) informed the Panel during meeting in Aden

¹²¹ Ibid.

¹²² Ibid.

¹²³ Ibid.

4. The Panel was informed that the GoY and CBY (Aden) have no plans to enact or implement any such law in their areas of control. According to CBY (Aden), the new law would destroy the banking sector in Yemen. Because of the fragmentation of the banking and financial sector in Yemen, such law would lead to severe compliance burden on the banks from both the central banks, with CBY (Sana'a) implementing prohibition of usurious transactions and CBY (Aden) continuing with their existing hybrid system of allowing commercial banks to provide interest and Islamic banks to operate without interest. Some bankers argue that the enactment of the new law may lead to capital flight from Sana'a, as investors seek newer opportunities, including to Aden. This would cause further fragmentation and imbalance in the economic development in the two areas of Yemen.

5. Based on the scrutiny of the documents, received by the Panel from multiple sources, the various provisions of this new law are discussed below:

a) It prohibits usurious transactions and invalidates all forms of usurious loans, such as the interest that banks or others require for a loan, regardless of its form, including a sum that is given to the borrower or is credited to his/her current account, or the issuance of a letter of credit or documentary credit. It also invalidates interest that banks, institutions, companies, and post offices may pay on deposits and investment certificates, including interest-bearing bonds, regardless of their source. Thus, all forms of usury are prohibited in all civil and commercial transactions, and interest agreed upon, in order to receive a sum of money or to defer satisfaction of an obligation, is abolished absolutely.

b) It invalidates any contract, agreement or condition that entails or conceals usurious interest, for example, by calling it a commission or profit when the borrower does not receive a tangible benefit in return for such commission or profit or through the imposition by the buyer of an increase in exchange for deferral, known as a *murabahah* sale (resale with a stated profit), and also an instalment sale.

c) The right-holder may agree to a commission not exceeding 5 percent, if he provides a tangible, legitimate and proportionate corresponding benefit to the debtor upon payment. For example, when a bank grants a loan, apart from administrative services, it also, sometimes, provides additional services by acting on behalf of the borrower, as is the case with documentary credits and letters of credit. While commissions for provision of such services are permitted under this law up to 5 percent, there is a condition that this service must be tangible, legitimate, and commensurate with the agreed upon commission. The judge is empowered to scrutinize such commissions and if he/she finds that no tangible service is being provided in exchange for the commission, he/she may reduce the commission to an amount that is considered appropriate to him/her or may even refuse payment of the commission.

d) It provides for penalty for any person, whether as a debtor or a creditor, who is proven to have committed the offence of engaging in usurious practices. The violator can be imprisoned for a period of not less than six months and not more than one year, and fined not less than YR 500,000, and not more than YR 1 million. In case of persons who lend with interest to exploit the borrower's need or habitually lend with interest, the imprisonment shall not be less than one year, and no more than two years, and the fine shall not be less than YR 1 million, and no more than YR 3 million.

e) All provisions regarding usurious interest in laws that are currently in force shall be repealed and the relevant authorities shall regulate all civil, commercial, and banking transactions in full in accordance with the provisions of the Islamic Sharia.

f) This Act shall not apply to civil and commercial transactions that were concluded and completed before the date on which the Act is promulgated.

6. The Panel received copies of the following documents from several sources:

Figure 21.1

Documents concerning Prohibition of Usurious Transactions Act received by the Panel





مشروع قانون رقم () لسنة ٢٠٢٢م بمنع المعاملات الربوية

رئيس المجلس السياسي الأعلى

بعد الاطلاع على دستور الجمهورية اليمنية،
وعلى الاتفاق السياسي الموقع بتاريخ ٢٨/٩/٢٠١٦م بين أطرافه وحلفائهم والمؤتمر الشعبي العام وحلفائه،
وعلى الإعلان الصادر بتاريخ ١٦/٨/٢٠١٦م بتشكيل المجلس السياسي الأعلى،
وعلى قرار المجلس السياسي الأعلى رقم (١) لسنة ٢٠١٦م بشأن تحديد مهام المجلس واختصاصاته،
وبعد موافقة مجلس النواب.

أصدرنا القانون الآتي نصه:

- مادة (١) - تمنع المعاملات الربوية بكل صورها في جميع المعاملات المدنية والتجارية التي تجري بين الأشخاص الطبيعيين والاعتباريين، وتبطل بطلاناً مطلقاً جميع الفوائد التي يتم الاتفاق عليها مقابل الاقتراض بمبلغ مسبق مسبقاً من النقد أو مقابل التأخير في الوفاء بالقرض.
- ب- كل عقد أو شرط يظهر أنه يتطرق أو يستلزم ربحية باطل لا على وجهه والمضمر كالتطهر في الربوي، ويعتبر من قبل الفوائد المستترة كل معاملة - بشرطه ذاتي (مضمر) - لا يقابلها منفعة حقيقية مشروعة، والزيادة التي يرضها (بشرطها) البائع (مراعية أو بتسليمها) في قيمة السلعة لأجل المال.
- مادة (٢) - يجوز لأصحاب الحق اشتراط عبودية بما لا يزيد على نسبة (٥%) بشرط أن يقابلها منفعة حقيقية ومشروعة يقدمها المقترض لتمدين بالوفاء، وللغرض الحكم بإبطالها كلياً أو جزئياً إذا لم يحقق المنفعة المذكورة أو كانت غير متناسبة مع قدر العولة.
- مادة (٣) - يطبق بخصوص البيوع الربوية (زيادة الفضل - زيادة للنسأ) المواد من (٥٢٣ - ١٠٥) من القانون المدني.
- مادة (٤) - لا يعد من الربا الآتي:-

- ١- الحكم على البائع ومن في حكمه عند استحقاق البيع للغير أو نحو ذلك بفرق سعر العملة.
 - ٢- الحكم على الخاسب بضمان العين المضمومة وغلتها بأوفر القيم من تاريخ التصيب حتى تاريخ الوفاء وبضمان نفس السعر وفقاً لأحكام المواد (٥٤٥، ١١٤٠) من القانون المدني.
- مادة (٥) - إذا لم يتم الدين بالوفاء بدين عند حلول الأجل مع قدرته عليه، جاز للدين أن يدفع الأجل للمحكمة المختصة، فإذا ثبت ذلك للمحكمة المختصة جاز لها أن تمهل الدين مدة لا تزيد على ثلاثة أشهر من أمده بالوفاء، فإذا مضت المدة ولم يؤد ما عليه أبرت المحكمة بحجه حتى يؤدي الدين عليه.
- ٦- لا يخل الحكم المتمسك به عليه في الفقرة (١) من هذه المادة بما للدين من حق في التفتق على أموال المستدين واستيفاء الدين وحظه في الحصول على تعويض عند إذا ثبت أنه تخلفه ضرر محقق بسبب التأخير عن الوفاء.

٢ - ١



مادة (٦) - يجوز الاتفاق خارج العقد على مدة التعويض في حالة التأخير عن الوفاء بدين على أن تراعى أحد (٢٤٨، ٣٥٤، ٣٥٥) من القانون المدني.

مادة (٧) - يعاقب بحبس مدة لا تقل عن ستة أشهر ولا تزيد على سنة، وبغرامة لا تقل عن خمسمائة الف ريال ولا تر على مليون ريال كل من خالف أحكام المادة (١) من هذا القانون، وتكون العقوبة الحبس لمدة لا تقل عن ستة ولا تزيد على سنتين، وبغرامة لا تقل عن مليون ريال ولا تزيد على ثلاثة مليون ريال إذا استغل الدين حاجة الدين أو هو نفسه أو كان معاداً على الإفراض بربا.

مادة (٨) - ينشأ بموجب أحكام هذا القانون صندوق (صندوق الإفراض الحسن) يتمتع بالتمهيدية الاعتبارية والاستقلال المالي والإداري، ويخضع لإشراف رئيس الجمهورية، ويصدر بتشكيله المصالحق وإنشاءه المالي والإداري قرار من رئيس الجمهورية على أن يكون من ضمن موارده المالية مساعدات الدولة ومؤسساتها والنسبة المخصصة من الزكاة والأموال الموقوفة لهذا الغرض على أن تشمل الدولة التفتتات التشغيلية للصندوق.

مادة (٩) - تبقى كافة الأحكام الخاصة بالفوائد الربوية المنصوص عليها في القوانين النافذة، كما يلغى أي عقد أو عارة تشير إلى الفائدة الربوية أيضاً وردت في تلك القوانين، ويجب على الجهات ذات العلاقة تنظيم كافة المعاملات المدنية والتجارية والمصرفية بما يتوافق كلياً مع أحكام الشريعة الإسلامية.

مادة (١٠) - لا يسري هذا القانون على المعاملات المدنية والتجارية التي تم إبرامها قبل تاريخ صدور هذا القانون التي استكتت اثرها.

مادة (١١) - يُعمل بهذا القانون من تاريخ صدوره ويُنشر في الجريدة الرسمية.

صدر برئاسة الجمهورية - بالتأسيص
بتاريخ / ١٤٤٤ هـ
الوافق / ٢٠٢٢ م

مهدي محمد المشاط رئيس المجلس السياسي الأعلى

٢ - ٢

المذكرة التفسيرية لمشروع قانون رقم () لسنة ٢٠٢٢م بمنع المعاملات الربوية

فطناً أن يمكن هذا القانون خاص بالمعاملات الربوية أياً كانت في مجال المعاملات التجارية أو المدنية، فلهذا تم عملنا أن القانون المدني يمنع المعاملات الربوية في مجال المعاملات وذلك لتوحيد الأحكام المتعلقة بالربا، وكذلك لأهمية الإشارة إلى حكم بعض الصور التي قد توجد لها من قبيل الصورة الربوية حتى لا يشغلها البطلان حكماً من منع المعاملات الربوية، ومنع المعاملات التجارية إلى جانب المعاملات المدنية، اقتضت التعديل في بعض الصور التي تمثل حلولاً لمسيارتي على منع الربا من معاملات تتعلق بالتشجيع على القروض على الربويين من حيث وضع الضوابط التي من شأنها الحد من معاملة الدين وفقاً للشريعة ومعمل الغني ظلم.

١- تمسح المعاملات الربوية بشكل صوري في جميع المعاملات المدنية والتجارية التي تجري بين الأشخاص الطبيعيين والاعتباريين، وتبطل بطلاناً مطلقاً جميع الفوائد التي يتم الاتفاق عليها مقابل الاقتراض بمبلغ مسبق مسبقاً من النقد أو مقابل التأخير في الوفاء بالقرض.

٢- لا يعد من الربا الآتي:-

- ١- الحكم على البائع ومن في حكمه عند استحقاق البيع للغير أو نحو ذلك بفرق سعر العملة.
- ٢- الحكم على الخاسب بضمان العين المضمومة وغلتها بأوفر القيم من تاريخ التصيب حتى تاريخ الوفاء وبضمان نفس السعر وفقاً لأحكام المواد (٥٤٥، ١١٤٠) من القانون المدني.

٣- إذا لم يتم الدين بالوفاء بدين عند حلول الأجل مع قدرته عليه، جاز للدين أن يدفع الأجل للمحكمة المختصة، فإذا ثبت ذلك للمحكمة المختصة جاز لها أن تمهل الدين مدة لا تزيد على ثلاثة أشهر من أمده بالوفاء، فإذا مضت المدة ولم يؤد ما عليه أبرت المحكمة بحجه حتى يؤدي الدين عليه.

٤- لا يخل الحكم المتمسك به عليه في الفقرة (١) من هذه المادة بما للدين من حق في التفتق على أموال المستدين واستيفاء الدين وحظه في الحصول على تعويض عند إذا ثبت أنه تخلفه ضرر محقق بسبب التأخير عن الوفاء.

٥- تبقى كافة الأحكام الخاصة بالفوائد الربوية المنصوص عليها في القوانين النافذة، كما يلغى أي عقد أو عارة تشير إلى الفائدة الربوية أيضاً وردت في تلك القوانين، ويجب على الجهات ذات العلاقة تنظيم كافة المعاملات المدنية والتجارية والمصرفية بما يتوافق كلياً مع أحكام الشريعة الإسلامية.

٦- لا يسري هذا القانون على المعاملات المدنية والتجارية التي تم إبرامها قبل تاريخ صدور هذا القانون التي استكتت اثرها.

٢ - ١

١- يجوز لأصحاب الحق الاتفاق على مدة التعويض في حالة التأخير عن الوفاء بدين على أن تراعى أحد (٢٤٨، ٣٥٤، ٣٥٥) من القانون المدني.

٢- يعاقب بحبس مدة لا تقل عن ستة أشهر ولا تزيد على سنة، وبغرامة لا تقل عن خمسمائة الف ريال ولا تر على مليون ريال كل من خالف أحكام المادة (١) من هذا القانون، وتكون العقوبة الحبس لمدة لا تقل عن ستة ولا تزيد على سنتين، وبغرامة لا تقل عن مليون ريال ولا تزيد على ثلاثة مليون ريال إذا استغل الدين حاجة الدين أو هو نفسه أو كان معاداً على الإفراض بربا.

٣- ينشأ بموجب أحكام هذا القانون صندوق (صندوق الإفراض الحسن) يتمتع بالتمهيدية الاعتبارية والاستقلال المالي والإداري، ويخضع لإشراف رئيس الجمهورية، ويصدر بتشكيله المصالحق وإنشاءه المالي والإداري قرار من رئيس الجمهورية على أن يكون من ضمن موارده المالية مساعدات الدولة ومؤسساتها والنسبة المخصصة من الزكاة والأموال الموقوفة لهذا الغرض على أن تشمل الدولة التفتتات التشغيلية للصندوق.

٤- تبقى كافة الأحكام الخاصة بالفوائد الربوية المنصوص عليها في القوانين النافذة، كما يلغى أي عقد أو عارة تشير إلى الفائدة الربوية أيضاً وردت في تلك القوانين، ويجب على الجهات ذات العلاقة تنظيم كافة المعاملات المدنية والتجارية والمصرفية بما يتوافق كلياً مع أحكام الشريعة الإسلامية.

٥- لا يسري هذا القانون على المعاملات المدنية والتجارية التي تم إبرامها قبل تاريخ صدور هذا القانون التي استكتت اثرها.

٦- يُعمل بهذا القانون من تاريخ صدوره ويُنشر في الجريدة الرسمية.

صدر برئاسة الجمهورية - بالتأسيص
بتاريخ / ١٤٤٤ هـ
الوافق / ٢٠٢٢ م

٧- يجوز لأصحاب الحق الاتفاق على مدة التعويض في حالة التأخير عن الوفاء بدين على أن تراعى أحد (٢٤٨، ٣٥٤، ٣٥٥) من القانون المدني.

٨- يعاقب بحبس مدة لا تقل عن ستة أشهر ولا تزيد على سنة، وبغرامة لا تقل عن خمسمائة الف ريال ولا تر على مليون ريال كل من خالف أحكام المادة (١) من هذا القانون، وتكون العقوبة الحبس لمدة لا تقل عن ستة ولا تزيد على سنتين، وبغرامة لا تقل عن مليون ريال ولا تزيد على ثلاثة مليون ريال إذا استغل الدين حاجة الدين أو هو نفسه أو كان معاداً على الإفراض بربا.

٩- ينشأ بموجب أحكام هذا القانون صندوق (صندوق الإفراض الحسن) يتمتع بالتمهيدية الاعتبارية والاستقلال المالي والإداري، ويخضع لإشراف رئيس الجمهورية، ويصدر بتشكيله المصالحق وإنشاءه المالي والإداري قرار من رئيس الجمهورية على أن يكون من ضمن موارده المالية مساعدات الدولة ومؤسساتها والنسبة المخصصة من الزكاة والأموال الموقوفة لهذا الغرض على أن تشمل الدولة التفتتات التشغيلية للصندوق.

١٠- تبقى كافة الأحكام الخاصة بالفوائد الربوية المنصوص عليها في القوانين النافذة، كما يلغى أي عقد أو عارة تشير إلى الفائدة الربوية أيضاً وردت في تلك القوانين، ويجب على الجهات ذات العلاقة تنظيم كافة المعاملات المدنية والتجارية والمصرفية بما يتوافق كلياً مع أحكام الشريعة الإسلامية.

١١- لا يسري هذا القانون على المعاملات المدنية والتجارية التي تم إبرامها قبل تاريخ صدور هذا القانون التي استكتت اثرها.

١٢- يُعمل بهذا القانون من تاريخ صدوره ويُنشر في الجريدة الرسمية.

صدر برئاسة الجمهورية - بالتأسيص
بتاريخ / ١٤٤٤ هـ
الوافق / ٢٠٢٢ م

الصفحة ٢ من ٤

<p>التي وأصبح يمكنه وشركه، على حقل من ثمة أنه لا فرق بين التعامل الربوي مطلقاً أو عندما يكون له ارتباط ما بين الطرفين أو عندما لا يكون له.</p>	<p>التي وأصبح يمكنه وشركه، على حقل من ثمة أنه لا فرق بين التعامل الربوي مطلقاً أو عندما يكون له ارتباط ما بين الطرفين أو عندما لا يكون له.</p>	<p>التي وأصبح يمكنه وشركه، على حقل من ثمة أنه لا فرق بين التعامل الربوي مطلقاً أو عندما يكون له ارتباط ما بين الطرفين أو عندما لا يكون له.</p>
<p>هذا النص يحل محل النص الموجود في المادة ١٠١ من القانون رقم ١٠١ لسنة ١٩٩٩، والذي يتعلق بمسألة الإفلاس.</p>	<p>هذا النص يحل محل النص الموجود في المادة ١٠١ من القانون رقم ١٠١ لسنة ١٩٩٩، والذي يتعلق بمسألة الإفلاس.</p>	<p>هذا النص يحل محل النص الموجود في المادة ١٠١ من القانون رقم ١٠١ لسنة ١٩٩٩، والذي يتعلق بمسألة الإفلاس.</p>
<p>هذا النص يحل محل النص الموجود في المادة ١٠١ من القانون رقم ١٠١ لسنة ١٩٩٩، والذي يتعلق بمسألة الإفلاس.</p>	<p>هذا النص يحل محل النص الموجود في المادة ١٠١ من القانون رقم ١٠١ لسنة ١٩٩٩، والذي يتعلق بمسألة الإفلاس.</p>	<p>هذا النص يحل محل النص الموجود في المادة ١٠١ من القانون رقم ١٠١ لسنة ١٩٩٩، والذي يتعلق بمسألة الإفلاس.</p>
<p>هذا النص يحل محل النص الموجود في المادة ١٠١ من القانون رقم ١٠١ لسنة ١٩٩٩، والذي يتعلق بمسألة الإفلاس.</p>	<p>هذا النص يحل محل النص الموجود في المادة ١٠١ من القانون رقم ١٠١ لسنة ١٩٩٩، والذي يتعلق بمسألة الإفلاس.</p>	<p>هذا النص يحل محل النص الموجود في المادة ١٠١ من القانون رقم ١٠١ لسنة ١٩٩٩، والذي يتعلق بمسألة الإفلاس.</p>

<p>دواعي ومبررات مشروع قانون منع التعامل الربوي</p>	<p>التعامل الربوي أي مكان صورته عمل محرم في المستور الجاني حكمها إن القانون الذي يجرى الذي يمثل تقنين لا يحكم الشريعة الإسلامية، قام به مجموعة من علماء الدين المتدينين ليس سراً على عدم جواز الاتفاقات الربوية حيث نصت المادة ٢٥٦ على أنه (يُحظر إقراض على فائدة ربوية بائناً ولا يجرى به، ويحظر إقراض على فائدة ربوية غير صحيح حكماً ولا يجرى به، ومع ذلك يجوز لأصحاب الحق أن يتفقوا على عمولة في مقابل أي عمل يقوم به شخص الدين بالوفاة ولا يجوز أن تزيد النسبة لتتفق عليها في مقابل الأمور المتروكة عليها في الفقرة السابقة عن (أ) من فقرة الحق، ويجوز لتفاهي أن يرفض الحكم بالتدليل لتتفق عليه إذا تبين أنه لا يمثل إقراضاً حقيقياً من قبل صاحب الحق، أو أن يرفضه ويستند ما تبيّن أنه نقص من الإقراض الحقيقي من النسبة لتتفق عليها مع مزايا العرف التجاري فيما لا يتعارض مع أحكام القانون رقم ١٠١ لسنة ١٩٩٩، إلى أن يتم التعامل الربوي ومنها السبوح الربوي في الفرع الأول من الفصل الرابع من الباب الأول من المقتضى الثالث، وأيضاً يمكن صير السبوح الربوي سواء بالنسبة لربا العمل أو لربا اليد أو لربا القرض، حكمها أنه أبطل ككل صور السبوح والشروط التي يتم استخدامها للتعاقد على الربا.</p>
<p>ولكن هناك عدد من القوانين الخاصة مثل القانون التجاري والقوانين ذات العلاقة بعمل البنوك وقانون الزيد وغيرها من القوانين أجازت التعاملات الربوية وعلى رأسها ربا القرض وسدادته فوارى البنوك الإسلامية أمانت صير معاملات من للمعاملات التي لا تختلف عما تقوم به البنوك الأخرى إلا أنها عمدت إلى إخفاء التعاملات الربوية تحت صور من التعاملات لشعرا بيع الربحية والتشريفية للتعويض وعدم الاستسحاق.</p>	<p>ولكن هناك عدد من القوانين الخاصة مثل القانون التجاري والقوانين ذات العلاقة بعمل البنوك وقانون الزيد وغيرها من القوانين أجازت التعاملات الربوية وعلى رأسها ربا القرض وسدادته فوارى البنوك الإسلامية أمانت صير معاملات من للمعاملات التي لا تختلف عما تقوم به البنوك الأخرى إلا أنها عمدت إلى إخفاء التعاملات الربوية تحت صور من التعاملات لشعرا بيع الربحية والتشريفية للتعويض وعدم الاستسحاق.</p>

في غياب التصوص ولكن بمباركة من القضاء التجاري تمارس البنوك إلى جانب اقتراح جريمة الربا للتكررات التالية:

- لا تقوم بأي نشاط استثماري حقيقي بل يقتصر نشاطها على تلقي الودائع وإعادة إقراضها وحصولها على الفرق بين الفائدة المدونة والدائنة.
- بالإضافة إلى أن البنوك لا تقوم بتوظيف حقيقي لأموالها فأغلب نشاطها في منح القروض التجارية للاستثمار في الأوراق التجارية.
- وكذلك طبعاً طبعية فالعمل بالنسبة لها دائن أو مدين فقط لذلك تقتصر دراسات الائتمانية على الاهتمام بالضمانات وأساس المال والقدرة الائتمانية دون النظر إلى أساس المشاركة في الربح والخسارة فيكون ربحها ناتج عن الاستثمار الفعلي لأموال المودعين والبنك في كافة القطاعات على أساس عقد الضمانة الشخصية.
- ولكن حصل تحويل لكافة سيع التمويل الإسلامية تحت مصوغات مختلفة حتى اقترب نشاطها من أنشطة البنوك التقليدية بل تحول عملها في نوع واحد من الصيغ وهي صيغة البيع مريحة.



Source: Confidential

Appendix A Unofficial translation of documents relating to the Prohibition of Usurious Transactions Act

Republic of Yemen

The Cabinet

In the name of God, the
Merciful, the Compassionate

No.: *waw/2/333*

Date: 16 Safar A.H. 1444

Corresponding to: 12
September A.D. 2022

Mr. Yahya Ali Al-Ra'i

Speaker of the House of Representatives

Sir,

I transmit to you herewith the Prohibition of Usurious Transactions Act, which the Cabinet endorsed by its Decision No. 2 of A.H. 1444 at its second meeting on 9 Safar A.H. 1444 (5 September A.D. 2022), along with a copy of the observations of the Central Bank.

We trust that the required legal steps will be taken.

Accept, Sir, the assurances of my highest consideration.

(Signed) Abdulaziz Salih bin Habtur

Prime Minister

cc:

Director of the Office of the Presidency of the Republic

Secretary-General of the Cabinet

Secretary-General of the Cabinet

Republic of Yemen**The Cabinet****Secretariat****Cabinet Decision No. 2 of A.H. 1444 AH concerning the Prohibition of Usurious Transactions Act**

The Cabinet, having reviewed communication No. 1/*mim* waw, dated 7 Muharram A.H. 1444 (3 August 2022) from the Minister of Legal Affairs, concerning the draft act on the prohibition of usurious transactions, which was amended following its withdrawal from the House of Representatives, decides to:

1. Approve the Prohibition of Usurious Transactions Act.
2. Instruct the Supreme Economic Committee to conduct an economic study of the Act and submit its observations, if any, to the House of Representatives within a week from today's date.
3. The Minister for House of Representatives and Shura Council Affairs and the Minister of Legal Affairs shall complete the legal steps following the one-week period granted to the [Supreme] Economic Committee.
4. This Decision shall enter into force on 9 Safar A.H. 1444 AH (5 September A.D. 2022).
5. This Decision shall be implemented by means of appropriate administrative measures.



Against	Abstaining	Implementing parties	
None	None	Primary	Secondary
		Minister of State for House of Representatives and Shura Council Affairs	
		Minister of Legal Affairs	
		Acting Chair of the Supreme Economic Committee	

Duration: Permanent

Session No. 2, held on 9 Safar A.H. 1441 (5 September A.D. 2022), No. of pages: 14 (preliminary draft), National Salvation Government (8)



Republic of Yemen
Ministry of Legal Affairs

In the name of God, the
 Merciful, the Compassionate

Number: 76/kaf qaf mim
 waw

Date: 16 Safar A.H. 1444

Corresponding to: 12
 September A.D. 2022

Mr. Ali Abu Halqah

Minister of State for House of Representatives and Shura Council Affairs

Sir,

Subject: Draft act concerning the prohibition of usurious transactions

The Ministry of Legal Affairs presents its compliments to you and wishes you success in your duties.

With regard to the above-mentioned subject, the Cabinet, at its session 9 Safar A.H. 1444 (9 May A.D. 2022), adopted a decision regarding the draft act on the prohibition of usurious transactions. Attached herewith you will find the draft act, stamped "For review", and the related explanatory note.

Please review the draft act and then present it to the House of Representatives, with a view to completing the relevant constitutional procedures.

Accept, Sir, the assurances of my highest consideration.

(Signed) Isma'il Muhammad al-Muhagiri

Minister of Legal Affairs

Republic of Yemen

For review

16 Safar A.H. 1444

Ministry of Legal Affairs

Draft Act No. of A.H. 1444 on the prohibition of usurious transactions

The President of the Supreme Political Council,

Having reviewed the Constitution of the Republic of Yemen,

The Political Agreement signed on 28 July 2016 between Ansarallah and its allies, and the General People's Congress and its allies; the declaration issued on 6 August 2016 concerning the establishment of the Supreme Political Council; and Supreme Political Council resolution No. 1 (2016) establishing the functions and competencies of the Council,

Has promulgated the following Act:

Article 1 (a) Usurious transactions of any kind are prohibited in all civil and commercial transactions that are conducted between natural and legal persons, and all interest agreed upon in order to receive a sum of money or to defer satisfaction of an obligation shall be abolished absolutely.

(b) Any contract, agreement or condition that entails or conceals usurious interest is null and void, inasmuch as that which is implied is tantamount to that which is stated with regard to usury. Any commission or profit stipulated by the creditor (lender) where there is no tangible and legitimate corresponding benefit and any increase in the value of the goods (whether in the form of *murabahah* [resale with a stated profit] or instalments) stipulated by the seller in exchange for deferral of payment are considered forms of hidden interest.

Article 2 The right holder may agree to a commission not exceeding 5 per cent provided that he provides a tangible, legitimate and proportionate corresponding benefit to the debtor upon payment. A judge has the discretion not to order payment, whether in whole or in part, of a commission if no tangible or legitimate benefit is provided or if such benefit is not proportional to the amount of the commission.

Article 3 Articles 563 to 605 of the Civil Code shall apply to usurious sales (*fadl* [unjustified enrichment] and *nasa'* [delayed payment]).

Article 4 The following are not considered usurious practices:

1. The seller and those with a similar status, when collecting the amount owed for a third party or someone with a similar status, are required to take into account the exchange rate differential.
2. A usurper is required to guarantee the usurped property and its yield at the highest value, from the date of the usurpation until the date of payment, and to cover any decrease in price in accordance with the provisions of articles 545 and 1140 of the Civil Code.

Article 5 1. If the debtor fails to pay at the appointed time, although he/she is able to do so, the creditor has the right to refer the matter to the competent court. If the competent court is satisfied, it may grant the debtor a grace period not exceeding three months in which to perform his/her obligation. If he/she nonetheless fails to perform, the court shall order that he/she be imprisoned until he/she satisfies the debt.

2. The provisions set out in paragraph 1 of this article shall be without prejudice to the creditor's right to execute against the debtor's assets in order to satisfy the debt or his right to obtain fair compensation, in the manner prescribed by law, if it established that he has been harmed as a result of the delay in payment.

Article 6 An agreement may be reached outside the scope of the contract regarding the amount of compensation that must be paid when repayment of debt is delayed, provided that such is in accordance with the provisions of articles 348, 354 and 355 of the Civil Code.

Article 7 Any person who violates the provisions of article 1 of this Act shall be imprisoned for a period of not less than six months and not more than one year and fined not less than 500,000 riyals and not more than 1 million riyals. The term of imprisonment shall be not less than one year and no more than two years, and the fine shall not be less than 1 million riyals and no more than 3 million riyals if the creditor exploits the situation of the debtor, acts arbitrarily or customarily lends at usurious rates.

Article 8 Pursuant to the provisions of this Act, there shall be established a fund named the “Interest-Free Lending Fund”. It shall have a legal personality and financial and administrative independence and shall be under the supervision of the President of the Republic. The President of the Republic shall issue a decision concerning the structure of the Fund and its financial and administrative regulations, provided that its financial resources shall include contributions from the State and its institutions, the proportion of zakat allocated for it and the funds set aside for this purpose. The State shall bear the operational costs of the Fund.

Article 9 All provisions regarding usurious interest in laws that are currently in force shall be repealed, and any term or phrase referring to usurious interest wherever it appears in those laws shall be repealed. The relevant authorities shall regulate all civil, commercial and banking transactions in full accordance with the provisions of the Islamic sharia.

Article 10 This Act shall not apply to civil and commercial transactions that were concluded and completed before the date on which the Act is promulgated.

Article 11 This Act shall enter into force from the date of its promulgation and shall be published in the *Official Gazette*.

Promulgated at the Presidency of the Republic, in the capital, Sana'a

On A.H. 1444 Corresponding to A.D. 2022

Mahdi Muhammad ~~al-Mashat~~

President of the Supreme Political Council

Explanatory note relating to draft Act No. (2022) on the prohibition of usurious transactions

Although we are aware that the Civil Code prohibits usurious transactions, we chose to develop an act that specifically addresses usurious transactions, whether commercial or civil transactions, of any kind in order to unify the provisions related to usury and owing to the importance of highlighting certain forms [of transactions] that may be misconstrued as being usurious, so that they are not covered by the prohibition. In addition, the prohibition of usury in commercial and civil transactions required the introduction of refinements in relation to certain types [of transactions] because they offer solutions to the problems that will arise from the prohibition of usury. The intention is to encourage non-usurious loans by putting in place controls that are designed to limit procrastination by debtors, in accordance with the rule “procrastination in the repayment of a debt by a rich person is injustice”.

Grounds and justification for the Prohibition of Usurious Transactions Act

Usurious transactions, whatever their form, are prohibited under the Constitution of Yemen and Civil Code, of which the latter constitutes a codification of the provisions of Islamic sharia that was carried out by a group of Yemeni Islamic scholars. Usurious agreements are expressly prohibited under the Civil Code, article 356 of which provides that any agreement that calls for usurious interest is invalid and unenforceable, and any agreement that conceals usurious interest is also invalid and unenforceable. However, the right holder may agree to a commission in exchange for any work that he/she carries out for the benefit of the debtor. The agreed upon percentage in exchange for the performance of that which is stipulated in the preceding paragraph shall not exceed 5 per cent of the right's value. The judge may reject the judgment for the agreed consideration if it is found that it does not represent a real agreement by the right holder, or if it decreases it in proportion to what is found to be a lack of real agreement from the agreed percentage, taking into account commercial custom in a manner that is not contrary to Sharia. A judge may reject the stipulation relating to the agreed upon consideration if it is found that it does not represent a genuine agreement by the right holder, or he/she may order a proportionate reduction in the amount agreed upon if it is determined that there is a negative differential between the actual agreement and the agreed upon percentage, while taking into account customary business practice but without contradict the sharia.

In addition, the Code regulates usurious transactions, including usurious sales, in its Title III, Part I, Chapter IV, Section I. It abolishes all forms of usury, including unjustified enrichment, taking possession reciprocally, deferred payment and interest-based lending, as well as forms of sales and conditions that are used to circumvent [the prohibition against] usury.

However, there are several special laws, such as the Commercial Code, banking laws, the Postal Code and other laws that allowed usurious transactions, in particular usurious lending. In addition, the laws relating to Islamic banks sanctioned various forms of transactions that are no different than those performed by [regular] banks, except in that they deliberately concealed usury under various guises, the most well-known of which are *murabahah* [resale with a stated profit] sales, partnership ending in ownership and the contract for manufacture.

It is worth noting that the usurious transactions conducted by banks in our country the forms of usury practiced under the laws of the West. They engage in the most heinous forms of usury, including fraud and arbitrary conduct.

1. Most of the provision that permitted usury were not sufficiently explicit so as to allow the judiciary to hand down judgments.
2. Commercial courts have ruled in favour of compound interest, despite the fact that there is no provision that sanctions such interest. Their rulings have been based custom, although that custom contradicts the provisions of the sharia and peremptory laws.

3. Contrary to the situation in most countries, [our laws] did not set a maximum limit for the agreed upon interest. This means that it is permissible to agree upon any rate of interest, regardless of its percentage.

4. Regardless of the fact that there are no relevant legal provisions, but with the blessing of the commercial courts, banks, in addition to the crime of usury, engage in the following practices:

- They do not engage in any genuine investment activity. All they do is take deposits and use them to make interest-bearing loans.
- In addition, banks do not make real use of their funds. Their principal activity is commercial lending for investment in commercial papers.
- As a result, the customer, to the banks, is either a creditor or debtor. Their credit assessments are limited to collateral, capital and credit worthiness, without consideration for [text cut off].

5. Islamic banks are not supposed to offer interest-bearing loans. Instead, their business is based on sharing in profit and loss. Their profits are derived from investing the funds of both depositors and the bank in various sectors through *mudarabah* [silent partnership] contracts. However, all forms of Islamic financing have been skewed to such an extent, their activities are now almost identical to those of conventional banks. Indeed, their activities are now primarily centred on *murabahah* sales [resale with a stated profit].

إنفو جرافيك

أبرز مشاريع الهيئة العامة للزكاة

خلال عامين من إنشائها

الزكاة
الهيئة العامة للزكاة
GENERAL AUTHORITY OF ZAKAT

9 مليار و745 مليون ريال
مشروع خمسمائة ألف أسرة
620.000 أسرة

417 مليون ريال
مشروع الحديقة
41000 أسرة

5 مليار و254 مليون ريال
مشروع زكاة الفطر
350.000 أسرة

مشروع دعم الفتيات
24000 مستفيدة
12 مديناً طبيياً

مشروع دعم المستشفيات العامة بالأجهزة الطبية
2.000.000.000 ريال

مشروع دعم الفارمين
2.250.000.000 ريال

مشروع دعم أسر الفقراء وأسر المراجعين وأسر المرضى والمفقوتين
3.900.000.000 ريال

مشروع دعم الجرحى
1.800.000.000 ريال

مشروع دعم المرأة للمحجرات
326.000.000 ريال

دعم الأطباء وطلاب العلم والمراكز الصحية والسكّات الجامعية
1.000.000.000 ريال

المستشفيات العلاجية
2.600 شخص
490.000.000 ريال

المكفوفين والمقعدين ودعوى التحاليل الخاصة
5.157 شخص
100.000.000 ريال

المستشفيات الزاوية والأعراس الجامعية
6.500 عريس وعروس
1 مليار و630 مليون ريال

مشروع دعم الطفلة الخيرية والأفغان ومولد الحسنان
600.000.000 ريال

كفالة الأيتام
5000 يتيم
50.000.000 ريال شهرياً
600.000.000 ريال سنوياً

مشروع دعم دور الأيتام
31.000.000 ريال

كسوة العيد والشاء
50.000 مستفيدة
544.000.000 ريال

مشروع الحجاب الغدائي بمرکز الجرحى الصحي
10.000 عصابة غذائية
160.000.000 ريال

مشروع وولنا قفص يوم حصاده
80.000 أسرة
100.000 قفص

المساعدات المالية والإعلاجية
46.000 حالة
777.000.000 ريال

<https://www.zakatyemen.net/2019/01/10>. (accessed on 26 November 2022).

Appendix A Unofficial Translation of Zakat Infographics

Infographic of the most key projects of the General Authority of Zakat during two years

انفوجرافيك أبرز مشاريع الهيئة العامة للزكاة خلال سنتين

مليار و 745 مليون ريال يمني 9 - YR 9 billion and 745 million

Project of 500, 000 families

مشروع 500 ألف أسرة

أسرة 620.000 - 620,000 families

مليون ريال 417 - YR417 million

Hodeidah Project

مشروع الحديدة

41,000 families - 41000 أسرة

Zakat Al Fitr Project

مشروع زكاة الفطر

Harvest Project

مشروع زراعة وتوزيع الحبوب

60,000 families - 60 ألف أسرة

100,000 Kedah (cups) - 100 ألف كوب

Orphans Guardianship: 5000 orphans

حضانة الأيتام: 5000 يتيم

YR 50 million per month - 50 مليون ريال شهريا

YR 600 million per month - 600 مليون ريال شهريا

Orphanage Support Project

مشروع دعم دور الأيتام

YR 31 million - 31 مليون ريال

Eid and Winter Clothing

كسوة العيد والشتاء

50,000 beneficiaries - 50 ألف مستفيد

YR 544 million 544 مليون ريال

Food Baskets' Project for Quarantine Centres

مشروع الحقائب الغذائية لمراكز الحجر الصحي

10,000 food Baskets - 10 ألف حقيبة غذائية

YR160 million 160 مليون ريال

Emergency and Relief Aid

المساعدات الطارئة والإغاثة

46,000 cases - 46 ألف حالة

YR 777 million - 777 مليون ريال

Medical Camps Project

مشروع المخيمات الطبية

24,000 beneficiaries - 24 ألف مستفيد

12 Medical Camps - 12 مخيم طبي

Project to support hospitals operating with medical devices

مشروع دعم المستشفيات العاملة بالأجهزة الطبية

YR 2 billion - 2 مليار ريال

Project of Debtors

مشروع المدينين

YR 2 billion and 250 million - 2 مليار و250 مليون ريال

Project to support the families of the martyrs and the families of the war prisoners

مشروع دعم أسر الشهداء والأسرى والمعتقلين وأسرى conscience

YR 3 billion and 900 million - 3 مليار و900 مليون ريال

Medical Assistance

المساعدة الطبية

2,600 people - 2600 شخص

YR 490 million - 490 مليون ريال

Wounded Support Project

مشروع دعم الجرحى

One billion and 800 million

بمليار و800 مليون ريال

Project to support the released prisoners

مشروع دعم الأسرى المحررين

YR 326 million - 326 مليون ريال

Supporting scholars, students, summer camps, and university campus

..... دعم العلماء والطلاب والمخيمات والجامعة

One billion

بمليار ريال

Persons with psychosocial disabilities and persons with special needs

المعاقين والذين يعانون من الإعاقة النفسية والاجتماعية

5157 persons - 5157 شخص

YR100 million - 100 مليون ريال

Marriage and Mass Weddings Assistance

المساعدة لقرارات الزواج والاحتفالات الجماعية

Project to support charitable kitchens, ovens, and charity tables

مشروع دعم المطابخ الخيرية والأفران وموائد الصدقة

YR600 million - 600 مليون ريال

Figure 22.2

Distribution cash to enemy prisoners

26/11/2022, 23:58

The inauguration of the distribution of cash and in-kind zakat to enemy prisoners at a cost of 150 million riyals – the General Authority for...

[Press here](#) To download the zakat declaration



< news < Home



The Inauguration Of The Distribution Of Cash And In-Kind Zakat To
Enemy Prisoners At A Cost Of 150 Million Riyals

<https://www.zakatyemen.net/2022/05/01/التشغيل-توزيع-الزكاة-نقدية-والعينية-ل/>

1/4

26/11/2022, 23:58

The inauguration of the distribution of cash and in-kind zakat to enemy prisoners at a cost of 150 million riyals – the General Authority for...

Press here To download the zakat declaration

Zakat | Saba

The General Authority for Zakat, in coordination with the National Committee for Prisoners Affairs, launched today a project to distribute cash and in-kind zakat to enemy prisoners at a cost of 150 million riyals.

At the inauguration, the head of the General Authority for Zakat, Sheikh Shamsan Abu Nashtan, explained that the distribution of monetary and in-kind gifts to enemy prisoners in army prisons and popular committees comes in compliance with the Almighty's saying: "And they feed food out of love for it, the poor, the orphan, and the captive".

He pointed out that the projects directed at enemy prisoners embody the principles and greatness of Islam, which urges and recommends good for the prisoner, and reflects the morals, values and customs of the Yemeni people. The Yemeni people transcend their wounds, and the prisoners are treated with dignity.

Abu Nashtan pointed out that the file of the prisoners is humanitarian, which requires that there be serious steps by the other side in response to the initiative launched by the revolutionary leadership and the Supreme Political Council to release all prisoners, all for all.

For his part, the advisor to the President of the Supreme Political Council, Allama Muhammad Muftah, praised the Zakat Authority's initiative to aid the enemy's prisoners with a cash and in-kind project embodying the principles of the Islamic religion of respecting and caring for the prisoner.

He said: "We hope that we do not have prisoners left and that our prisoners are released from the prisons of the enemy, because had it not been for our prisoners with the enemy, we would not have needed their prisoners to remain with us, but the enemy is the one who caused the suffering of everyone, especially the suffering of our prisoners, killing and torturing them in their prisons".

In turn, Ali al-Saqqaf, the representative of the Zakat Authority, indicated that the authority launched the project at a cost of 150 million riyals for all enemy prisoners, embodying the principles of Islam and delivering a message to the world in dealing with prisoners during wars.

He stressed the authority's keenness to embody the culture of the Qur'an. He said, "The prisoner, whoever he is, has become a prisoner with rights and duties, despite the suffering of the prisoners of the army and the popular committees in the prisons of the enemy and his treatment and torture of them".

At the inauguration, in the presence of the two representatives of the Zakat Authority for the Resources Sector, Dr. Ali Al-Ahnoumi, and the Awareness and Rehabilitation Sector, Ahmed Majali, a member of the National Committee for Prisoners' Affairs, Ahmed Abu Hamra, confirmed that the prisoners' file is human and the affected are the families of the prisoners from both sides. As a human being and not to involve him in political files.

<https://www.zakatyemen.net/2022/05/01/التدشين-توزيع-الزكاة-النقدية-والعينية-ل/>

2/4

26/11/2022, 23:58

The inauguration of the distribution of cash and in-kind zakat to enemy prisoners at a cost of 150 million riyals – the General Authority for...



Source: [https://www.zakatyemen.net/2022/05/02/.](https://www.zakatyemen.net/2022/05/02/)

Figure 22.3

Distribution of cash gift to the wounded and war disabled

27/11/2022, 00:00

The General Authority for Zakat launches a project for distributing cash gifts to the wounded and the war-disabled – The General Authorit...

[Press here](#) To download the zakat declaration[news](#) [Home](#)

The General Authority For Zakat Launches A Project To Distribute Cash Gifts To The Wounded And War-Disabled

Zakat | Today, the General Authority for Zakat launched a project to distribute cash gifts to the wounded and war-disabled in hospitals and care centers in the capital Sana'a and the governorates, in coordination with the Wounded Foundation and the Yemen

<https://www.zakatyemen.net/2022/05/02/الهيئة-العامة-للزكاة-تدشن-مشروع-توزيع/>

1/3

27/11/2022, 00:00

The General Authority for Zakat launches a project for distributing cash gifts to the wounded and the war-disabled – The General Authorit...

Future Association for the Care and Rehabilitation of the Disabled, at a cost of 292 million and 330 thousand riyals, under the slogan "Loyalty to the People of Loyalty"

At the inauguration, the Undersecretary of the Zakat Authority, Ali Al-Saqqaf, the Undersecretary of the Resources Sector, Dr. Ali Al-Ahnoumi, the Secretary-General of the Future of Yemen Society, Eng. Cash and in-kind gifts

The visiting delegation of those in charge of the care centers listened to an explanation about the services and care provided to the wounded and the handicapped

During the inauguration, the representative of the commission, Ali al-Saqqaf, confirmed that the project, which targets the most important segment, namely the wounded and the war-disabled on the blessed Eid al-Fitr, is a continuation of the activities of the Ramadan Zakat Authority as a duty for the Zakat Authority and the state to take care of this segment and exchange loyalty with loyalty

He emphasized the keenness of the Zakat Authority to support the Foundation for the Wounded and the Society for the Future of Yemen in their tasks and obligations towards the wounded and the war-disabled and other stationed and the families of the great martyrs as a translation of the directives of the revolutionary and political leadership

For his part, the Undersecretary of the Resources Sector, Dr. Ali Al-Ahnoumi, pointed out the importance of the project, which targets the wounded, the war-disabled, and the living martyrs, which comes in implementation of the directives of the Leader of the Revolution, Mr. Abdul-Malik Badr Al-Din Al-Houthi, and the President of the Political Council, His Excellency Field Marshal Mahdi Al-Mashat

He emphasized that the wounded, with their great sacrifices and their remains, achieved steadfastness and great victory. He pointed out that whatever is presented and will be presented to this important and great segment, it will not fulfill their right

بدوره أوضح الأمين العام لجمعية مستقبل اليمن، بندر الحمزي، أن هيئة الزكاة قدمت هدايا مالية لأكثر من 7 آلاف معاق وكسوة أبناء ألفين و 134 أسرة من أسر المعاقين وكذا هدايا نقدية للمرضى من الحالات النفسية لأكثر من ألف و 500 حالة إلى جانب العديد من المشاريع التي كان لها الأثر الإيجابي.

وثنى دور هيئة الزكاة لاهتمامها بجميع فئات المجتمع والتي تعتبر نموذجاً رائداً يحتذى به وأصبحت الملجأ للفقراء والمساكين والمحتاجين وحطمت أهداف العدوان الذي سعى لتأجيج الوضع الإنساني.

وأكد سعي الجمعية إلى تنفيذ مشاريع في مجال التمكين الاقتصادي والزراعي كون هناك نماذج رائدة لم تمنعهم الإعاقة من الإبداع والمنافسة وأن يصبحوا قدوة كما كانوا نموذج وقوة في التضحية والدفاع عن الوطن.

فيما أشار المدير التنفيذي لمؤسسة الجرحى، علي الضحائي، إلى أن مشروع توزيع الهدايا النقدية للجرحى الأوفياء في المستشفيات ومراكز الرعاية بالأمانة والمحافظات لأكثر من ألف و 200 جريح يأتي ضمن برامج تحسين رعاية الجرحى يتمويل هيئة الزكاة بقيمة 31 مليون و 875 ألف ريال.

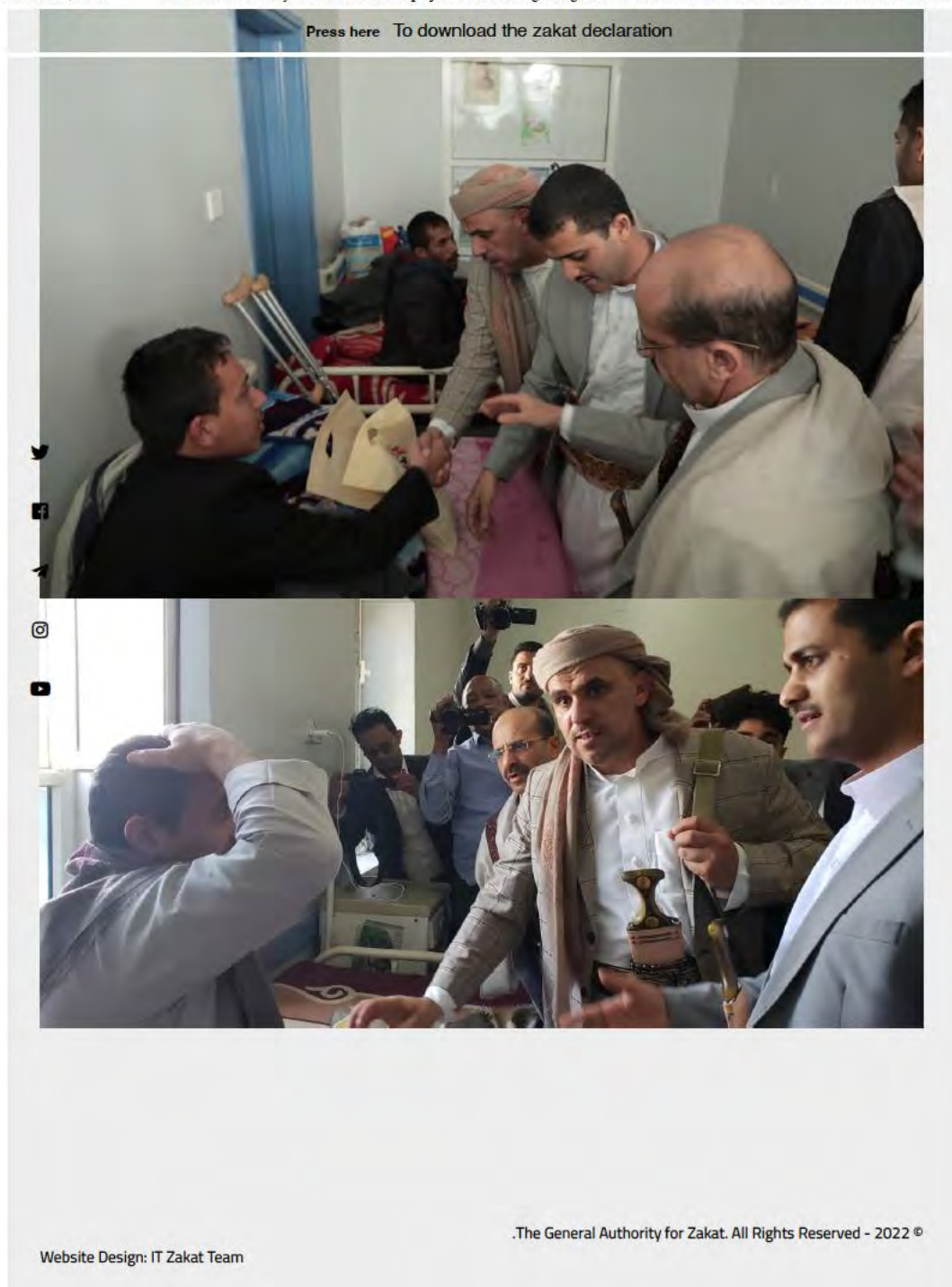
بدورهم ثمن الجرحى ومعاقى الحرب هذه الزيارة الكريمة لهيئة الزكاة والتي تدل على اهتمام القيادة الثورية والسياسية وقيادة الهيئة بجرحى الجيش واللجان الشعبية .. مؤكدين عزمهم مواصلة الذود عن حياض الوطن وأمنه واستقراره وسيادته واستقلاله .

الهيئة العامة للزكاة -مشاريع-مشاريع/2022/05/02/https://www.zakatyemen.net

2/3

27/11/2022, 00:00

The General Authority for Zakat launches a project for distributing cash gifts to the wounded and the war-disabled – The General Authorit...



Source: <https://www.zakatyemen.net/2022/05/02/>.

Annex 23 Tax on Hospitals

Ministry of Finance
Capital Tax Office

وزارة المالية / مصلحة الضرائب
مكتب ضرائب أمانة العاصمة
ادارة الخصم والإضافة لضرائب الدخل

تكليف إداري (لمدة اسبوعين)

المرحوم
المرحوم

الأخ: **حسين محمد عيساد**
الأخ: **عصمت ياسين الشافط**

بعد التعمية: ١١:١١

تنفيذاً لأحكام قانون ضرائب الدخل رقم (١٧) لسنة ٢٠١٠م وللأتمته التنفيذية الصادرة بموجب قرار وزير المالية رقم (٥٠٨) لسنة ٢٠١٠م وتنفيذاً لقرار وزير المالية رقم (٢٣) لسنة ٢٠١٧م بشأن تعديل جداول لقيام الخصم والإضافة تحت حساب ضرائب الدخل إنظام الخصم والإضافة) تلتزم بتطبيق القرارين المذكورين إلى المنشآت التالية:

١	مستشفى الأم	٨	المستشفى اليمني الرئيسي
٢	المستشفى اليمني الشمالي	٩	مستشفى عز الدين الشيباني
٣	المستشفى الاستشاري	١٠	المستشفى الاهلي
٤	مستشفى العودة	١١	مستشفى المدينة
٥	المستشفى الأوروبي	١٢	المستشفى الألماني الحديث
٦	مستشفى الدكتور خالد العراقي	١٣	مستشفى الوسام
٧	مستشفى لبنان	-	-

وبذلك تساهمة مدة تنفيذ وتطبيق قرار وزير المالية رقم ٢٣ لسنة ٢٠١٧م لتتولد التالية:

- ١- خصم الضريبة بنسبة (٤%) عن كل عملية يجريها المستشفى عند استدعاء أو استضافة أي دكتور من خارج كادر المستشفى إذا كان يوجد لديه رقم ضريبي أو بنسبة ١٥% في حالة عدم وجود رقم ضريبي لديه تنفيذاً لتوجيهات رئاسة المصلحة رقم (٤٦١٥) بتاريخ ٢٠١٩/١١/٢٤م وتنفيذاً لنص البند رقم (٣٠) من قرار وزير المالية الف الذكر.
- ٢- خصم الضريبة بنسبة (٤%) عن أي عملية يجريها أي دكتور بصورة ولو كان من كادر المستشفى ولديه رقم ضريبي أو بنسبة ١٥% في حالة عدم وجود رقم ضريبي لديه تنفيذاً لتوجيهات رئاسة المصلحة رقم (٤٦١٥) بتاريخ ٢٠١٩/١١/٢٤م وتنفيذاً لنص البند رقم (٣٠) من قرار وزير المالية الف الذكر، وتجدر الإشارة إلى أن نسبة الخصم سالفة الذكر تتم على أي مبلغ مستحق للطبيب الذي قام بإجراء العملية وإنما المستشفى يقوم بدور الوسيط في عملية خصم وتوريدها تنفيذاً لقرار وزير المالية رقم (٢٣) لسنة ٢٠١٧م كون المستشفيات من الجهات الملزمة بتنفيذ القرار.

تقرر تكليفكم بالتزول إلى المكلفين المذكورين اعلاه للقيام بالاتي:

- التحري والتأكد من مدى تنفيذ وتطبيق قرار وزير المالية وجمع أي بيانات او المعلومات للمكلفين اعلاه .
- الاطلاع على النظام الآلي المحاسبي الخاص بالمستشفى وسحب كشوفات رسمية معدة من قبل المستشفى من واقع النظام.
- الرفع إلينا بما تم التوصل إليه وتحملكم مسؤولية التقصير والتهاون في عملكم .
- عمل المحاضر والاجراءات اللازمة (محضر موافقة- رفض - غيرها)
- مع الغاء أي تكليف سابق .

ونقبلوا تحياتنا...!!

مدير إدارة الخصم والإضافة
عبدالله المنقذ

مراجعة الإدارة
عبدالله المنقذ

مدير عام مكتب
عبدالله المنقذ

مدير عام مكتب
عبدالله المنقذ

Source:

Confidential

Appendix A Unofficial Translation of the order for tax on Hospitals

Administrative assignment (for two weeks)

Mr/ Hussein Muhammad ~~Abbad~~

Mr/ Muhammad Yassin

After greeting

In implementation of the provisions of the Income Tax Law No. (17) of 2010 and its executive regulations issued pursuant to the Minister of Finance's Decision No. (508) of 2010 AD, and in implementation of the Minister of Finance's Decision No. (23) of 2017 AD regarding amending the schedules of the deduction and addition system under the income tax account (the deduction and addition system) Therefore, it was decided to assign you to the following facilities:

1. Mother's hospital
2. Yemeni German Hospital
3. Consulting Hospital
4. Al Mawaddah Hospital
5. European hospital
6. Dr. Hashem Al-Iraqi Hospital
7. Lebanon Hospital
8. Yemeni French Hospital
9. Izz al-Din al-Shaibani Hospital
10. Al-Ahly Hospital
11. City hospital
12. Modern German Hospital
13. Wissam Hospital

This is to follow up the period of implementation and application of the Minister of Finance's Decision No. 23 of 2017 AD for the following items:

1. Tax deduction by (4%) for each operation conducted by the hospital when summoning or hosting any doctor from outside the hospital staff if he has a tax number, or by 15% in the event that he does not have a tax number himself, according to the directives of the Presidency of the Authority No. (4615) dated 11/24/2019 AD and in implementation of the text of Clause No. (30) of the aforementioned Minister's decision.

2. Tax deduction at the rate of (4%) for any operation performed by any doctor with a commission, even if he is a hospital staff member and has a tax number, or by 15% in the event that he does not have a tax number, in implementation of the directives of the Presidency of the Tax Authority No. (4615) dated 11/24/2019 and implementation For the text of Clause No. (30) of the aforementioned decision of the Minister of Finance, and it should be noted that the aforementioned deduction is based on any amount due to the doctor

who performed the operation, but the hospital plays the role of mediator in the deduction and supply process in implementation of the decision of the Minister of Finance No. (23) of 2017 And the fact that hospitals are obligated to implement the decision.

It was decided to assign you to go to the above-mentioned taxpayers to do the following:

- Investigating and ascertaining the extent to which the decision of the Minister of Finance is implemented and collecting any data or information for the above-mentioned taxpayers.
- View the hospital's automated accounting system and withdraw official statements approved by the hospital from the reality of the system.
- Upload to us what has been reached, and we hold you responsible for negligence and negligence in your work.
- Making the necessary records and procedures (records of approval, refusal, etc.).
- With the cancellation of any previous assignment.

And accept our greetings

Management references

Mahdi Al-Suwaidi

Director of the Discount and Addition Department,

Abdul Salam Hussein Taher

Deputy for Executive Affairs

Abdullah the rescuer

Director General of the Capital Municipality Tax Office

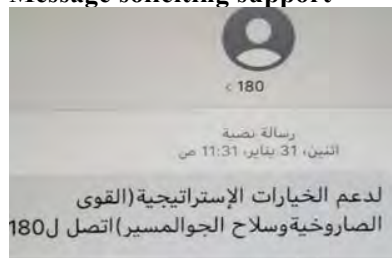
Samir Abdel Hamid Al-Hijri

Annex 24 Telecom Sector

1. The telecommunications industry in Yemen has been a major source of revenue for the Houthis since the conflict started (paragraph 84 of [S/2022/50](#)).
2. After taking over the ownership and control over some of these Sana'a-based private telecom companies, the Houthi authorities use some part of the revenues from these companies for their war efforts. The Panel has received information that two Sana'a-based telecom companies, operating under the control of the Houthi authorities, have recently upgraded their systems, and have made available 4G services to the subscribers across Yemen. This will help these companies to potentially increase their subscriber base and revenue earnings as well.
3. The Panel has received information that the Houthis are using the telecom services in sending millions of messages to the subscribers soliciting support and financial contributions for their war efforts (fig. 23.1 to fig. 23.3).

Figure 24.1

Message soliciting support



Source: Confidential

Appendix A Unofficial translation of Messages soliciting support

180

Text

Mon, Jan 31, 11:31 AM

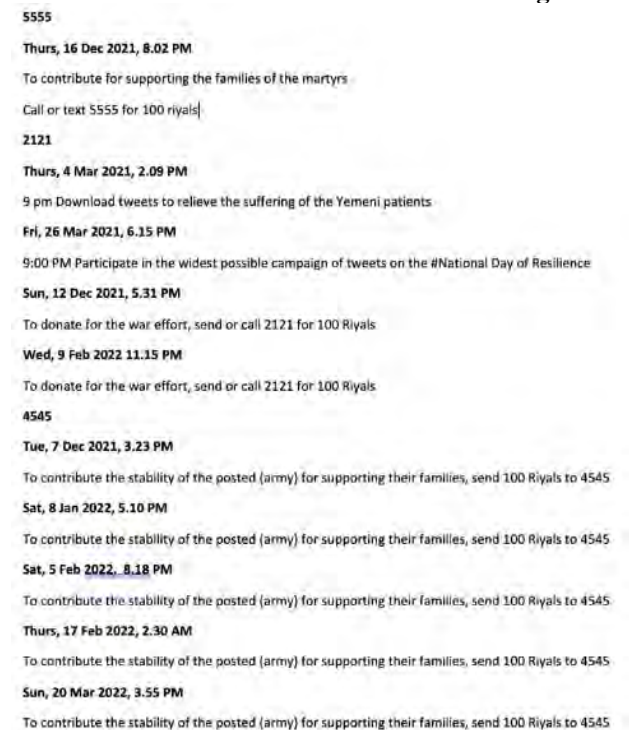
To support strategic choices
(Forces, Missile and Air Force)
Call 180

Figure 24.2
Messages soliciting support



Source: Confidential sources and “Telecommunication: A Tool of War”, Fifth Report of Regain Yemen, <https://www.regainye.org/2022/06/30/regain-yemen-issues-its-fifth-report-telecommunication-is-a-tool-of-war/>.

Figure 24.3

Unofficial translations of some other messages received by the Panel

Source: Confidential

4. Further, the Houthi authorities have issued directions to some of the telecom companies vide Ref. No. 3848 dated 4 June 2022 to allocate and deposit one per cent of telecommunications bills (landline, mobile, international, internet) and prepaid cards in the account of the Fund for the Welfare of Martyrs' Families, in terms of Decree No. 22 (2022), and article 13 of the Welfare of Martyrs' Families Act (No. 2 of 2022) (Fig 23.4).

Figure 24.4

Directions to telecom companies to deposit one per cent of telecommunications bills

Source: Confidential

Appendix B Unofficial translation of Directions to deposit one per cent of telecom bills

Republic of Yemen

Ministry of Telecommunications and
Information Technology

The Minister

Date: 5 Dhu'l-qa'dah A.H. 1443

Annex:

Ref.: 3848

Date: 4 June A.D. 2022

To: Chief Executive Officer of Sabafon
Chief Executive Officer of the Yemen Oman United telecommunications company
Chief Executive Officer of Yemen Mobile
Chair of the General Holding Company for Real Estate Development

Sirs,

Subject: Allocation of 1 per cent of telecommunications bills and prepaid cards for the Fund for the Welfare of
Martyrs' Families

The Ministry of Telecommunications and Information Technology presents its best compliments and wishes you success in your work.

With regard to the aforementioned subject, I should like to draw your attention to communication No. 43-11 of 28 Shawwal A.H. 1443 (29 May A.D. 2022) from the Chair of the Board of Directors of the General Authority for the Welfare of Martyrs' Families concerning the Welfare of Martyrs' Families Act (No. 2 of 2022) and its implementing regulations, which were promulgated by Presidential Decree No. 22 (2022) (copy attached), as well as article 13, paragraph 6, of that Act, which provides that the resources of the Fund shall consist of 1 per cent of all telecommunications bills (landline, mobile, international, Internet) and prepaid cards.

Accordingly, the Ministry calls upon you to implement the Act and divert the required percentage to the account of the Fund for the Welfare of Martyrs' Families.

Accept, Sirs, the assurances of my highest consideration.

(Signed) Musfir Abdullah al-Namir

Minister of Telecommunications and Information Technology

5. The GoY informed the Panel that they have seized many telecom equipment consignments, which were being smuggled into Yemen without obtaining a licence or approval from the GoY's Ministry of Telecommunications and Information Technology. The Panel has been informed by its sources that some of the Sana'a-based telecom companies have recently changed their mode of procurement of equipment. Instead of directly importing the equipment, they have started buying equipment through some approved list of suppliers, who smuggle the equipment mostly through land borders in the GoY-controlled areas and then transfer the same to Sana'a. This modus operandi is being adopted to avoid being directly implicated in any case of smuggling when any consignment is seized by the Customs authorities of the GoY. The Panel has received information that such shipments regularly reach the Houthi-controlled telecom companies through smuggling networks.

6. Following the takeover of telecom companies by the Houthis, new telecom companies were established in Aden. The telecom sector, like the banking sector, has also been divided between the GoY and the Houthi-controlled areas. The Houthis, however, exercise complete control over the internet in Yemen through the national top-level domain, ".ye" (paragraph 85 of [S/2022/50](#)). The Panel has been informed that since the telecom industry is growing very fast, from a purely financial perspective, the Houthis have been putting up numerous obstacles for the operations, capacity expansion and technological upgradation of the Aden-based telecom companies, who are considered as competitors to the telecom companies operating in territories under the control of the Houthis. In order to continue its monopolistic market share in entire Yemen, Houthis do not allow the growth of its rival telecom companies based in Aden. The Panel has received information from multiple sources about the destruction of the telecom assets (towers and cables) of Sabafon, an Aden-based private telecom company.

7. During its visit to Aden, the Panel received information that in November 2021, two important telecom link sites of the Aden-based Sabafon company at Al-Balaq and Al-Hudbaa stations in Ma'rib Governorate were allegedly attacked by missiles launched by the Houthi forces. The sites connected the Sabafon network to their main data centre in Aden. It was alleged that as a result of these attacks, the sites were severely damaged (see fig.

23.6), and Sabafon customers lost all network connectivity for several weeks until Sabafon restored the service. Further, on 11 May 2022, the Houthis allegedly attacked another Sabafon telecom link site at Al-Sabayhah. As a result of the attack, the communication tower collapsed (see fig. 23.6). Since this was an important link site connecting Ta'izz City with the Sabafon network, customers of Sabafon in the area have lost network connectivity. The Panel has written to the Houthis about these attacks, and their reply is pending.

Figure 24.5

Location of the Sabafon Site

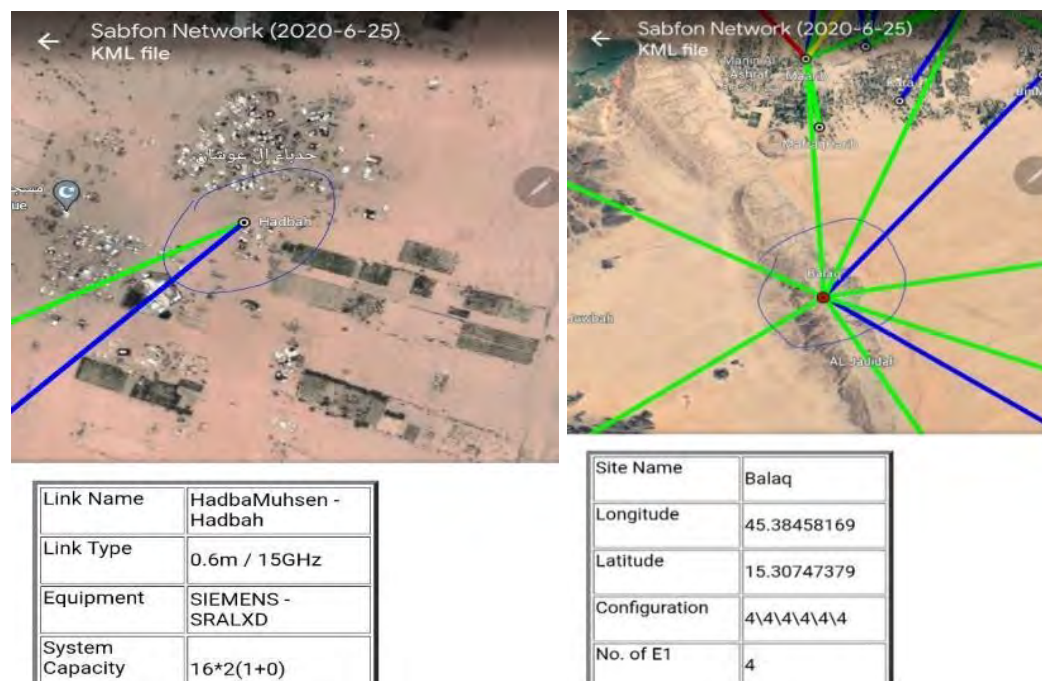


Figure 24.6

Damaged Sabafon Site



Site Name	Sabayha
Longitude	44.51844158
Latitude	13.03060777
Configuration	4\4
No. of E1	1
Mast Type	S.T 45
Status	On Air



8. Telecommunication services are critical for the day-to-day socioeconomic requirements of everyone, and any measures taken in this respect should not result in any adverse consequences for the civilian population.

Annex 25 Income from Oil and Oil Derivatives

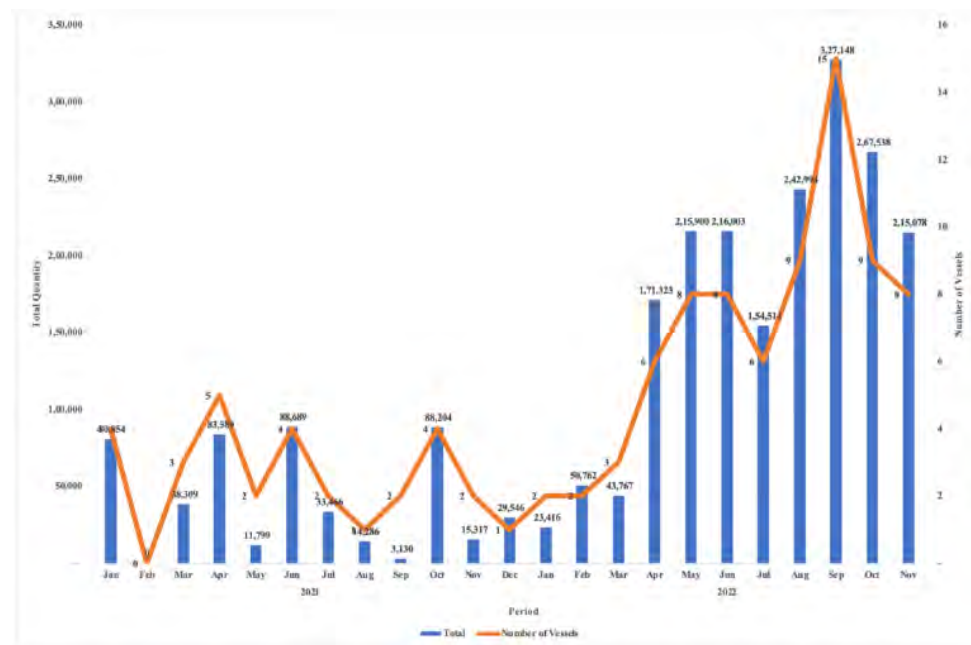
1. The Hudaydah port, through which up to 48 percent of oil was imported prior to June 2019, saw only 8 percent of oil imports in the first quarter of 2021. There were complaints regarding shortage of fuel, arising out of alleged oil embargo by the GoY. The requirements of customers in Houthi-controlled areas were met by bringing oil from GoY-controlled ports overland across the front lines. The Houthis were also collecting customs revenue again, apart from other taxes, and illegal fees at their checkpoints. However, with the announcement of the truce in April 2022, significant quantities of oil imports have been allowed through Hudaydah port again (table 24.1 below). Although the Houthis did not renew the truce after 2 October 2022, and have been attacking the oil terminals, ports and vessels, the GoY sources informed the Panel that they did not have any proposal to re-impose any embargo on the import of fuel through the Hudaydah port.

Figure 25.1

Fuel discharged at Hudaydah and Saleef Ports (January 2021 to November 2022)

Fuel discharged in Hudaydah and Saleef ports of Yemen (January 2021 to November 2022)										
Year	Month	Gas Oil (t)	Gasoline (t)	Fuel Oil (t)	Gasoline 92 Ron (t)	LPG (Liquefied Petroleum Gas) (t)	Coal (t)	Gasoline Unleaded (t)	Total (t)	Number of Vessels
2021	Jan	28,061	-	29,992	-	8,501	-	14,299	80,854	4
2021	Feb	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2021	Mar	33,309	-	-	-	5,001	-	-	38,309	3
2021	Apr	49,078	-	22,702	-	11,809	-	-	83,589	5
2021	May	11,799	-	-	-	-	-	-	11,799	2
2021	Jun	28,378	27,893	23,960	-	8,458	-	-	88,689	4
2021	Jul	33,466	-	-	-	-	-	-	33,466	2
2021	Aug	-	-	14,286	-	-	-	-	14,286	1
2021	Sep	3,130	-	-	-	-	47,880	-	51,010	2
2021	Oct	40,920	-	-	29,979	17,305	-	-	88,204	4
2021	Nov	3,540	-	11,777	-	-	-	-	15,317	2
2021	Dec	29,546	-	-	-	-	-	-	29,546	1
2022	Jan	23,416	-	-	-	-	-	-	23,416	2
2022	Feb	21,282	29,480	-	-	-	-	-	50,762	2
2022	Mar	4,223	-	30,057	-	9,488	-	-	43,767	3
2022	Apr	49,974	64,631	24,189	32,528	-	-	-	1,71,323	6
2022	May	1,22,019	27,590	-	58,048	8,242	-	-	2,15,900	8
2022	Jun	87,350	90,272	-	-	8,232	-	30,149	2,16,003	8
2022	Jul	57,735	55,689	7,460	-	33,630	-	-	1,54,514	6
2022	Aug	1,15,954	1,18,746	-	-	8,295	-	-	2,42,994	9
2022	Sep	1,71,197	1,17,162	29,457	-	9,333	-	-	3,27,148	15
2022	Oct	1,49,078	88,473	29,987	-	-	-	-	2,67,538	9
2022	Nov	1,18,417	57,412	-	-	9,249	-	-	2,15,078	8
Total		11,81,871	6,77,348	2,23,868	1,20,555	1,37,542	47,880	74,448	24,63,510	106

Source: UNVIM



Source: Panel based on UNVIM data

2. The Houthis often complain that the clearance process takes too long, adding to the cost of freight, insurance, and demurrage.¹²⁴ However, information received by the Panel shows that the average time required for UNVIM's pre-clearance ranged between 3 to 24 hours during the period from January to November 2022; in the month of November, the minimum processing time was one hour and the average was just three hours (table 24.2 below). On the other hand, the average time spent at the CHA ranges between 4.9 to 50.3 days and in some cases the minimum time has been half a day and the maximum 167 days. Since the announcement of the truce, the waiting time in the CHA has been significantly reduced. Even in October 2022, when truce had just ended, both the minimum and average time spent at the CHA came down to half a day and 4.9 days respectively, and in November, the average time was 5.3 days (table 24.3 below). The reasons for those waiting times include delays in obtaining the necessary clearances from the Coalition, as well as various other factors, including capacity constraints at the ports.

Table 25.2

Pre-Clearance Processing Time taken by UNVIM (January to November 2022)

<i>Time Taken by UNVIM to Clear Vessels (hours)</i>			
<i>Month</i>	<i>Minimum</i>	<i>Maximum</i>	<i>Average</i>
Jan	1	65	17
Feb	4	25	12
Mar	4	74	13
Apr	1	30	8
May	1	25	11
Jun	1	52	10
Jul	1	30	8
Aug	1	50	18
Sep	1	146	6
Oct	1	77	24
Nov	1	36	3

Source: UNVIM

Table 25.3

Post-Clearance Time taken at CHA (January to November 2022)

<i>Fuel Vessels Time Spent in CHA (Days)</i>			
<i>Month</i>	<i>Minimum</i>	<i>Maximum</i>	<i>Average</i>
Jan	2.4	167.0	45.2
Feb	20.2	69.3	50.3
Mar	2.7	88.7	37.4
Apr	2.0	31.9	22.1
May	0.9	23.0	9.0
Jun	1.5	19.5	6.0
Jul	2.9	17.5	10.0
Aug	1.8	22.1	8.2
Sep	1.5	10.1	8.9
Oct	0.5	17.5	4.9
Nov	1.8	10.1	5.3

Source: UNVIM

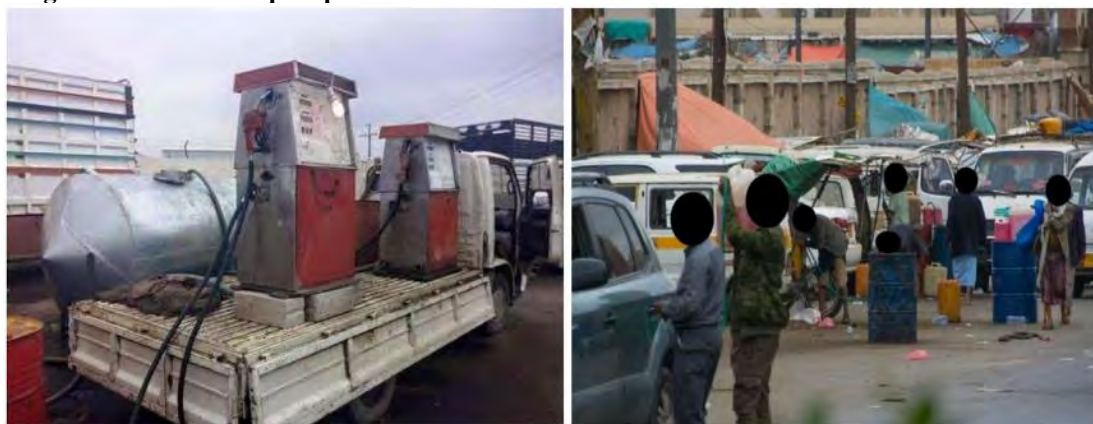
¹²⁴ Charges paid for delays in loading or discharging cargo within the stipulated time.

3. Although oil shipments were allowed to arrive at Hudaydah to tide over the shortage of fuel in Houthi-controlled areas, the Houthis seized the opportunity to make money. GoY informed the Panel that under the Stockholm Agreement, the Houthis were to collect customs duties on the import of oil through the Hudaydah port on the condition that they would be paying salaries of public employees. However, the Panel has been informed that no salaries have been paid so far. Thus, apart from the customs duties collected by the Houthis, the unjustified hike in the prices of fuel has added to their financial resources. The customs authorities in Aden have calculated the loss of customs revenue for the GoY to approximate YR 271.935 billion for the period between April to November 2022. This loss to GoY equates to a corresponding gain by the Houthis during this period, as the said amount is not being spent for paying salary to the public service employees.

4. The Panel mentioned in paragraph 88 of its final report of 2021 ([S/2022/50](#)), how the Houthis had created an artificial scarcity of fuel in areas under their control in order to force traders to sell oil in the black market operated by them and collected illegal fees from such sales. As per the information received by the Panel, petrol was being sold in the black market in the range of YR 18,000 – 26,000 per 20 litres, depending on the shortage. Figure 24.1 below demonstrates how oil was being sold openly and illegally through local traders and makeshift petrol bunks. Panel has been further informed by its sources that when fresh shipments are expected, in order to create space in its warehouses in Hudaydah and Sana'a, Houthis make announcements about the closure of the outlets of the Sana'a-based Yemen Petroleum Company (YPC) citing shortage of fuel as the reason, leading to panic buying of petrol. A few outlets of YPC remain open for a limited time. The black markets, controlled by the Houthis, resurface and the petrol prices suddenly go up. It serves twin purpose; space is created in the warehouses for the fresh shipments to be stored, and the Houthis collect illegal profits by selling fuel through the black market. The Panel has been informed that black markets were operating in full swing for a limited period in July and again in September 2022, selling petrol at prices ranging between YR 22000-24000 per 20-litre cans.

Figure 25.1

Illegal makeshift fuel pumps in Sana'a



Source: Confidential

Annex 26 Confiscation of land and other properties

1. Real estate is another sector that generates huge amount of revenues for the Houthis. The Panel received information that the Houthis forcibly confiscated large swathes of land and buildings in Tihama and other regions under their control. Information received by the Panel revealed that Houthi forces had assigned some of its members to the village mosques to deliver Friday sermons to persuade citizens to give up their lands. On 30 August 2022, the Houthi forces began a campaign to force the citizens, with threats and intimidation, to sign documents that they were not the owners of the land that they were cultivating and to voluntarily surrender their rights in favour of the state. It was alleged that one supervisor in the southern area (Zubaid, Beit Al-Faqih and Al-Jarrah districts) had summoned the legal secretaries (“Amin Sharaai”) and instructed them to hand over the land agreements/ownership deeds that were in their possession. On 9 September 2022, the Houthi forces went to these villages in about 30 military vehicles, along with bulldozers and tractors, fired shots, indiscriminately, and beat women with rifle butts, injuring several of them from the villages of Al-Khodarya, Al-Maarif and Bani Al-Sabahi in the Al-Qasra area and arrested about 76 citizens, who were put in the prisons. The Panel has received the names of three women who were beaten up as well as the names of 15 persons who have been arrested. The Panel has also received the names and contact details of 27 victims and eyewitnesses and interviewed a few of them. However, the Panel could not personally contact all of them as they fear that they would be killed if they reveal anything to the Panel. The Houthis allegedly used forces and took possession of their lands, removed all recognized boundary markers, created new subdivisions, and dug several artesian wells on the plundered land. On 28 September 2022, the Houthi leaders summoned many sheikhs from the Al-Qasra region to Sana’a to force them to persuade the citizens to hand over their lands. However, the Panel met some sheikhs but could not personally contact the persons, who were later released after signing the documents disowning their rights over their lands. The Panel was informed that they were afraid to come out in the open to reveal anything against the Houthis.

2. The Panel received a copy of the investigation report written by the Director of Beit al-Faqih and Tuhayta districts; held discussions with the GoY-appointed Governor of Hudaydah; and interviewed local officials during its visit to Aden. It also interviewed victims and their relatives living in Aden and Cairo. They produced documents claiming ownership over or inheritance of confiscated lands, photographs, and videos of the incidents and their imprisonment. The Panel, however, cannot independently verify the authenticity of the same. A letter has been sent to the Houthis about the incident and their response is awaited.

3. As per information received by the Panel, in September 2022, the Houthi forces confiscated about 10 square kilometres of land belonging to about 5,000 farmers in the Tihama region, especially in some districts of Hudaydah Governorate (Beit al-Faqih, Al-Tahita and Al-Zaydiya).

4. As per GoY, the Houthis have confiscated about 3,000 ma’ads of land (one ma’ad is 4,248 sq.ms), valued at approximately YR 15 billion in Al-Qasra area of Bait al-Faqih district. The Panel also received information that the Houthis seized vast lands in Al-Tuhaita district of Hudaydah Governorate on the pretext that these were ‘Awqaf’ (endowment) lands, despite claims of ownership by local citizens. The area of plundered land is estimated to be about 16,000 ma’ads, valued at YR 80 billion. There are further reports of seizure of lands and buildings in other areas, resulting in the eviction of hundreds of civilian families and loss of their livelihoods.

Figure 26.1
Confiscation of land



Source: Confidential

5. Information received from various sources including some of the relatives of the victims revealed that under the supervision of eight Houthi leaders,¹²⁵ citizens' lands in the Al-Qasra area were forcibly confiscated.

6. There are further reports of seizure of lands and buildings in the following areas, resulting in the displacement and eviction of hundreds of civilian families and the loss of their livelihoods and homes:

- a) South of the capital of Tuhaita district in the Al-Suwaiq area (one citizen is reported to have suffered a stroke when he learned that his property had been plundered);
- b) On 4 June 2022, land was seized in Manthar district;
- c) Several villages in Al-Hussainiya and Al-Juruba districts, in Attoor, and in al Qasra areas;
- d) Bani Matar area, west of Sana'a, Wadi al-Ja'ab, Bait Nama, Wadi al-Masjid and Bani Hatim in the same district.¹²⁶

7. The Panel has received information that the Houthi forces have taken over certain lands which were earlier given to the defence forces on ownership basis, and have imposed restrictions on any sale, purchase, transfer, or construction thereon. For this purpose, a committee has been set up under one Judge¹²⁷ to undertake survey of defence land and then to utilise them for setting up different projects, and for other commercial investments so that the profits can be utilised for military purposes. A few such instances have been brought to the notice of the Panel:

- a) Land on the western side of the West Coast Road from Hudaydah to Aden, without permission from the security and intelligence offices.
- b) In the city of Sawan in Sana'a (about 7041 plots of land and 800 housing units). The Panel has received information that the residents of the city of Sawan in Sana'a are demanding the lifting of the siege on their properties comprising 7,041 plots, and about 800 housing units that belonged to about 5,000 people; cessation of attacks by the Houthi forces; and lifting of the armed force of the Houthi leader,¹²⁸ who is trying to control thousands of homes.

¹²⁵ The names of these persons are with the Panel but the same are not being disclosed pending further verification.

¹²⁶ The name of the leader under whose supervision the land was confiscated is with the Panel but the same is not being disclosed pending further verification.

¹²⁷ The name of the person is with the Panel but the same is not being disclosed pending further verification.

¹²⁸ The name of the person is with the Panel but the same is not being disclosed pending further verification.

Annex 27 Letter imposing restrictions on land

Figure 27.1

Letter imposing restrictions on land



Source: Confidential

Appendix A Unofficial Translation of the letter imposing restrictions on land

Brothers / legal secretaries of the Directorate of Sanhan and Bani Bahloul

Gentlemen

Peace, mercy and blessings of God

In implementation of the directives of the leadership of the Sana'a Governorate in the memorandum No. (1749) and dated 15.02.1443 AH regarding the sale and purchase of real estate except after referring to the competent authority in the governorate (security and intelligence)

Therefore:

It is forbidden to buy and sell real estate except after referring to the competent authority in Sana'a Governorate (Security and Intelligence).

sent for execution

Please accept our sincere greetings

Date 19 October 2021

Annex 28 Smuggling of Drugs and Other Items as a source of funding for the Houthis

1. The Panel has been investigating cases of smuggling of narcotic drugs and psychotropic substances and other items to ascertain whether the designated individuals are directly or indirectly involved to generate funds for potential use in their war efforts.

2. The Panel received information about increasing incidents of smuggling and trafficking of narcotic drugs in Yemen and seizure of some consignments by the authorities and unconfirmed reports about the involvement of Houthis.¹²⁹ In one case, 250 kilograms (kgs) of cocaine were found concealed in a sea container carrying sugar consignments and was seized by the authorities at the Aden port. In another case, 201 kgs of cocaine were found in similar consignments of sugar imported by the same importer and shipped from the same country Brazil. During discussions with the investigating officials, the Panel was informed about the linkage of these consignments with Hezbollah in Lebanon, and with the Houthis. The Panel is investigating these cases.

3. During its visit to Riyadh, the Panel was informed about seizures of narcotic drugs and other items by the KSA authorities at the borders, especially at Al Wadiah, Al Khadra, Alb, Al Twal, and Jizan Port. The KSA authorities stated that the trafficking and smuggling of these consignments are being aided and abetted by the Houthis as a means of generating funds for their war activities. The Panel was informed that smuggling has become a major business for the Houthis and the Raqqo market in Munabbih district in the north-western part of Saa'da Governorate in the Bani Ayyash tribe area is the starting point for smuggling and infiltrating into KSA. This market is a hub for selling weapons and drugs of all kinds by unknown Ethiopian migrants, and Yemenis. It has several rest houses, money exchange, and money transfer shops.

Table 28.1

Information on Seizure of smuggled items across the Saudi-Yemeni borders during the period (1 January 2016) to 10 October 2022)

<i>Seizures</i>	<i>Quantity</i>
Cannabis (Hashish) in Kgs	128,022,988
Catha edulis (Khat/Qat) in Kgs	11,526,749
Prohibited medical drugs	4,166,513
Drugs	1,936,074
Heroin in Kgs	42
Methamphetamine in Kgs	11,369
Alcohol in Bottles	81
Alcohol in Litres	34,903
Other Intoxicants in Litres	2,415
Other Intoxicants	27,216
Cigarettes in Kgs	682,902
Chewing tobacco in Kgs	230,426
Betel chewing in Kgs	358,836
Cattle in Numbers	235,627

¹²⁹ https://almashareq.com/en_GB/articles/cnmi_am/features/2022/03/22/feature-01.

Table 28.2

Items seized at Saudi borders (Al Wadiah, Al Khadra, Alb, Al Twal, and Jizan Port) from 2015 to 2022

<i>Seized Items</i>	<i>Quantity Seized in 2015-2019</i>	<i>Quantity Seized in 2020</i>	<i>Quantity Seized in 2021</i>	<i>Quantity Seized in 2022</i>
Narcotics Pills (In Numbers)	580,686	9,884	105,986	3,874,844
Drugs (in MTs)	3011.33	29,053.85	39,778.24	65,517.25

Table 28.3

Items seized in the Jizan maritime region from 9 September 2021 to 10 October 2022

<i>No</i>	<i>Date of seizure</i>	<i>Location</i>	<i>Coordinates</i>	<i>Seized item</i>	<i>Quantity</i>
1	21/08/2021	Jazan Port	16 53 39 42 32 23	Captagon drug	130,530 pills
2	26/09/2021	Jazan Port	16 53 39 42 32 23	Paan (Betel Chewing)	12 Kgs.
3	27/10/2021	Jazan Port	16 53 39 42 32 23	Qat	3,120 Kgs.
4	31/10/2021	Jazan Port	16 53 39 42 32 23	Qat	5,600 Kgs.
5	18/02/2022	Jazan Port	16 53 39 42 32 23	Qat	800 grams
6	24/02/2022	Jazan Port	16 53 39 42 32 23	Qat	1,380 Kgs.
7	12/03/2022	Jazan Port	16 53 39 42 32 23	Qat	3,240 Kgs.
8	20/03/2022	Jazan Port	16 53 39 42 32 23	Qat	3,360 Kgs.
9	23/05/2022	Jazan Port	16 53 39 42 32 23	Qat	2,016 Kgs.
10	09/06/2022	Jazan Port	16 53 39 42 32 23	Cannabis	5,320 Kgs.
11	24/06/2022	Jazan Port	16 53 39 42 32 23	Qat	4 Kgs.
12	27/06/2022	Jazan Port	16 53 39 42 32 23	Qat	100 grams
13	08/07/2022	Jazan Port	16 53 39 42 32 23	Qat	1,480 Kgs.
14	29/07/2022	Jazan Port	16 53 39 42 32 23	Qat	308 grams
15	08/08/2022	Jazan Port	16 53 39 42 32 23	Paan	2,500 Kgs.
				Cigarettes	5 Kgs.
16	28/08/2022	Jazan Port	16 53 39 42 32 23	Qat	8 Kgs.
17	07/09/2022	Jazan Port	16 53 39 42 32 23	Qat	5 Kgs.
18	30/09/2022	Jazan Port	16 53 39 42 32 23	Qat	4,500 Kgs.
19	18/09/2022	Jazan Port	16 53 39 42 32 23	Cigarettes	3,800 Kgs.
20	05/10/2021	Al Mihraq Port Center	17 14 39 42 42 12	Qat	99 Grams

21	08/04/2022	East Bisha Center	17 23 00 42 23 03	Captagone drug	50 pills
22	28/02/2022	South of the Jafri Island	16 36 936 43 39 159	Cannabis	482.435 Kgs.
23	29/09/2021	Abu Ahmed Island	17 03 577 41 45 831	Cannabis	3,600 Kgs.
24	24/10/2021	Al Fursan Port	16 42 13 42 18 08	Cannabis	51,500 Kgs.
25	29/11/2021	Southern border	16 24 7 42 20 4	Qat	35 Grams
26	16/01/2022	Northern Border	17 01 7 42 30 4	Qat	104 Kgs.
27	14/02/2022	Deraqa Island	16 51 37 42 19 09	Cannabis and Captagon	323 Kgs. 463,001 pills
28	16/02/2022	North of Um Raq Center	16 26 07 41 54 04	Qat	8,900 Kgs.
29	29/03/2022	West Ramin Center	16 25 4 42 13 05	Qat	970 Kgs.
30	04/04/2022	Al Shabeen Island	16 40 2 41 31 04	Cannabis Captagon	219 Kgs. 1,865 pills

Table 28.4

Other items (Jewellery, valuable metals, and paper money) seized at the Saudi borders (Al Wadiah, Al Khadra, Alb, Al Twall, and Jizan Port)

<i>Seized Items</i>	<i>Quantity Seized in 2015-2019</i>	<i>Quantity Seized in 2020</i>	<i>Quantity Seized in 2021</i>	<i>Quantity Seized in 2022</i>
Jewellery and Valuable metals (In Grammes)	89,380.1	5000	437.4	-
Paper Money (In Saudi Rial)	11,916,646	254,800	3,219,720	1,933,859

Source: Kingdom of Saudi Arabia

4. The Panel received information of regular interceptions of dhows in the Gulf of Oman, carrying huge consignments of narcotics drugs, by the naval and coast guard forces of the US, the UK and France. During the discussions with some officials, the Panel was informed that some of the narcotics consignments intercepted by

them from the dhows in the Gulf of Oman were found to be destined towards Yemen. Since these consignments have been destroyed and no country has taken up investigations, in the absence of any clear legal mandates, the Panel could not investigate these cases. Although no direct evidence has been found linking the smuggled narcotics consignments to the individuals designated under the 2140 sanctions regime, the Yemeni officials suspect that these activities are being undertaken for providing financial benefits to some groups involved in the conflict. The Panel continues to monitor the seizure of narcotics in the region. There is a need for the Member States to consider adopting appropriate legal instruments that would allow proper investigations of cases of smuggling of narcotics drugs detected in the international waters by international naval and coastguard forces so that the offenders are brought to justice by appropriate authorities and the financial sanctions under the 2140 regime are properly monitored.

Annex 29 Arbitrary detention, degrading treatment, torture, and sexual violence in Houthi prisons

1. The Panel continues to investigate and document violations by the Houthis in the context of detention. The Panel interviewed 12 former detainees (11 men, 1 woman) who gave accounts of the harrowing experiences they endured while incarcerated in prisons, detention places in Houthi-controlled areas. All the respondents reported to the Panel that they were abducted by the Houthis, held for several months or years in different locations, and subjected to torture, and other cruel, inhuman and degrading treatment. This included inflicting severe beatings on detainees using batons and wires; applying electric shocks to their bodies; hanging them upside down for long hours; repeatedly spraying them with icy-cold water; and other cruel methods to inflict pain and suffering on the detainees, to humiliate them, or to extract “confessions” from them during interrogations.

2. The Panel notes that five of the victims, including one woman and a journalist, experienced these human rights violations during this reporting period. The other seven victims interviewed by the Panel were individuals, who suffered the violations in earlier years, some as far back as 2015, and were released between 2017 and 2021, through the prisoner exchange process facilitated by the ICRC. The former detainees of Houthi prisons informed the Panel that, although they have regained their liberty, they continue to suffer from trauma, receive threats from Houthi operatives, or face social rejection, as well as lack of psychosocial support, employment or other livelihood opportunities. The former detainees expressed concern about their personal security.

I. Emblematic Case: 20-year-old woman arbitrarily detained for more than 17 months by the Houthis

3. The Panel finds that this case is emblematic of the widespread use of arbitrary detention, torture, degrading treatment, and sexual violence that the Houthis have inflicted on civilians in their custody:

4. This 20-year-old woman was abducted by the Houthis in February 2021 in Sana’a. She was blindfolded, tied up and bundled into a vehicle that took her, and several other girls to a secret location, where she was kept for 11 days with no contact with her family or access to legal counsel, then they were transferred to the Central Prison. After two months, she got a lawyer and was brought before a Houthi judge on the charge of engaging in adulterous conduct through her modelling profession. The Houthis accused her of working against the Islamic religion and serving the interests of foreign powers, including the Coalition, to defeat their war effort. In July 2021, the woman was given a five-year prison sentence by the court in Sana’a, but she was temporarily released on health grounds.

5. When the woman was in the secret detention, a Houthi official attempted to rape her but she resisted, and her loud screams drew the attention and intervention of other people, including a friend in the same detention centre. Also, she and other detainees were subjected to severe beatings during interrogation. At the Central Prison in Sana’a, she received verbal threats and insults from prison officials. She was kept for long hours in solitary confinement as punishment for refusing to listen to lectures on the Houthi ideology and to recite their slogans. She was frequently physically assaulted by prison guards. Getting frustrated with the terrible prison conditions, she once attempted to commit suicide. The Houthi prison authorities denied her access to prompt medical treatment.

6. In August 2022, the woman escaped from Houthi custody. The victim recalls that there were about 300 other women and girls, including minors as young as 12 years, who were abducted by the Houthis from different locations and arbitrarily detained at the Central Prison in Sana’a. According to the respondent, most of these female detainees in the prison are held on trumped-up adultery or other “honour” related charges. They have no access to justice. The interviewee added that the Houthis routinely placed detainees in solitary confinement for days or weeks and used the threat of publishing compromising images of female detainees and their family members.

II. Alleged torture of four journalists detained by the Houthis and facing the death penalty

7. The Panel continues to investigate the arbitrary detention by the Houthis of nine journalist, including the four journalists facing death penalty, who remain detained at the Central Security Prison in Sana’a, wherein the Houthis have been trying to use the journalists’ situation as leverage for prisoner exchange with the GoY ([S/2021/79](#), para. 147; [S/2022/50](#), para. 122). The Panel has been informed by family members of one of the four journalists and has seen public statements indicating that the Houthis are subjecting the four journalists to ill-

treatment, torture and other cruel, inhuman and degrading treatment in violation of international law.¹³⁰ In a letter shared with the Panel, the family of Tawfeeq Al Mansouri, one of the four journalists, alleged that, in August 2022, Al Mansouri and two others were moved to solitary confinement at the prison and tortured, over a period of 45 days, resulting in serious head injury to Al Mansouri. This claim was supported in a Twitter post¹³¹ by the GoY's information minister but denied, also on Twitter,¹³² by the Houthis official the family implicated in the commission of the torture. The Panel is seeking to verify the alleged torture of the journalists by the Houthis. The Panel notes that the prohibition against torture is absolute and binding, at all times, and under all circumstances.¹³³

¹³⁰ <https://rsf.org/en/yemen-s-houthis-carry-out-journalists-death-sentences-slowly-torturing-them>.

¹³¹ <https://twitter.com/ERYANIM/status/1599121623600156677>.

¹³² <https://twitter.com/abdulqadermortd/status/1599115074723287041>

¹³³ The Convention against Torture (CAT), the Geneva Conventions of 1949 and their Additional Protocols I & II of 1977, and the rules of customary international law contain specific provisions prohibiting torture and other cruel, inhuman, and degrading treatment or punishment. The 1998 Rome Statute of the International Criminal Court (ICC) deems torture as a war crime.

Annex 30 Investigations into incidents of Coalition airstrikes resulting in civilian casualties

1. The Panel presents the findings of its investigations into three incidents involving Coalition airstrikes on targets in Houthi-controlled areas that resulted in loss of civilian lives. These cases are emblematic and the Panel's focus on them does not suggest the absence of other incidents. The Panel's investigations involved in-person and remote interviews with some victims, eyewitnesses, and representatives of nongovernmental organizations; examination of photographic material; and review of investigation reports and statements of local and international entities. Among the witnesses were three individuals who escaped from Houthi custody during Coalition airstrikes on a camp in Sa'dah that included a detention centre hosting hundreds of Yemenis and migrants.

I. Airstrikes on targets in a residential area of Sana'a

2. On 17 January 2022, at approximately 2130 hours LT, the Coalition conducted airstrikes in the Libyan district, north of Sana'a city, in Sana'a Governorate. The airstrikes destroyed the residence of a prominent Houthi official, Brigadier General Abdullah Qassem al-Junaid, who is a former director of their aviation and air defence college in Sana'a, and damaged several adjacent residential buildings (figure 30.1). Eyewitnesses and other sources informed the Panel that the airstrikes killed al-Junaid and nine other people, including two women. The Panel was also informed that the attack resulted in injuries to nine civilians. Five of those killed were al-Junaid's family members, including his wife and a son.¹³⁴ The individuals wounded were taken to Azal and Al-Jumhuri hospitals. According to the sources, a Houthi military camp was located 16 metres from the targeted residential building of the al-Junaid family. The Houthis issued a statement claiming that 14 people were killed and 11 others wounded in the attack; they accused the Coalition forces of targeting civilians.¹³⁵ The Panel sent letters to the Coalition concerning this incident but did not receive a reply.

3. In its investigation, the Panel found that the Coalition airstrikes of 17 January 2022 on targets in the Libyan district of Sana'a, which may have been conducted in pursuit of legitimate military objectives, resulted in the killing of nine civilians, including two women. The Panel was informed by local sources, including eyewitnesses, that the attack was conducted in a crowded civilian residential neighbourhood, without any advance warnings to the civilian residents, and it resulted in avoidable loss of civilian lives and damage to civilian infrastructure.

4. The Coalition has not provided verifiable information to the Panel, or in public statements, demonstrating that it took all feasible precautions to avoid or minimize harm to civilians and civilian objects, as required by international humanitarian law (IHL). The Panel concludes that the principles of precaution, and distinction were likely not respected.¹³⁶

Figure 30.1

Scene of the Coalition airstrikes on buildings in Libyan area of Sana'a on 17 January 2022



Source: Confidential

¹³⁴ <https://www.hrw.org/news/2022/04/18/yemen-latest-round-saudi-uae-led-attacks-targets-civilians>; <https://www.abc.net.au/news/2022-01-19/saudi-led-strike-on-yemen-kills-20/100765374>. The Panel conducted confidential interviews with two eyewitnesses and other sources.

¹³⁵ <https://en.ypagency.net/250687>.

¹³⁶ Articles 48, 51 (2) and 52 (2) of Additional Protocol I of the Geneva Conventions of 1949, Article 13 (2) of Additional Protocol II of the Geneva Conventions of 1949, and rule 1 and 7 of CHIL.

II. Airstrikes on telecommunications facility in a residential area of Hudaydah

5. On 20 January 2022, at approximately 2230 hours LT, Coalition forces conducted airstrikes on a building belonging to PTC, a telecommunications company, in Hudaydah Governorate. The airstrikes severely damaged the PTC building and five adjacent residential buildings, and killed five civilians, including three children, and injured 20 other civilians, including two children (figure 30.2).

6. The non-governmental organization, Save the Children, reported in a statement of 21 January 2022 that the three children killed in the airstrikes in Hudaydah were reportedly playing football in a yard close to the telecommunications facility, when they were hit.¹³⁷ The Coalition confirmed that it launched airstrikes on targets in Hudaydah on 20 January to weaken the capabilities of the Houthis, who they claim were using civilian infrastructure for military purposes.¹³⁸ However, it did not specifically mention the attack on the telecommunication facility or any incidental loss of civilian lives from its airstrikes. The Panel sent letters to the Coalition concerning this incident but did not receive a reply.

7. In its investigation, the Panel found that the PTC building was in a civilian residential neighbourhood, and the attacks destroyed the building, internet equipment and other assets of the telecommunications company, and resulted in five casualties. The Panel did not find evidence that, in the attack on the facility, which may have been a legitimate military target under IHL, the Coalition forces took all feasible precautions to avoid or minimize civilian harm. All sources, including the eyewitnesses, informed the Panel that no warnings were given to the civilians before the attack.

8. The Panel concludes that the principles of precaution and distinction were likely not respected.¹³⁹

Figure 30.2

The PTC building in Hudaydah after it was hit and damaged by the Coalition airstrikes on 20 January 2022



Source: Confidential

III. Airstrikes on a camp containing a detention centre/prison in Sa'dah

9. On 21 January 2022, at approximately 0240 hours LT, Coalition forces conducted three airstrikes on a camp which contained a detention centre in Al-Sahn area of Sa'dah Governorate. At that time, about 2,000 individuals, including hundreds of migrants, were detained at the centre.¹⁴⁰ Three eyewitnesses (detainees who managed to escape) and two staff of local NGOs informed the Panel that the airstrikes occurred in quick succession and hit three sections of the facility, including a hangar where 200 detainees were held in the

¹³⁷ <https://www.savethechildren.net/news/yemen-least-three-children-among-more-60-killed-airstrikes-down-internet-across-country>.

¹³⁸ <https://www.aljazeera.com/news/2022/1/21/several-killed-in-airstrike-on-yemen-prison>.

¹³⁹ Articles 48, 51 (2) and 52 (2) of Additional Protocol I of the Geneva Conventions of 1949, Article 13 (2) of Additional Protocol II of the Geneva Conventions of 1949, and rule 1 and 7 of CHIL.

¹⁴⁰ <https://www.ohchr.org/en/press-briefing-notes/2022/01/press-briefing-notes-yemen-airstrikes>.

basement.¹⁴¹ The airstrikes caused a partial collapse of the detention facility (figure 30.3), killing 66 detainees and injuring 113 others, including four boys between the ages of 15 and 17. During the airstrikes, Houthi fighters fired at fleeing detainees. The Houthis killed 16 detainees and injured 50 others, bringing the total number of casualties from the Sa'dah incident to 82 killed and 163 injured.¹⁴²

Figure 30.3

Rescue workers remove rubble covering victims of the Coalition airstrikes that hit a detention centre in Sa'dah on 21 January 2022.



Source: Mwatana for Human Rights, and Human Rights Watch (<https://www.hrw.org/modal/95568>)

10. The Panel did not receive reply to a letter it addressed to the Coalition inquiring into the reported violations and the specific measures the Coalition forces took before, during and after the airstrikes, in compliance with their IHL obligation, to prevent or minimize civilian harm. The Houthis also did not respond to the Panel's letter inquiring into their reported killing of fleeing detainees.

11. In a meeting with the Panel on 9 October 2022, the Coalition Joint Forces Command (JFC) asserted that the airstrikes of 21 January 2022 on Sa'dah precisely targeted a camp used by the Houthis to manufacture and launch UAVs, and that therefore the facility was a legitimate military target under IHL. The JFC also displayed maps and images purporting to show the location of military facility(ies), close to the detention centre, that were targeted. However, the Panel received information from NGO sources that the facility was formerly a security camp, but at the time of the attack it was used as a detention centre. Hence, the Coalition should have avoided any attack on that facility. The Coalition has not shared with the Panel specific details it requested regarding the incident.

12. The Coalition spokesperson refuted the allegation that Coalition forces targeted civilians in Sa'dah, and further stated that there was no detention centre in Sa'dah on the "No Strike List (NSL)" that was agreed with humanitarian actors in Yemen.¹⁴³ The Joint Incidents Assessment Team (JIAT), established by the Coalition to investigate IHL violations attributed to their forces, also reported on 8 February 2022 that its investigation found that the Coalition airstrikes on Sa'dah precisely targeted a Houthi "special security camp", which is a legitimate military target under IHL.¹⁴⁴

13. The NSL is an index of humanitarian static sites managed by OCHA Yemen, as part of a humanitarian notification system developed by the UN Country Team in April 2015 through which agencies voluntarily share with the Coalition, through OCHA, information on the locations of humanitarian sites and humanitarian movements, aiming to ensure the safety and security of humanitarian premises, personnel, equipment and activities in areas of active military operations. The Panel notes that the Standard Operating Procedures (SOPs) for the notification mechanism recognizes that notification is not a prerequisite for protection under

¹⁴¹ The Panel received information that, on 6 January 2022, more than two weeks prior to the Coalition airstrikes, ICRC personnel visited the Sa'dah detention centre and distributed dignity kits and winter clothes to the detainees.

¹⁴² Information gathered by the Panel from interviews with eyewitnesses and reports of NGOs and agencies on the incident.

¹⁴³ <https://www.spa.gov.sa/viewfullstory.php?lang=ar&newsid=2324781>.

¹⁴⁴ <https://english.alarabiya.net/News/gulf/2022/01/28/Arab-Coalition-says-it-did-not-target-prison-in-Yemen-s-Saada-Initial-findings>.

IHL, and, conversely, the absence of notification or the removal from the notification list of any given object or movement does not change its protection status.¹⁴⁵ The Panel finds no correlation between the absence of the Sa'dah detention centre from the NSL, a non-exclusive list of humanitarian sites in Yemen, to the Coalition forces not fulfilling their IHL obligations.

14. The Panel's investigation revealed that the Coalition airstrikes did hit a facility that was primarily a civilian infrastructure (detention centre) holding hundreds of civilians, including migrants, women and children, detained by the Houthis.¹⁴⁶ The obligation to ascertain the civilian or military character of the facility, to assess the anticipated incidental loss of civilian lives and damage to civilian objects from any attack, and to take all feasible precautions to avoid or minimize civilian harm, rested with the Coalition. In the attack of 21 January 2022 in Sa'dah, this obligation needed to be fulfilled.

15. The Panel concludes that the principles of precaution and distinction were likely not respected.¹⁴⁷

IV. Airstrikes on buildings in residential neighbourhood of Sana'a

16. The Panel received information that, on 25 March 2022, Coalition airstrikes on a residential neighbourhood in Sana'a Governorate reportedly killed eight civilians, including five children and two women, as well as damaging the UN residential staff compound in Sana'a.¹⁴⁸

17. The Panel is continuing its investigation.

¹⁴⁵ <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/yemen/deconfliction>.

¹⁴⁶ In a statement issued on 28 January 2022, the Secretary-General condemned the attack (<https://press.un.org/en/2022/sgsm21114.doc.htm>) and reminded all parties to respect IHL. Also, the Office of the High Commissioner for Human Rights (OHCHR) noted that the facility in Sa'dah held about 1,300 detainees, including 700 migrants, before the incident. It stated that 91 detainees may have been killed and 236 injured, and called for "a transparent, independent and impartial investigation." (<https://www.ohchr.org/en/press-briefing-notes/2022/01/press-briefing-notes-yemen-airstrikes>).

¹⁴⁷ Articles 48, 51 (2) and 52 (2) of Additional Protocol I of the Geneva Conventions of 1949, Article 13 (2) of Additional Protocol II of the Geneva Conventions of 1949, and rule 1 and 7 of CHIL.

¹⁴⁸ <https://www.un.org/sg/en/content/sg/statement/2022-03-26/statement-the-spokesperson-of-the-secretary-general-attacks-civilian-facilities-saudi-arabia-and-yemen>.

Annex 31 Civilian casualties from landmines and other explosive devices allegedly planted by the Houthis

1. The Panel continues to receive information and documents relating to indiscriminate and systematic use of landmines and other explosive devices mainly by the Houthis. Since 2016, the Panel has been documenting the impact of landmines, improvised explosive devices (IEDs) and other explosive devices on civilians (S/2021/79, paras 140-142; S/2020/326, paras 115-117; [S/2018/193S/2018/193](#), annexes 43 and 44; and [S/2022/50](#) paras 188-119, and annex 36).

2. The indiscriminate use of landmines is prohibited by international humanitarian law. Whenever landmines are used, the parties to an armed conflict must take particular care to minimize their effects. They also must record their placement to the extent possible.¹⁴⁹ The Houthis and other parties continue to disregard this obligation. Between October 2021 and September 2022, landmine and unexploded ordnance (UXO) incidents resulted in 591 civilian casualties, including 196 deaths and 395 injuries, according to humanitarian agencies. The incidents reportedly occurred mostly in the frontline areas of Hudaydah and Al-Jawf governorates.¹⁵⁰

3. Through interviews with victims and family members, meetings with humanitarian personnel, and review of confidential information shared by local sources, the Panel documented some incidents, which occurred during the reporting period, involving civilian casualties from landmine and other explosive devices.

4. The incidents documented by the Panel indicative of the serious threat posed to civilians by landmines and other explosive devices, allegedly planted by the Houthis, in frontline areas and locations under their control:

a) On 16 April 2022, at approximately 0600 hours LT, a private vehicle travelling with three civilians, on a road northeast of Khab and Al Shaaf District in Al-Jawf Governorate, hit a landmine, killing two men, aged 30 and 25 years, and injuring a 14-year-old boy. The child suffered bruises from shrapnel.

b) On 22 May 2022, at approximately 1000 hours LT, a landmine explosion in Al-Hagi District of Hudaydah Governorate injured two men, aged 20 and 25 years, as they were working on their farm.

c) On 1 March 2022, a civilian herding sheep near the main road of Al-Akbar village in Hays District, Hudaydah Governorate, triggered an explosive device, allegedly a Houthi-improvised antipersonnel landmine. He sustained severe injuries from the explosion, leading to the amputation of both legs.

d) On 29 August 2022, a civilian was passing through an area in Al-Manaam neighbourhood of Jabal Habshi district in Tai'zz Governorate, close to the frontline, when he stepped on an explosive device, allegedly a Houthi-improvised antipersonnel landmine. He sustained severe injuries from the explosion of the device, leading to the amputation of both legs. He also suffered injuries to both hands.

e) On 24 September 2022, three children were riding on a donkey-drawn cart in the Al-Lhomainiah area of Hays District in Hudaydah Governorate, when the donkey triggered an explosive device, allegedly a fragmentation device planted by the Houthis. One child was killed, and two others injured.

f) On 21 October 2022, a civilian walking near his home in Nata' district of Al Bayda Governorate was killed when he accidentally triggered an explosive device, allegedly planted by the Houthis.

5. The Panel notes that, while international law requires States and all parties to an armed conflict to limit the production and use of landmines and other explosive devices to legitimate military purposes, international law imposes a total ban¹⁵¹ on antipersonnel mines. The Ottawa Convention (Anti-Personnel Mine Ban Treaty) of 1997,

¹⁴⁹ The Geneva Conventions of 1949, the 1980 Convention on Certain Conventional Weapons and various rules of customary international humanitarian law seek to reduce the harm to civilians in armed conflict, including from landmines.

¹⁵⁰ <https://reliefweb.int/report/yemen/yemen-humanitarian-update-issue-9-september-2022>;
<https://twitter.com/ochayemen/status/1587850904560099328?s=46&t=kUo4xQxzhB4XmBwFF2Xecg>.

¹⁵¹ Article 3 of the Ottawa Convention provides that, as an exception, the retention or transfer of a number of anti-personnel mines for the development of and training in mine detection, mine clearance, or mine destruction techniques is permitted.

in particular, prohibits the use, stockpiling, production and transfer of antipersonnel mines and on their destruction.¹⁵² Yemen ratified the treaty on 1 September 1998 and is bound by its provisions. Also, IHL norms place an obligation on States and non-state armed groups to take measures to avoid or minimize civilian harm.

Figure 31.1

Victim of a landmine explosion in Hays, Hudaydah (left); mines and IEDs found on the scene (right)



Source: Project Masam

¹⁵² <https://www.un.org/disarmament/anti-personnel-landmines-convention/>

List of acronyms

ADNOC	Abu Dhabi National Oil Company
AIS	Automatic Identification Signal
AQAP	Al Qaeda in the Arabian Peninsula
ATGM	Anti-Tank Guided Missile
AWH	Alwiyat al-Waad al-Haq (True Pledge Brigades)
CBY	Central Bank of Yemen
CCTV	Closed-Circuit Television
CHA	Coalition Holding Area
FSO	Floating Storage and Offloading vessel
GAZ	General Authority for Zakat
GoY	Government of Yemen
GPS	Global Positioning System
IED	Improvised Explosive Device
IHL	International Humanitarian Law
IHRL	International Human Rights Law
IMO	International Maritime Organization
IRGC	Islamic Revolutionary Guard Corps
JIAT	Joint Incident Assessment Team
KSA	Kingdom of Saudi Arabia
LCs	Letters of Credit
LT	Local Time
MAA	Houthi-appointed Maritime Affairs Authority
MoT	Houthi-appointed Minister of Transport
NGO	Non-governmental organization
PLC	Presidential Leadership Council
RPG	Rocket-propelled grenade
SALW	Small Arms and Light Weapons
SAR	Saudi Riyal
STC	Southern Transitional Council
UAE	United Arab Emirates
UAV	Uncrewed Aerial Vehicle
UK	United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland
UN	United Nations
UNMHA	United Nations Mission to support the Hudaydah Agreement

UNVIM	United Nations Verification and Inspection Mechanism
USA	United States of America
USD	United States Dollars
UXO	Unexploded Ordnance
VLCC	Very Large Crude Carrier
WBIED	Water-borne improvised explosive device
WFP	World Food Programme
WRI	War Risk Insurance
YR	Yemeni Rial
